

150

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 12415

4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

JEUDI 27 DÉCEMBRE 1984

Toumi Djaidja a été gracié
par le chef de l'Etat

Israël devrait se retirer unilatéralement du Liban

L'image
de M. Pérès

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, projette — depuis qu'il a accédé au pouvoir il y a trois mois — l'image d'un homme de dialogue. Par divers gestes, que cela soit à l'égard des Palestiniens, du roi Hussein ou du Liban, M. Pérès paraît souhaiter rompre l'isolement dans lequel s'est enfermé Israël et, si possible, amorcer un processus de paix au Proche-Orient. Toute la question est de savoir s'il en a les moyens.

Les déclarations au « Monde » du président du groupe parlementaire travailliste, M. Rafi Edri — qu'on lira ci-contre — reflètent fidèlement l'opinion du premier ministre, et sans doute aussi d'une partie notable de l'opinion israélienne, favorable à un retrait unilatéral et total du sud du Liban.

La thèse du parti travailliste relève du bon sens : l'occupation d'une portion du pays du Cèdre a déjà engendré en trente mois quelque 3 milliards de dollars et a coûté la vie à plus de six cents soldats israéliens, sans que le projet dit de « paix en Galilée » ait atteint les objectifs politiques que lui avait assignés le général Sharon : la sécurité de la frontière septentrionale de l'Etat hébreu serait mieux assurée par des opérations militaires ponctuelles. Il reste que le Likoud, qui est décidé à ne pas se dégoûter, a les moyens de provoquer une crise ministérielle et se plait à ne pas vouloir de la présence au sein du Liban aussi longtemps qu'un « accord de sécurité » n'aurait pas été conclu avec le gouvernement de Beyrouth.

Il en va de même quant à l'option jordanienne de M. Shimon Pérès, rejetée par M. Itzhak Shamir et ses amis, qui demeurent fidèles à la lettre — sinon à l'esprit — des accords de Camp David. Les dirigeants du Likoud, il est vrai, observent un silence sceptique. Ils savent d'avance que les « ouvertures » du premier ministre au roi Hussein ont peu de chances d'aboutir. Ils se rendent compte que ce dernier ne peut renoncer au principe, qu'il a réaffirmé à la fin du mois dernier au Conseil national palestinien, selon lequel Israéliens et Arabes devraient « échanger les territoires contre la paix ». Or le programme du Parti travailliste lui-même ne prévoit que la restitution à la Jordanie de lambeaux de la Cisjordanie et mentionne que la maintenance des colonies juives dispersées en « Judée et Samarie ».

Le projet du roi Hussein est de tout autre nature, tant sur la question territoriale que sur celle de la procédure. En accord avec la quasi-totalité des États arabes, il propose d'associer l'OLP à une conférence internationale destinée à instaurer « une paix totale, globale et permanente » avec Israël. M. Shimon Pérès s'oppose à ce projet, essentiellement parce qu'il déboucherait, de toute évidence, sur un règlement qui rendrait aux Arabes la Cisjordanie, Gaza et le Golan.

C'est sur cette toile de fond qu'il faut apprécier la participation de M. Pérès aux fêtes de la Nativité à Bethléem, et les « paroles ocuméniques » qu'il a prononcées en présence du maire, M. Elias Freij. Ce dernier est, certes, un « modéré », mais il épouse les thèses du roi Hussein, et s'est toujours dit solidaire de l'OLP.

Il n'en reste pas moins que M. Pérès, faute de pouvoir engager un dialogue, contribue par son comportement — notamment en dénonçant le « fascisme » du rabbin Kahane — à « décrier » quelque peu les rapports conflictuels entre les Israéliens et les Palestiniens d'Israël et des territoires occupés.

nous déclare le chef du groupe
parlementaire travailliste de la Knesset

De notre correspondant

Jérusalem. — « Je souhaite que notre armée se retire totalement et unilatéralement du Liban. Faut-il d'une solution parfaite, ce sera un moindre mal. Je m'oppose à un repli par étapes. Nous n'avons plus rien à faire là-bas ».

Pour M. Rafi Edri, président du groupe parlementaire travailliste, la cause est entendue : l'armée israélienne doit quitter le Liban, et le plus tôt sera le mieux. Inutile, selon lui, de tergiverser. Puisque la négociation militaire de Nakoura s'est enlisée en raison d'une intransigeance libanaise dictée par Damas, la balle est maintenant dans le camp d'Israël.

Au cours d'un entretien dans son bureau de la Knesset, M. Edri, étoile montante du travaillisme, insiste sur l'urgence d'une initiative. « Voilà bientôt un an, nous dit-il, que notre parti s'est solennellement prononcé en faveur d'un départ du Liban. Entre-temps, rien n'a vraiment modifié les données du pro-

blème. L'abrogation de l'accord du 17 mai était prévisible. Depuis, nous avons mené une campagne électorale sur ce thème. Maintenant que nous sommes au pouvoir, il est grand temps de tenir parole ».

Le chef du bloc travailliste exprime fidèlement le sentiment qui domine aujourd'hui dans les rangs du parti gouvernemental. Les députés travaillistes ont ouvert à ce sujet, le lundi 24 décembre, un débat interne au cours duquel cinq élus sur les dix qui sont intervenus ont appelé de leurs vœux une évacuation totale du Liban. Cette discussion se poursuivra dans les prochains jours.

L'impasse constatée à Nakoura et l'échec de la mission du secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Richard Murphy, ont transformé la lassitude des travaillistes en impatience résignée.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.
(Lire la suite page 3.)

Nouvelle-Calédonie : tension persistante

M. Lafleur parle de « légitime défense »
mais accepte de rencontrer M. Pisani

De notre correspondant

M. Edgard Pisani, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, a reçu le mercredi 26 décembre M. Jacques Lafleur, député RPR et chef de file de la majorité locale, venu lui faire des propositions relatives au maintien de l'ordre dans l'île.

Pourtant, quelques heures auparavant, M. Lafleur avait lancé cette phrase : « La Nouvelle-Calédonie doit se trouver aujourd'hui en état de légitime défense ». M. Lafleur revenait alors de Thio où il s'était rendu en compagnie du président du gouvernement de la Polynésie française, M. Gaston Flosse.

Interrogé sur le sens qu'il donnait à l'expression « légitime défense », M. Lafleur n'a pas hésité à dire davantage. Il paraît cependant difficile d'interpréter cette phrase comme un appel au soulèvement, encore moins à la formation de milices. Paragraphe le désir ardent de voir l'ordre public rétabli dans le

territoire et la volonté de ne surtout pas être celui par qui les affrontements arrivent. M. Lafleur n'est toujours gardé d'encourager les tentatives violentes. Mais, à Thio, il a été devancé par le chef du gouvernement polynésien, lui aussi RPR, qui a indiqué que, si les pouvoirs publics n'étaient pas en mesure de rétablir l'ordre sur le territoire, lui se chargerait d'assurer la sécurité des cinq mille cent cinquante polynésiens y résidant, et tout particulièrement ceux de Thio.

Cette déclaration du chef de file polynésien — largement répétée par les médias locaux — n'a pas été sans irriter M. Jacques Lafleur, qui a d'ailleurs violemment critiqué Radio-France outre-mer (RFO), pour ce qu'il estime être un reportage « partiel » en faveur de M. Flosse.

FRÉDÉRIC FILLOUX.
(Lire la suite page 6.)

Ce sont les grandes entreprises qui licencient le plus ; ce sont les petites et moyennes entreprises qui créent les emplois. La situation se révèle plus compliquée que cette idée toute faite.

Avec un taux de natalité élevé qui vient compenser un fort taux de mortalité, la petite entreprise constitue le corps vivant de l'activité économique, prompt à déprimer comme à innover. On y licencie à tour de bras, chaque année, puisque 80 % des suppressions d'emplois, en 1983, l'ont été dans les entreprises de moins de 20 salariés, 60 % dans des établissements de moins de 50 salariés.

On y embauche aussi massivement, au gré des évolutions et, même, de caractéristiques géographiques. Pourtant considérées comme des régions malmendées ou déshéritées au temps de la croissance, la Bretagne, par exemple, et la moitié sud du pays ont vu augmenter les effectifs grâce aux petites entreprises, entre 1976 et 1983.

Ce qui n'a pas empêché ces mêmes régions de connaître des taux de chômage élevés, le solde étant finalement négatif entre les créations d'emplois et les ressources d'une population active que la crise, justement, maintient sur place alors qu'elle avait pris l'habitude d'émigrer vers les zones d'emplois.

(Lire la suite page 17.)

Du monde de demain au « Monde » d'aujourd'hui

par ANDRÉ FONTAINE

Avec sa carrure de manager et son épouse BCBG, l'héritier provisoire du trône bolchevique, Mikhaïl Gorbatchev a fait un tabac l'autre semaine sur les bords de la Tamise. Margaret Thatcher, que personne ne soupçonnait d'avoir un faible pour les « rouges », n'a pas hésité à dire qu'elle « l'aimait bien » et qu'on pouvait « s'entendre avec lui ».

Il est peu probable que les Français éprouvent un pareil coup de cœur pour Constantin Tchernenko si celui-ci parvient, malgré son emphysème, à mettre à exécution sa promesse, récemment faite à François Mitterrand, de venir bientôt lui rendre sa visite du mois de juin : il a la mine par trop revêche. Il n'empêche qu'entre Paris et Londres, d'une part, Moscou, de l'autre, quelque chose est en train de changer. Pourquoi ?

Depuis leur arrivée au pouvoir, la « dame de fer » et notre président partagent avec les États-Unis une inquiétude majeure : que la République fédérale, dont l'« ancrage » à l'Ouest est l'une des raisons d'être de la solidarité atlantique et de la construction européenne, ne leur

fasse soudain faux bond ; qu'elle ne se laisse séduire par les démons du neutralisme ou de ce qu'on a appelé, d'un mot bien injuste pour la Finlande, la « finlandisation ».

Le risque n'est pas écarté : la gestion du chancelier Kohl n'est pas si brillante — ni, voir la déplaisante affaire Flick, si édifiante — qu'un retour au pouvoir des sociaux-démocrates, actuellement reconvertis au pacifisme, puisse être écarté. Et la montée des Verts, en protestation contre un type de société à la fibre morale par trop usée, ne peut que pousser dans ce sens. Mais enfin la bataille des Pershing-II a été gagnée par l'Ouest, et les liens entre Bonn et ses alliés se sont de ce fait consolidés.

Or voilà que chez les dirigeants britanniques et français une crainte se superpose à celle-là, et qu'elle vise cette fois les intentions de leur grand allié et protecteur américain. Certes ils se sont opposés plus d'une fois à lui : sur l'agriculture, la sidérurgie, l'oléoduc sibérien, voire, à l'occasion, l'Amérique centrale. Mais il

s'agit là de divergences d'intérêts, ou d'appréciations qui visent le court ou le moyen terme et qui relèvent, selon la définition marxiste classique, de la contradiction « nonantagoniste ».

La menace qu'on voit se dessiner à l'horizon est d'une tout autre ampleur, puisqu'elle pourrait aboutir à remettre en cause les fondements mêmes de l'alliance militaire. On veut parler de ce que les officiels appellent l'« initiative de défense stratégique » de Reagan, et les journalistes la « guerre des étoiles ».

Le grand public commençant tout juste à prendre conscience de l'enjeu, rappelés en deux mots de quoi il s'agit. Jusqu'à présent, la protection contre une agression nucléaire adverse est censée reposer sur la dissuasion, c'est-à-dire sur l'existence d'une capacité de représailles permettant d'infliger à l'agresseur une « punition » telle qu'il paierait sa « victoire » de sa propre destruction. A cette formule, qui peuple le ciel d'épées de Damoclès, Reagan voudrait en substituer une autre, en établissant autour des États-Unis un réseau d'antimissiles suffisamment dense pour intercepter toute fusée adverse.

En Amérique même, les plus grands doutes sont exprimés quant au sérieux d'une entreprise qui devrait coûter au bas mot la bagatelle de mille milliards de dollars.

(Lire la suite page 4.)

DEUX REGARDS SUR LES IMMIGRÉS

Le noir et le blanc

En gradant Toumi Djaidja, animateur de la « marche antiraciste » de 1983, condamné pour vol avec violence, M. François Mitterrand a sans doute heurté beaucoup de Français. Il ne s'agit pas de dans l'opposition et l'opposition elle-même est divisée sur les immigrés, comme le montre la publication simultanée de deux ouvrages, écrits par deux personnalités de l'UDF, qui prennent exactement le contre-pied l'un de l'autre.

On dirait, en effet que Bernard Stasi, premier vice-président du Centre des démocrates sociaux, et Alain Griorat, ancien député (PR), éditeur de la revue *Figaro Magazine*, se sont donné le mot pour lancer un débat crucial dans une parfaite cacophonie. Si le premier considère l'immigration comme une « chance pour la France », le second y voit une véritable calamité. Ce ne sont pas seulement deux thèses qui s'affrontent, mais deux conceptions de la vie nationale.

Bernard Stasi a choisi le parti de la sérénité. Posément, sans polémisme, cet « immigré de la deuxième génération » — père espagnol, mère née à Cuba — se prévaut de son enracinement en Champagne pour défendre « une ouverture de la France sur le monde ». Ayant conscience d'être « un nant de la position sociale », il se garde bien de « donner des leçons » à tous ceux qui, dans les banlieues surpeuplées, sont excédés par les bruits de l'appartement voisin où vivent les douze membres d'une famille marocaine...

La thèse du député centriste n'est guère différente de celle des dirigeants socialistes, même s'il reproche à ceux-ci d'être passés « de l'idéalisme le plus incompréhensif à un réalisme parfois brutal ». Thèse qui se résume en deux propositions : la très grande majorité des immigrés resteront en France ; il faut respecter leur « droit à la différence ». Cette difficile cohabitation peut être « un choc salutaire » pour le pays, lui permettre de mieux comprendre sa crise, justement, maintenant sur place alors qu'elle avait pris l'habitude d'émigrer vers les zones d'emplois.

Le ton est radicalement différent dans le livre d'Alain Griorat. D'une plume souvent virulente, « sans fausse pudeur et sans complexe », l'éditorialiste du *Figaro Magazine* tire la sonnette d'alarme à grands coups. Tous ses chiffres, toutes ses statistiques, tendent à démontrer que l'immigration maghrébine a été une mauvaise affaire pour la France : caractérisée par « un surcoût social » et une « surdépendance étrangère », elle aurait empêché l'économie nationale de se moderniser à temps. L'avenir promet d'être plus sombre encore : « Une France multiculturelle à forte présence musulmane ne serait plus vraiment la France ».

ROBERT SOLÉ.
(Lire la suite page 14.)

AU JOUR LE JOUR

Grâce

Pas de trêve pour la haine. A peine avait-on appris, le 25 décembre, la grâce présidentielle en faveur de Toumi Djaidja que des protestations s'élevaient.

Laissant là les réveillons de la Nativité, la dernière coupe de champagne avalée, toute ripaille cessante, on alla peaufiner des communiqués vengeurs. « Grâce chônée », dit la Ligue nationale contre le crime. « Mesure scandaleuse », déclare le Front national.

Le crime impardonnable ? Plus qu'un vol, sans doute, une responsabilité intolérable dans le réveil des « Beurs ».

Allons, c'est Noël ! Pour une fois, on fera grâce de notre indignation aux forcés de l'ordre.

BRUNO FRAPPAT.

PLEIADES PARIS THE ULTIMATE IN FINE CIGARS

Les Américains achètent trois dollars un cigare signé à Paris et conçu pour répondre à l'attente exacte des amateurs européens de « purs ».

Après de longs mois de maturation, les feuilles de tabac, issues de semences essentiellement cubaines et dominicaines, sont roulées à la main par les maîtres-cigariers de la petite ville dominicaine de Santiago-de-los-Caballeros. Les cigares PLEIADES mûrissent encore quelques mois, puis ils sont envoyés par bateau en Europe.

Un dernier examen de la couleur de la cape et de la finition, et les cigares PLEIADES sont déposés, nus et sans compression, dans d'élégants coffrets de cèdre. La fragrance du cèdre et l'arôme des tabacs se conjuguent pour le plus grand charme du consommateur.

Ce n'est pas tout. Chaque coffret recèle un trésor : le mini-HUMISTAT 70 PLEIADES qui ajuste automatiquement l'humidité des cigares et leur permet de traverser tous les climats.

L'amateur averti sait l'importance primordiale d'une bonne humidification et s'approvisionne de préférence auprès des magasins équipés en « caves à cigares ».

Le GUIDE DU TABAC, qui vient de paraître en librairie (R. LAUZE, éditeur), BP 385, 75626 Paris cedex 13, donne une liste, non limitative, certes, de cent adresses de « boutiques-cigares » recensées par la Société qui a créé les cigares PLEIADES et qui distribue aussi en France les deux marques cubaines les plus prestigieuses : HOYO DE MONTERREY et REY DEL MUNDO.

DANS « LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES »

PAGES 7 A 13

JEAN-LUC GODARD
ET FRANÇOIS TRUFFAUT :
des revues, des numéros spéciaux
(Lire les articles de LOUIS MARCORELLES
et de JACQUES SICLIER)

NOUVEL AN, ÉTERNELLE ROME :
promenades d'hier et d'aujourd'hui
(Lire les articles de MICHEL COURNOT)

Les années italiennes de Degas
(Lire l'article d'ANDRÉ CHASTEL)

5 PERSAN
prix de gros

Le Monde

commentaires

INVITÉS

Dieu merci, les libéraux n'ont pas de chef !

par GUY SORMAN (*)

Au nom de la défense des libertés, le libéralisme gagne du terrain en France, dans l'opinion publique comme dans les programmes des partis de l'opposition. Cependant, pour Guy Sorman, auteur de la *Solution libérale*, personne ne peut s'approprier le libéralisme, car ce serait contraire à sa définition même. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du PS, souligne pour sa part que l'Etat est le meilleur protecteur des droits des individus.

Les analyses courantes du libéralisme se contentent d'en mesurer les progrès ou les reculs en fonction des choix, des discours de la classe politique. Ainsi certains s'enthousiasment-ils à l'idée que la pensée libérale triompherait-elle de la pensée socialiste, ou à l'idée qu'elle est démodée pour son extrême. C'est une étrange perspective car le fondement même du libéralisme est précisément de dénier à la classe politique toute tentative de se l'approprier. Bien plus, être libéral, c'est se défaire de la politique et des politiques pour investir sa confiance dans la spontanéité individuelle et dans la société civile contre la nouvelle classe bureaucratique.

Les variations à vue des états d'âme de tel ou tel chef politique, de droite ou de gauche, ne font donc que confirmer l'analyse libérale, selon laquelle les chefs, par nature et par fonction, sont rarement libéraux. Ce sont d'abord des chefs, et ils ne se réfèrent au libéralisme que s'ils sont soumis à une pression suffisamment forte pour qu'ils n'aient plus d'autre choix que d'autre intérêt. Dans cette dialectique du peuple et de la nouvelle classe à laquelle les libéraux ramènent, par volonté de simplifier et convaincre, le débat politique, il faut donc se demander si les Français sont en train de devenir libéraux ou non, pour, en second lieu, persuader nos dirigeants de rattraper l'opinion générale.

(*) Auteur de la *Solution libérale*.

Certes, les instruments de mesure manquent, hormis quelques sondages qui indiquent clairement le ralliement massif aux vertus de la responsabilité individuelle et de l'économie de marché. Dans le même sens, et sans prétendre à un caractère scientifique, il est notoire que tout confédéré, intellectuel ou politique, qui entreprend une tournée de la capitale ou de nos provinces sur le thème du libéralisme fait aujourd'hui salle comble. J'ajoute que cette mobilisation des auditeurs est rendue possible par quelques milliers de clubs de réflexion politique et économique créés ou réveillés depuis trois ans et qui se reconnaissent aujourd'hui dans le libéralisme plus que dans l'opposition au sens strict.

Ces cercles innumérables n'entraînent que peu de relations entre eux ; ils sont persuadés d'être isolés dans la nation, et ne se rendent pas compte qu'ils appartiennent à une fédération nationale, invisible et sans nom. Ils représentent pourtant les énergies nouvelles de ce pays, l'équivalent de ceux que l'on appelait, il y a vingt ans, les « forces vives » et qui alors penchaient vers le socialisme. Ces forces vives ont aujourd'hui changé de camp et ce sont elles qui, très certainement, terrorisent demain la nation.

Parallèle émergence des forces libérales ne me paraît pas due seulement à la pédagogie des faits administrés depuis 1981. Une explication aussi conjoncturelle est possible et prend mal en compte le développement

universel du libéralisme tel qu'il se manifeste dans l'ensemble du monde. L'industrialisme sous les paysages politiques, culturels et économiques les plus divers. J'y verrais plutôt - c'est une hypothèse - un retour vers une auto-affirmation, typiquement occidentale, de l'individualisme contre le collectif, après une génération d'auto-interrogation érotisant la tentation du suicide. Ajoutons-y, pour faire la part du « conservatisme » dans cette révolution libérale, une volonté évidente de renouer avec quelques valeurs spirituelles et morales qu'un excès de politique temporelle avait interdites de séjour.

Mais le ralliement populaire au libéralisme n'est pas tant affaire de conversion que d'intérêt. Les Français sont réalistes et, après avoir investi des espoirs très concrets dans le socialisme, ils se reportent aujourd'hui sur l'idéologie alternative. On ne saurait s'en plaindre puisque le principal argument des libéraux est précisément que le libéralisme marche là où le socialisme ne marche pas et que l'intérêt des peuples est donc d'être libéraux.

Hold-up idéologique

Si l'on veut bien admettre que le libéralisme est désormais une réelle force populaire, même inorganisée, les politiques ne s'y rallient que si, de surcroît, le libéralisme devient intellectuellement respectable. C'est, en France plus qu'ailleurs, une condition de la réussite. Or le choc est en voie de changer de camp et

c'est du côté libéral que se gagnent aujourd'hui les succès éditoriaux tant que du libéralisme. Ce n'est pas uniquement une garantie de succès, mais au moins le signe que la droite n'est plus disqualifiée, voire interdite de pensée dans les médias.

Ainsi, prise en tenaille entre le sentiment populaire et la pression culturelle, la classe politique française balance aujourd'hui entre la récapitulation et l'évasion. La libéralisation du discours dans l'opposition - et une fugitive tentative au gouvernement - participent naturellement de la première option. Mais on n'inscrira jamais assez sur le carrosse paradoxal de ce hold-up idéologique que nous convient quelques chefs et futurs chefs. Leur discours revient à nous demander de leur faire confiance - aveugle si possible - pour que nous leur donnions mandat d'instaurer le libéralisme. Or, par essence, le libéralisme ne se décrète pas, ne peut pas procéder d'un programme en tant que propositions qui seraient le symptôme d'un programme social-démocrate.

Le libéralisme ne s'édifie - spontanément - qu'à partir d'un retrait partiel du politique et de l'Etat interventionniste. D'où la seconde tentation de la classe, qui consiste à disqualifier le libéralisme pour son caractère « ultra ». Oui, le libéralisme est ultra dans la mesure où il veut être une utopie de référence, un cap politique naturellement hors d'attente, mais un cap quand même, opposé à la navigation à vue. Il est également ultra

lorsqu'il exige que les politiques prennent des engagements précis, à l'inverse du « faites-moi confiance ». Ces engagements libéraux sont peu nombreux mais très précis et ils viennent tous à retracer en clair la frontière entre l'Etat et la société civile.

Ce minimum libéral peut se ramener à trois prescriptions :

- garantir la sécurité économique des Français en plafonnant les dépenses publiques, en respectant notre épargne et nos revenus, en garantissant une totale liberté d'entreprendre ;
- rétablir la liberté de choix des citoyens là où, aujourd'hui, la bureaucratie impose le monopole : en particulier pour l'éducation, la télévision, la protection sociale ;
- renforcer l'Etat de droit en insérant dans la Constitution tout ce qui protège et en limitant les pleins pouvoirs de la classe politique par un supplément de démocratie du type référendum d'initiative populaire.

A mesure que se rapproche la victoire probable de 1986, les dirigeants de l'opposition sont moins tentés de se lier les mains par ce type d'engagement. Aucun homme, aucun parti, n'incarne donc le libéralisme. Nous n'avons pas de Reagan français - et c'est bien ainsi. S'il doit se produire dans notre pays quelques progrès du libéralisme, son destin n'est pas ainsi lié à un parti ou à un homme, mais à l'exercice d'une pression idéologique et populaire constante sur tous les partis et tous les hommes de pouvoir.

COURRIER

Michel Crozier :

« J'approuve Alain Touraine »

En mai 1968, quand le département de sociologie de Nanterre donna le signal de la révolution étudiante, je me suis vivement heurté à Alain Touraine. Les forces des choses avaient fait de notre dialogue jusqu'alors constructif une opposition politique profonde. Les étudiants ne s'y trompèrent pas, qui pour un moment firent d'Alain Touraine le leader de la révolution tandis que j'assumais le rôle plus ingrat de dernier pilier de la résistance. L'histoire dira un jour peut-être que de nous deux avait le moins tort.

Cet appel historique est néanmoins indispensable pour apprécier à son juste poids la convergence totale - et parfaitement non concertée - qui est la nôtre aujourd'hui. Je tiens à saluer le courage d'Alain Touraine et à déclarer publiquement que j'approuve entièrement sa prise de position, dans le *Monde* du 21 décembre.

Les gouvernements actuels et ceux qui leur succéderont devraient tenir compte sérieusement de la leçon que nous leur offre aujourd'hui le premier groupe, incapable de décharger leur agressivité sur un ennemi, deviennent rapidement hyper-tendus. Ceux du deuxième groupe conservent une tension artérielle normale. Une expérience encore plus intéressante serait d'observer ces rats, relâchés dans la nature. Quel groupe sera devenu le plus dangereux pour leurs semblables ? Le bon sens permet d'anticiper.

Que dirais-je, brave citoyen, si tu apprenais que cette expérience est faite sur des rats de 80 kg qu'on garde en cage pendant des années, qu'on les excite (au point que certains préfèrent se pendre) et qu'un jour on les lâche dans ta douce France ? Il faut que quelqu'un te le dise : ça existe et je sais de quoi je parle, je suis un de ces rats. Désolé, à raison, depuis cinq ans et demi, moi. Suppression de liberté méritée, soit. Acceptée. Les rats n'ont commis aucun délit et on peut considérer qu'ils ont le droit de penser à se venger. Nous avons commis un délit, on nous ennuie. Nous n'avons que le droit de penser à nous améliorer, à retrouver le bon chemin. Et au début, dans la grande majorité, nous nous y employons. C'est vrai. Beaucoup de détenus mettent à profit ce temps pour acquiescer une instruction

qu'ils n'ont pas vue. Comment se fait-il alors qu'ils en arrivent à devenir de plus en plus haïssables face à la société, à ne plus penser qu'à la vengeance aveugle, à « tirer sur tout ce qui bouge » dès leur sortie ?

Ce sentiment naît en moi et c'est pourquoi j'écris. Les secousses requies, en plus de la suppression de liberté, déjà terrible en soi, ne doivent pas dépasser une certaine limite. Ne parlons pas des petites excitations : nuire, transférer de prison à prison, enchaîner deux à deux par les mains et par les chevilles, les humilier qui nous rendent cinq à six fois par nuit et le grincement du judas au cours des rondes nocturnes : brutilleries. L'excitation de forte intensité, c'est la carotte que l'on vous promette sous le nez et le coup reçu quand vous tendez la main pour la saisir ; je parle de la liberté conditionnelle. Ou plutôt de son rejet répété. Il suffirait en effet d'appliquer les textes déjà existants. On donne la liberté conditionnelle (surveillance, ne l'oublions pas !) à ceux qui travaillent et mènent une vie régulière. Dès la mi-peine, comme prévu. Je serais dehors depuis un an et demi et aussi doux qu'un panda. Fin 1985, je ne sais pas comment je serai...

B.S.,
détenu à Bayel (Clairvaux).

L'indispensable instruction civique

L'explication, dans la rue ou dans l'hémicycle, de faits divers récents par des hommes politiques désireux de stigmatiser l'impudence des pouvoirs publics en matière de sécurité est révélatrice du degré de dévoiement du débat

de la vie politique. L'initiative du ministre de l'Éducation nationale de restaurer l'enseignement de l'instruction civique à l'école et au lycée apparaît tout à fait salutaire. Mais pourquoi au juste cet enseignement a-t-il été abandonné ? Est-il aussi ridicule et rétrograde que le prétendent ses détracteurs ?

Nos concitoyens se sont habitués à vivre dans une société où le développement effréné des progrès techniques s'est effectué au détriment de toute conception humaniste, où la recherche du profit et le culte de l'individu priment sur toute considération d'intérêt général. Dans cette société-là, l'électeur est préféré au citoyen, le salarier occulte le travailleur, le consommateur fait oublier l'homme.

La disparition de l'instruction civique nous semble par ailleurs indissociable du peu d'estime qu'éprouve le peuple pour l'ensemble du personnel politique.

A nous, magistrats professionnels, qui avons à connaître et à juger les différentes formes de transgression de la loi, il semble indispensable que le futur citoyen soit informé du rôle qu'il va jouer dans la vie publique, du fonctionnement des institutions, de la prééminence de l'intérêt général sur les intérêts particuliers, et que, à travers les valeurs fondamentales qui sont le ciment de notre civilisation, il apprenne que, vivant en société, il n'a pas que des droits, mais également des devoirs.

PATRICK FIEVET,
magistrat.

Oui, la liberté

par BERTRAND DELANOË (*)

DOCTRINE élaborée depuis bientôt deux siècles, le libéralisme redevient la dernière mode suivie par l'opposition. Parfois avec un peu de bon sens (le gaullisme n'était pas particulièrement libéral), la droite même l'offensive sur l'air de l'anti-étatisme et de « la défense des libertés ».

Il est vrai que le libéralisme fournit un habit idéologique parfois séduisant : qui n'a jamais résisté comme écorchée la pression de l'Etat en moment de payer ses impôts ? Dans les faits, le « prêt-à-penser » libéral constitue un projet de société dont les conséquences doivent être expliquées. Apparaîtront alors deux conceptions de la société, celle de la droite, réductrice des libertés individuelles, celle de la gauche élargissant l'espace de celles-ci.

Le libéralisme qui prévaut aujourd'hui dans l'opposition s'articule autour d'une dénonciation de l'Etat. Celui-ci serait une menace pour l'individu et les libertés. L'avènement de la société libérale passe par la remise en cause de l'Etat. « Mal unique et dévastateur qu'il faut extirper » (programme du RPR, page 145) ; « ... situation où l'Etat est omnipotent et devient à la fois illégitime et dévot » (*Reflexions pour demain*, de Raymond Barre, page 55). La droite emploie les mots les plus durs pour qualifier l'Etat. Quel paradoxe de la part de ceux qui en ont usé et abusé pendant plus de deux décennies et qui dissimulent mal leur impatience à le reconquérir !

Cet anti-étatisme dogmatique aboutit inévitablement à une remise en cause des principes qui fondent la démocratie. Le libéralisme simplificateur que prône la droite tend à banaliser l'Etat. Il établit une confusion entre les principes qui gouvernent l'Etat et ceux qui régissent les intérêts particuliers. En privilégiant la société civile, la pensée libérale sacrifie la souveraineté de l'Etat. Celui-ci ne serait plus l'instance suprême chargée d'arbitrer entre les divers intérêts mais deviendrait une composante comme les autres, animée par son propre intérêt. Ainsi le libéralisme réduit de façon caricaturale l'Etat à une classe bureaucratique dont la vocation serait d'étendre son pouvoir à l'infini.

La tyrannie de la majorité

Cette confusion des principes implique une remise en cause de l'autorité de l'Etat. En banalisant et en disqualifiant l'Etat c'est son autorité et celle de ses agents qui sont discréditées. Le renoncement à l'autorité de l'Etat constitue un risque grave pour la démocratie. Il conduirait à une montée des corporatismes et des groupes de pression. « Il convient de multiplier » (*La Solution libérale*, de Guy Sorman, p. 95). L'Etat, dans l'incapacité de faire prévaloir l'intérêt général, serait régi par les intérêts catégoriels des groupes fortement organisés. Il perdrait alors sa vocation, essentielle pour la démocratie, d'arbitrage entre

les différents intérêts qui émergent de la société. A terme c'est son unité qui serait détruite. Le libéralisme, en déléguant à la société les fonctions traditionnellement dévolues à l'Etat, conduit à l'instauration d'un Etat corporatiste incapable d'assurer l'unité de la société.

Pour les libéraux, un tel système se justifie par l'équilibre des corporatismes : « Toute revendication particulière devient acceptable dans le jeu démocratique lorsqu'elle se trouve équilibrée par mille autres » (*La Solution libérale*, p. 95). Ce prétendu équilibre est une fiction. Jamais dans l'histoire, les corporatismes ne se sont équilibrés spontanément. La conquête des droits démocratiques et syndicaux a toujours été le résultat d'un combat entre des forces disproportionnées. Le libéralisme préfigure, de ce point de vue, non pas une société où les intérêts contradictoires s'harmonisent spontanément, mais une société où certains groupes pourraient faire prévaloir leurs intérêts sur les autres.

La confusion des principes aboutit à ce que Tocqueville appelle lui-même « la tyrannie de la majorité ». La tyrannie de la majorité survient lorsque le pouvoir du peuple n'est plus limité. Dans notre démocratie c'est la loi qui fixe ces limites. C'est la loi qui permet à chacun d'échapper à l'arbitraire. Elle est l'expression de la majorité. C'est elle encore qui garantit les droits des minorités.

Or les tenants du libéralisme, faisant table rase de deux siècles d'histoire, estiment « qu'aujourd'hui... nous avons atteint un seuil au-delà duquel c'est désormais la loi qui opprime tout un chacun ». (*La Solution libérale*, p. 81). La régression de l'Etat passe dès lors par la délégitimation et le recul de la loi. Moins d'Etat signifie moins de justice.

A vouloir trop démontrer, le libéralisme se trompe de cible. La remise en cause de la loi et des conquêtes démocratiques qu'elle traduit, conduirait à une société où les libertés ne seraient plus garanties. Que deviendrait une société où la conformité à la majorité serait la règle ? Que deviendrait une société où les recours juridiques seraient absents ? En confiant des droits aux individus, la loi libère plus souvent qu'elle n'opprime. Pour l'avoir trop oublié, le libéralisme met en place un système d'exclusion et de réduction des droits qui ouvre la porte à la « tyrannie de la majorité ». Loin de créer une société de libertés et de responsabilités, la mise en œuvre de ses principes condamne l'individu.

La question centrale des libertés est celle des garanties. A cette question, l'Etat de droit a apporté une réponse profondément originale : un homme libre est celui qui possède des droits. En garantissant les droits des individus par la loi, l'Etat de droit a défini les conditions de l'émancipation de l'homme. A l'état des égarés, les notions d'individu et de liberté sont des créations de cette forme particulière d'Etat qui est née en Europe occidentale. Ce n'est pas là le moindre paradoxe que de constater que la société civile a pu se constituer en tant que telle à partir du moment où l'Etat et la loi garantissent les droits individuels. En reconnaissant des droits à l'individu, l'Etat a permis à la sphère des rap-

ports privés d'exister. L'Etat ne s'est pas développé contre la société mais en libérant celle-ci.

Cette leçon, le libéralisme ne l'a pas retenue. Rattaché derrière un anti-étatisme doctrinal, il est incapable de penser l'Etat autrement que sous la forme du Léviathan (1). Or cette formule politique particulière que constitue l'Etat de droit sur lequel gèreraient les démocraties futures n'est pas universelle. Limitée dans le temps et dans l'espace, la démocratie reste fragile. Si elle a défini les institutions - et permet-elles l'Etat de droit - qui lui a permis de perdurer, elle reste l'exception dans le monde.

L'histoire n'est pas un accomplissement toujours meilleur de la société, comme le laisse à penser un certain libéralisme naïf. Elle enseigne au contraire que toute conquête démocratique peut être remise en cause si on ne veille pas au maintien des institutions qui la garantissent.

L'ordre naturel des choses

La conception libérale des libertés repose sur un préjugé : les libertés sont innées à la société. Il suffirait que celle-ci se développe pour qu'elles puissent voir le jour. La société obéirait à une loi unique de transformation qui, quoiqu'il arrive, conduirait à son développement harmonieux. Ce darwinisme social justifie le « laisser faire », « laisser passer ». En se développant, la société sélectionnerait les institutions les mieux adaptées pour son bien. Il n'est donc pas nécessaire d'intervenir pour l'ordre naturel des choses assure le bon fonctionnement de la société. Les libertés apparaissent ainsi comme le produit de cet

ordre naturel, de cette multiplication d'initiatives privées où chacun concourrait pour son propre intérêt assure le bien commun de tous.

Cette conception « consensuelle » et pacifiste des rapports sociaux est idéologique. Le développement harmonieux de la société est une fiction.

L'histoire montre que c'est le conflit qui structure la société et qui détermine son évolution. La conquête des libertés et des droits ne résulte pas du fonctionnement mécanique de la société mais de luttes parfois violentes qui ont opposé les groupes entre eux. Qu'on se souvienne des conquêtes pour le droit de vote ou pour les droits syndicaux ! Qu'on se souvienne aujourd'hui vers les pays où les libertés sont bafouées ! L'histoire de l'émancipation de l'homme n'est pas cette histoire apaisée que nous conte le libéralisme mais une histoire douloureuse, marquée par les tensions et les soubresauts de la société.

Dans les sociétés démocratiques, l'Etat agitait au nom des citoyens répond à ces aspirations à la liberté de l'homme bien plus souvent qu'il ne le restreint. Le libéralisme version 1984, assésé ou non par la droite, conduit à un processus inverse. Oui, la liberté est au cœur de tout projet de société. Et il y a bien deux conceptions qui s'affrontent aujourd'hui dans la société française. Celle qui se nourrit du sens de l'Etat est bien la plus féconde pour la liberté individuelle.

(1) Dans son livre « Le Léviathan » Thomas Hobbes assimile l'Etat au Léviathan, monstre mythologique dévoreur et inhumain.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 65072 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens

Directeur de la publication : Anciens directeurs :

Hinbert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Favre (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1949.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

MM. André Laurens, gérant,

et Hinbert Beuve-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Fereczi

Imprimerie de « Le Monde » 5, rue des Italiens PARIS-8

Réimpression interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 685 F 850 F 1 080 F

FOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par mandats)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 761 F 1 141 F 1 481 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 838 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande avec précision en joignant leur carte d'identité.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,20 \$; Danemark, 300 F CFA ; Espagne, 1,20 \$; Grèce, 80 dr. ; Italie, 500 L. ; Japon, 1 500 ¥ ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 D. ; Luxembourg, 25 F. ; Norvège, 0,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 1,75 kr. ; Thaïlande, 1,50 T. ; Yougoslavie, 110 ml.

150

1520

L'ENQUÊTE SUR L'ATTENTAT CONTRE LE TRAIN NAPLES-MILAN

Les autorités italiennes soupçonnent le terrorisme international et les magistrats, l'extrême droite

Rome. — Terrorisme international islamique, ou retour de la violence néo-fasciste ? Trois jours après l'attentat à la bombe qui fit quinze morts, le 23 décembre, dans le rapide Naples-Milan, aucun élément probant ne permet encore de retenir l'une ou l'autre hypothèse. Les magistrats chargés de l'enquête à Bologne, mais aussi à Rome, Naples et Florence, semblent toujours plus convaincus de la réalité d'une piste « noire » pour expliquer ce massacre aveugle, qui rappelle les actions les plus dramatiques du terrorisme d'extrême droite.

De notre correspondant
arrêté à Ladiopoli, dans la banlieue de Rome, sept jeunes Libanais chassés de l'ambassade américaine dans la capitale italienne. Un camion piégé devait être lancé dans le garage du bâtiment de la Via Veneto, selon une technique identique à celle qui détruisit à Beyrouth l'an dernier les quartiers généraux des contingents américains et français de la force multinationale de paix. Les membres du supposé commando de la Jihad islamique, pour la plupart des étudiants inscrits depuis un an à l'université de Rome, se laissent arrêter sans résistance. La police ne trouva sur les lieux ni armes, ni explosifs, mais seulement un plan du bâtiment de l'ambassade (le Monde du 29 novembre). Le 30 novembre, un communiqué de la Jihad islamique niait toute responsabilité dans cette affaire, mais reconnaissait l'Italie de « représailles » si elle ne libérait pas les personnes appréhendées. Quinze jours plus tard, arrivait un second et « dernier avertissement » au gouvernement italien.

Par ailleurs, la semaine dernière, était arrêtée à Ostie Joséphine Abdou Sarkis, membre supposé des Fraternités armées révolutionnaires libanaises. Pourtant, aucun fait précis ne permettait de faire un lien entre ces deux affaires et l'attentat du

23 décembre. Le coup de téléphone de fantomatiques « guerriers islamiques » qui, vingt-quatre heures après, revendiquaient le massacre est d'autant moins crédible que le correspondant anonyme s'est trompé en évoquant un attentat contre le rapide 914 alors qu'il s'agissait du 904. En outre, une action terroriste islamique à l'encontre de l'Italie paraît d'autant plus étonnante que, sur la plupart des problèmes du Proche-Orient, la politique étrangère de Rome reste sensiblement différente de celle des États-Unis ou de la France. La récente rencontre à Tunis, il y a quinze jours, entre M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., et M. Bettino Craxi, dirigeant socialiste et chef du gouvernement italien, en est un exemple.

L'insistance avec laquelle les autorités évoquent la piste du terrorisme international ne semble pas dépourvue d'arrière-pensées politiques. Face à la violence de groupes comme la Jihad islamique ou à celle de mercenaires du terrorisme, comme Carlos, tous les pays européens sont en quelque sorte impuissants. En revanche, la réurgence d'un terrorisme endogène soulignerait la fragilité des succès remportés ces dernières années, notamment vis-à-vis des groupes de l'extrême droite, qui ont longtemps bénéficié de complicités dans certains secteurs de l'appareil d'État (le Monde du 25 décembre). Si les juges chargés de l'enquête n'excluent évidemment pas a priori l'hypothèse d'une piste internationale, ils n'en privilégient pas moins celle du terrorisme « noir ». M. Claudio Nuziata, du parquet de Bologne, affirmait ainsi : « Je ne crois pas que ce soit un hasard si la bombe a explosé à cet endroit. Il est clair que cette ligne ferroviaire est un objectif privilégié dans la stratégie de certains groupes terroristes. Ils ont répété un scénario déjà connu. Un autre groupe aurait probablement choisi un objectif différent. Il y a donc suffisamment d'éléments pour penser que ce massacre s'inscrit dans la série commencée en 1969 avec la bombe à la Banque de l'Agriculture à Milan. » (Interim.)

L'HYPOTHÈSE DE LA PISTE « INTERNATIONALE »

La France a déjà été victime de chantage au terrorisme

L'attentat aveugle contre le rapide Naples-Milan est-il un nouvel exemple du chantage meurtrier pratiqué par certains mouvements terroristes internationaux ? La question vaut d'être posée en raison, tout à la fois, de précédents, notamment sur le territoire français, et des arrestations récentes, en Italie et en France, des membres d'un groupe terroriste ayant commis six attentats de 1981 à 1984 sur notre territoire, les Fraternités armées révolutionnaires libanaises (F.A.R.L.).

Outre le responsable de ce groupe, interpellé et incarcéré à Lyon, deux autres personnes ont en effet été arrêtées en Italie, dans le cadre d'une opération antiterroriste conjointe des polices italienne et française, l'une à Trieste en août, l'autre très récemment, à Ostie, le 19 décembre. Cette dernière arrestation est importante, puisqu'il s'agit d'une chrétienne libanaise, âgée de vingt-six ans, Joséphine Abdou Sarkis, dont le signalement correspond à celui de la jeune femme qui, en avril 1982, à Paris, Yassov Bersimantov, deuxième secrétaire de l'ambassade d'Irak.

La bombe du 23 décembre cache-t-elle donc un chantage en direction de l'État italien et, par ricochet, de l'État français afin d'obtenir la libération des membres des F.A.R.L. ? Si l'hypothèse n'est pas exclue du côté italien, elle ne correspond pas à nos connaissances actuelles sur les menaces contre le gouvernement français, à rien de tangible.

Les précédents de chantage terroriste où des bombes placées dans des lieux publics étaient en fait dirigées contre l'appareil d'État, sont, en France, au nombre de trois. À chaque fois on y retrouve l'ombre d'un mercenaire du terrorisme international, « Carlos », de son nom illégitime Ramirez Sanchez.

Le 15 septembre 1974, deux grenades lancées au cœur du shopping Publicis Saint-Germain à Paris, tuent deux personnes et en blessent trente-quatre. Depuis le 13 septembre, trois membres de l'Armée rouge japonaise occupent l'ambassade de France à La Haye, où ils ont pris en otage l'ambassadeur et dix autres per-

sonnes. Ils exigent notamment la libération de Yukata Fuyuka, arrêtée à l'aéroport d'Orly un mois plus tôt, et considérée comme un membre important de l'Armée rouge japonaise.

L'action du dragueur péruvien en lide à l'opération de La Haye, selon « Carlos », qui devait expliquer, en 1979, dans un entretien publié par le magazine de langue arabe édité à Paris Al-Watan Al-Arabi : « C'était une opération de style japonais : envoyer deux grenades dans un café. (...) J'en voyais des menaces aux ministres du gouvernement déclarant qu'il y aurait d'autres actions si les demandes de nos camarades n'étaient pas acceptées. » De fait, le 18 septembre, Yukata Fuyuka est libérée par le gouvernement français, et les otages de La Haye sont relâchés. Cependant, les détails techniques fournis, postérieurement, dans l'interview citée, par « Carlos » ne correspondent pas aux indices relevés sur place par les services de police, le jour de l'explosion.

Le 18 février 1982, deux « amis » de « Carlos » sont arrêtés par hasard à Paris alors qu'ils s'évadent de l'Espagne. Dans la nuit du 25 au 26 février, une lettre est déposée à l'ambassade de France de La Haye, signée par « Carlos » et authentifiée de deux empreintes de pouce de part et d'autre du texte : la promesse de services du terrorisme international y profère des menaces contre le gouvernement français et le ministre Gaston Defferre si deux de ses amis terroristes n'étaient pas relâchés. Les amis sont évidemment Magdalena Kopp et Bruno Bréguet, arrêtés dix jours plus tard.

Le 27 mars 1982, M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, reconnaît que l'ultimatum fixé par « Carlos » a été « déjoué » alors que Magdalena Kopp et Bruno Bréguet restent emprisonnés et sont en passe d'être jugés. Suivent alors deux attentats dont l'un rassemble étrangement à celui du rapide Naples-Milan : le 29 mars, une bombe explose dans le train rapide « la Capitale » Paris-Toulouse (cinq morts, vingt blessés) ; le 22 avril, une voiture piégée explose rue Mar-

beuf, à Paris (un mort, soixante-trois blessés), le jour même où le tribunal de Paris condamne Kopp à quatre ans de prison et Bréguet à cinq ans. Cette fois, le chantage n'a pas abouti.

Enfin, le 31 décembre 1983, une bombe explose en gare de Marseille (deux morts, trente-quatre blessés) et une autre à bord du TGV Marseille-Paris (3 morts). Une lettre manuscrite adressée au bureau de Berlin-Ouest de l'Agence France-Presse, présentée comme un « message au peuple français de l'organisation de la lutte armée arabe » (O.L.A.A.), signée depuis ses débuts aux actions de « Carlos », revendique ces deux attentats ainsi qu'une explosion ayant visé le centre culturel français de Tripoli au Liban. Les services de sécurité français et allemands confirment que ce texte fut rédigé de la main même de « Carlos ». L'O.L.A.A. affirme avoir voulu ainsi venger « nos martyrs et nos victimes des raids de l'aviation française » au Liban. Le chantage ne vise pas, cette fois, la détention de terroristes en France, mais la présence des troupes françaises au Liban.

Les États ne reconnaissent évidemment pas toujours être victimes de tels maîtres chanteurs. Avocat de la cause palestinienne, et connu pour ses déclarations provocatrices, M. Jacques Vergès devait affirmer, en 1982, lors du procès de Kopp et Bréguet qu'il « existe un accord non écrit dans plusieurs pays européens qui est que ceux qui combattent au Moyen-Orient, arrêtés pour divers infractions, soient simplement relâchés ». Quant au ministre de l'Intérieur d'alors, M. Defferre, il devait simplement confier à propos de la lettre de menace adressée par « Carlos » : « Quand on a reçu une lettre comme celle-là, on n'a pas besoin d'un conseil, on a une seconde pour comprendre. »

EDWY PLENEL

Des chiffres encore provisoires : 15 morts, 116 blessés

Bologne (AFP). — Le bilan officiel, encore provisoire, de l'attentat contre le rapide 914 du 23 décembre de 15 morts et 116 blessés, dont 53 étaient encore hospitalisés en fin d'après-midi, deux dans un état très grave. Lundi, au lendemain de l'attentat, le ministre italien de la protection civile, M. Claudio Signorile, avait fait état de 17 morts et 116 blessés, tout en soulignant qu'il ne s'agissait pas d'un bilan définitif. Douze victimes ont été

identifiées par leur famille ; la police envisage la possibilité que d'autres passagers aient été littéralement désemparés par la violence de l'explosion, ce qui avait été le cas pour M^{me} Angela Fressi lors de l'attentat à la gare de Bologne le 2 août 1980. Elle recherche actuellement une jeune fille de Bologne, M^{me} Valeria Moradello, qui s'était rendue à Florence en compagnie d'une amie, morte dans l'attentat.

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE EN ISRAËL

La Knesset limite la liberté de mouvement du rabbin Kahane

Jérusalem. — Tristement célèbre en Israël pour ses propos racistes et fascistes, le rabbin Meir Kahane est plus un député à part entière. La Knesset — le Parlement israélien — a pris en effet, mardi 25 décembre, la décision historique de restreindre la liberté de mouvement du rabbin.

Cette mesure sans précédent, adoptée en commission il y a une semaine, a été entérinée à une nette majorité — 58 voix contre 36 — lors d'un scrutin secret. L'initiative en revenait au Parti travailliste, soutenu par l'opposition de gauche. Le Likoud, le parti d'extrême droite Tehiya et les deux formations religieuses représentées au gouvernement — le Parti national religieux et Chas — s'y étaient opposés. Les religieux ont préféré ne pas prendre part au vote, alors qu'une dizaine d'élus du Likoud, rompant la discipline de parti, ont, pour la circonstance, rejoint les travaillistes.

Le vote de la Knesset a pour effet de réduire le vaste champ d'application de l'immunité parlementaire — sans équivalent au monde — dont M. Kahane bénéficie depuis son élection en juillet. La Knesset avait eu l'occasion dans le passé de lever, à la demande du gouvernement, l'immunité d'un élu. Ce fut le cas, par exemple, de l'ancien député, M. Flatto-Sharon, mêlé en France à un scandale immobilier. (Celui-ci purge actuellement une peine de trois mois de prison en Israël.) Mais c'est la première fois que le Parlement prend de lui-même l'initiative d'une sanction contre l'un de ses membres.

En pratique, M. Kahane sera traité désormais comme un citoyen ordinaire. La police pourra léga-

De notre correspondant

ment l'empêcher, au nom du maintien de l'ordre public — puisque c'est d'abord de cela qu'il s'agit — de pénétrer dans les villages arabes d'Israël où il prétend exhorter la population à l'exil. En septembre, le rabbin avait mis la police dans l'embarras en l'obligeant à intervenir pour éviter son entrée à Um-El-Fahm. Un scénario similaire s'était reproduit en octobre à Talfeh, autre localité de la région du « triangle », au sud de la Galilée. La police aura donc maintenant les cordes franches pour neutraliser le rabbin, lequel devait, dès ce mercredi, tenter une nouvelle entrée à Talfeh.

Ces dernières semaines, la Knesset temporisait. Nombre d'élus redoutaient de créer un « dangereux précédent ». Le député travailliste, M. Shevah Weiss, déclarait récemment : « Aujourd'hui, c'est Kahane ; demain ce pourrait être Tawfik Toubi », en référence à l'un des deux députés communistes arabes. M. Weiss s'est finalement rallié à l'avis de son parti.

Une sombre réputation

Malgré la réputation quasi générale que le rabbin inspire à ses collègues parlementaires, certains d'entre eux contestent que la procédure ad hominem retenue par la Knesset soit le meilleur moyen de combattre le « kahanisme ». Cette bataille n'est d'ailleurs pas facile — du moins sur le plan légal — car, curieusement, aucun texte en Israël ne pénalise l'incitation au racisme. Deux lois, actuellement en préparation, combleront ce vide juridique.

Mais ils ne concerneront pas les députés qui, sauf à violer les secrets d'État, jouissent d'une liberté d'action illimitée.

C'est donc tout le mécanisme de l'immunité parlementaire qu'il faudrait repenser car M. Kahane, n'a fait que profiter de ses privilèges, même s'il en a perverti l'esprit. Depuis son entrée à la Knesset, il a justifié sa sombre réputation. Voici quelques-uns des projets de loi arabes déposés par ses soins : déportation de force d'Israël de tous les non-juifs qui auront refusé le statut de « résident étranger » (de seconde classe) ; interdiction aux non-juifs de vivre dans la région de Jérusalem ; condamnation à cinq ans de prison pour tout non-juif ayant des relations sexuelles avec une juive ; instauration de « plages séparées » pour juifs et non-juifs.

« Ferme-là, Arabe », lançait le rabbin à M. Toubi — déjà nommé — au cours d'un récent débat parlementaire. La semaine dernière, il fustigeait « les travaillistes bolcheviks et les hypocrites du Likoud ». Mardi, M. Kahane s'est éclipié avant le vote, non sans avoir traité de SS, les deux députés initiateurs du scrutin, M. Yossi Sarid et M^{me} Edna Solodar (son les noms commencent par cette même lettre de l'alphabet). Le rabbin a l'intention de se pourvoir à Haïfa Cour. Pendant le débat, M. Sarid a dénoncé chez M. Kahane la volonté d'introduire en Israël de nouvelles « lois de Nuremberg ». Et c'est en songeant au rabbin que le premier ministre, M. Shimon Pérès, regretta, il y a peu, que « tout pays ait ses fascistes ».

J.-P. L.

Les déclarations du chef du groupe parlementaire travailliste

(Suite de la première page.)

« Dès le 7 janvier [date fixée pour la reprise des pourparlers de Nakoura], si aucun élément nouveau ne s'est produit d'ici là, le gouvernement doit décider du retrait, souligne M. Edri. Celui-ci deviendra effectif dans un délai de six à neuf mois. J'espère même que ce sera plus rapide. »

M. Edri sait pertinemment qu'une minorité de responsables travaillistes hésitent, voire refusent de franchir ce pas en l'absence d'arrangements de sécurité. C'est le cas, par exemple, de M. Moshe Gur, ministre de la santé et ancien chef d'état-major de l'armée. « Ils devront, dit-il, s'incliner devant la majorité. » Le premier ministre, M. Shimon Pérès, a récemment préconisé à deux reprises un départ total du Liban, en cas d'échec à Nakoura. Soucieux de préserver jusqu'au bout les maigres chances d'un « déblocage » des discussions, il s'est toutefois gardé de fixer définitivement son choix.

Et le Likoud ? L'attitude du parti de M. Shamir, favorable à un retrait sur une ligne intermédiaire, pose problème aux travaillistes. « Nous allons discuter de tout cela avec nos partenaires », prédit M. Edri, et nous assurons de les convaincre. « Au fond, jouons-tu avec malice, la Syrie attend peut-être du Likoud qu'il entrave nos plans et fasse le travail d'obstruction à sa place. »

Pour M. Edri, le gouvernement de Jérusalem doit manifester un esprit d'initiative dans un autre domaine, celui de ses relations avec la Jordanie. « Il y a, observe-t-il, quelque chose de nouveau dans l'air. À la tribune du récent Conseil national palestinien, le roi Hussein a dit des choses positives à nos yeux. Il a notamment demandé à l'O.L.P. de choisir franchement la négociation, en soulignant que le temps travaillait contre elle. Ces propos, quoique insuffisants, ne sont pas négligeables. Nous devons être patients. On ne peut tout de même pas envoyer un plan de paix à Hussein par la poste

et lui demander son accord par retour de courrier.

« Nous devons aussi, estime M. Edri, tenir compte des changements régionaux : les retrouvailles entre Le Caire et Amman, la normalisation américano-irakienne, l'isolement accru de la Syrie, tout cela n'est pas mauvais pour Israël. Nous demandons sans cesse à Hussein de nous comprendre, mais il faut essayer en retour de le comprendre.

Arrêtons de répéter qu'il n'y a rien à faire. Tentons quelque chose. Nous n'avons rien à perdre. »

Les travaillistes devront, là aussi, vaincre les réticences du Likoud. « La recherche d'un dialogue avec la Jordanie est tout à fait conforme au pacte gouvernemental », souligne M. Edri, avant de conclure d'un air entendu : « Et puis, notre parti a le vent en poupe en ce moment. Il faut profiter du rapport de forces. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER

la gestion complète de
votre entreprise pour
59.990 F HT
OFFRE VALABLE JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1984

• MULTIPOSTE
• MÉMOIRE CENTRALE : 384 KØ
• DISQUE : 10 MØ
• 1 CONSOLE SUPPLÉMENTAIRE (ÉCRAN + CLAVIER)
• 1 IMPRIMANTE MATRICIELLE PROFESSIONNELLE (132 COL.)

+ 1 logiciel de gestion commerciale
+ 1 logiciel de gestion des salaires
+ 1 logiciel de comptabilité générale et auxiliaire
+ Dialogue-SGBD (gestion de fichiers)

Appellez JOSÉE LAFFONTAS : 6446.20.70
ou consultez par Minitel : 6446.66.60
Démonstration permanente de 9 à 20 h.

Exemple de financement immédiat sur 5 ans par
UFB/LOCABAIL : 1599 F par mois

sodis votre partenaire
gestion
Immeuble "Le Karina" avenue des Indes
Z.A. de Courtaboult - 91943 LES ULIS

DIPLOMATIE

POINT DE VUE

LA POLITIQUE EXTÉRIÈRE DE M. MITTERRAND

Un acquis considérable qui ne pourra pas être remis en cause

par JACQUES HUNTZINGER (*)

Le président de la République a procédé le dimanche 16 décembre à une mise au point très claire sur les sujets les plus actuels et les plus contestés de sa politique étrangère : le Tchad, la rencontre avec Kadhafi en Libye, le voyage en Syrie. Il a montré à quel point une politique étrangère ne se juge pas sur l'instant mais dans sa perspective, dans son déroulement. Notamment sur le Tchad, il était bon de rappeler que sous les septennats précédents, si la France a bien envoyé deux fois ses forces au nord du 16^e parallèle, elle en est repartie deux fois en laissant les Libyens occuper tout le terrain. A vrai dire, un problème comme celui du Tchad n'a jamais pu être résolu et n'est pas près de l'être tant que la Libye ne renoncera pas à ses visées territoriales et politiques sur le Tchad et qu'un gouvernement à N'Djamena ne sera pas capable de rassembler un certain nombre de composantes tchadiennes.

Mais il faut aller plus loin dans le bilan de la politique étrangère de François Mitterrand à mi-septennat. Si l'on veut faire un bilan honnête de cette politique étrangère, on doit bien admettre qu'il existe aujourd'hui un acquis considérable dont on ne voit pas comment il pourrait être remis en cause dans les prochaines années par quelque majorité politique que ce soit.

Chacun l'a reconnu et personne aujourd'hui ne le conteste : François Mitterrand, dès les premiers temps de son septennat, a accompli un changement essentiel de la politique Est-Ouest de la France, en renouant à la complaisance ambiguë qui avait caractérisé l'ère pompidolienne et giscardienne dans les relations franco-soviétiques. Reconnaissant que l'URSS est une grande puissance européenne et mondiale, avec laquelle il faut avoir un dialogue politique approfondi, une coopération économique et des échanges d'intérêt mutuel, François Mitterrand a inscrit les rapports franco-soviétiques dans une perspective très claire qui répond aux intérêts fondamentaux des peuples de l'Europe.

Respect des droits de l'homme

Pour le temps présent, pas de détente entre les Etats en Europe sans équilibre des forces au plus bas niveau possible, sous peine de provoquer des déséquilibres et des basculements au profit de la plus grande puissance européenne qu'est l'URSS. D'où l'engagement direct de la France dans l'affaire des missiles. Mais un autre principe a été exprimé : dans l'avenir, pas de sécurité réelle dans le continent européen sans un dépassement progressif du système rigide et impérial issu de Yalta. Car l'Europe est le dernier continent à ne pouvoir se voir appliquer le principe de l'autodétermination des peuples. En attendant que l'histoire fasse son œuvre de dissolution des empires, il faut reconnaître et signifier notre préoccupation en manifestant un intérêt réel pour les échanges entre les peuples ainsi que pour le respect des droits de l'homme ; ce qu'a exprimé la diplomatie française sur la Pologne depuis 1981 et ce qu'a dit François Mitterrand à Moscou sur Sakharov en ont témoigné.

Dans ce nouvel équilibre, bâti entre les rapports politiques avec les Etats, la coopération économique, les échanges culturels, la conception de l'équilibre des forces, l'action pour les droits de l'homme et le discours sur le droit des peuples, il y a une politique Est-Ouest fondée sur une double réalité, celle des Etats et celle des peuples, qui tient compte des réalités du présent et des espoirs de l'avenir, et dont on ne voit pas comment elle pourrait être remise en question par un futur gouvernement français.

A l'égard du tiers-monde, malgré les limites des moyens de la France, l'action extérieure française se fait désormais sentir dans deux zones très sensibles où nous étions pratiquement absents : l'Amérique centrale et l'Afrique australe ; les coopérations qui ont été nouées avec les gouvernements et les forces politi-

ques des pays de ces deux régions constituent un autre atout durable de notre politique.

On a beaucoup parlé de la vente d'armes au Nicaragua à propos des hélicoptères fournis à Managua. Il faut surtout rappeler le soutien français à l'initiative et au plan de Contadora, la médiation française pour le règlement du contentieux frontalier entre le Nicaragua et le Costa-Rica, l'aide française apportée à l'ouverture des négociations au Salvador ; il faut également souligner à quel point l'action française a permis d'intéresser la Communauté européenne à cette région, d'ouvrir un dialogue politique et économique entre la CEE et tous les pays d'Amérique centrale à l'occasion de la conférence de San-José, et de poursuivre ce dialogue.

En Afrique australe, la condamnation claire et sans réserve de la nouvelle politique d'apartheid commandée de M. Botha, les accords de coopération passés avec l'Angola et le Mozambique, l'ouverture de la France à la SWAPO et à l'ANC, les services rendus par la diplomatie française pour faciliter le dialogue visant à trouver une solution au problème de la Namibie, relèvent d'une politique active dans cette zone quasiment inexistante avant 1981 malgré les initiatives passées de M. de Guiringaud, et qui s'appuie sur le raisonnement selon lequel l'avenir appartient dans cette région à tous les peuples qui y sont installés et que l'Afrique du Sud devra, d'une façon ou d'une autre, évoluer car elle ne pourra durablement maintenir sa politique présente à l'égard des communautés noires.

Le troisième acquis de la politique étrangère depuis 1981 a trait au Moyen-Orient. Jusqu'en 1981, la France n'avait cherché à établir des relations d'égalité d'amitié et un dialogue approfondi avec les pays arabes comme avec Israël. François Mitterrand est le premier chef d'Etat français à s'être rendu à Tel-Aviv et à accueillir un chef de gouvernement israélien à Paris comme un véritable ami ; mais, dans le même temps, François Mitterrand a manifesté sa détermination à maintenir l'engagement de la France au Liban, à nouer des relations très approfondies avec l'Egypte de Moubarak, l'Irak de Saddam Hussein, la Jordanie du roi Hussein, à manifester un soutien concret à l'égard de l'OLP, à faire savoir à la Syrie que la France n'est pas l'ennemie de Damas et à préserver les bons rapports noués avec les monarchies du Golfe.

A l'égard de tous les responsables politiques de ces pays, le même langage a été tenu ; les références se trouvent dans le discours prononcé à la Knesset : Israël doit pouvoir vivre en paix, au milieu de ses voisins arabes, et doit être reconnu par eux ; le peuple palestinien a le droit à une patrie et à un sol pour assumer son destin ; la paix ne résultera que de la négociation directe entre toutes les parties prenantes. Si demain une négociation élargie s'ouvrait au Moyen-Orient, la France disposerait d'un atout dont elle n'a jamais bénéficié dans cette région : les bonnes relations et le dialogue de qualité noués avec toutes les parties prenantes. C'est un acquis dont nul ne peut nier l'intérêt pour la France.

Enfin, François Mitterrand aura été, quelle que soit l'évolution des choses dans les prochaines années, le président de la République qui aura fait le plus pour l'Europe. Et ce, de plusieurs façons.

Une habitude avait été prise par les précédents chefs d'Etat : quand on s'entendait bien avec Bonn, on s'entendait mal avec Londres ; ce fut le cas de M. Giscard d'Estaing. A l'inverse, quand on s'entendait bien avec Londres, on s'entendait mal avec Bonn ; ce fut le cas de M. Pompidou. François Mitterrand s'est efforcé, et a réussi, malgré la complexité des problèmes posés par la Grande-Bretagne dans ses relations avec la Communauté Economique Européenne et le caractère conservateur des deux gouvernements britannique et allemand, à établir entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne d'excellentes relations fondées sur l'estime personnelle, la franchise, la volonté d'approfondissement des rapports politiques, la solidarité européenne en cas de difficultés (Malouines).

Mais, plus encore, François Mitterrand a voulu nouer, avec tous les pays de l'Europe occidentale, des rapports nouveaux. Chose jamais pratiquée, il a visité chaque pays de l'Europe occidentale, il a cherché à chaque fois à renforcer les rapports bilatéraux en considérant qu'il n'y a pas de petits pays en Europe. Il s'est

(*) Secrétaire national du Parti socialiste aux relations internationales.

engagé personnellement dans le déblocage du dossier de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté ainsi que pour aider le gouvernement de Madrid à trouver une solution politique au problème basque, afin d'établir entre la France et l'Espagne des rapports historiques nouveaux. Il s'est efforcé d'associer plus étroitement l'Italie au concert européen par la réanimation des sommets franco-italiens et le souci d'associer l'Italie aux coopérations technologiques nouées avec l'Allemagne et l'Angleterre. Il a tenté de pratiquer la balance égale entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, d'Athènes à Oslo.

La coopération européenne

Quant à la politique européenne, l'action entreprise par François Mitterrand durant le temps de sa présidence des Communautés, a recueilli dans tous les Etats membres une approbation générale. Les socialistes, les libéraux et les démocrates chrétiens, au sein du Parlement européen, ont été et demeurent impressionnés par l'engagement européen de François Mitterrand, par la détermination et l'intelligence qu'il a mises pour permettre l'aboutissement positif du sommet européen de Fontainebleau, pour régler la querelle entre la Grande-Bretagne et la CEE, pour suggérer des politiques nouvelles communautaires.

La très grande majorité de la classe politique européenne a accueilli avec enthousiasme le discours de Strasbourg du chef de l'Etat français sur la relance de l'Europe politique et le choix accompli en faveur de l'établissement d'une union européenne. Pour la première fois depuis l'époque de Jean Monnet, un homme d'Etat européen a proposé une relance audacieuse de la construction européenne qui recueille l'approbation de l'ensemble des Etats fondateurs du Marché commun.

Enfin, François Mitterrand a posé les jalons d'une entreprise tout aussi audacieuse, la coopération européenne en matière de défense, prenant garde de créer des risques supplémentaires de déséquilibre avec les Etats-Unis, il a proposé la réactivation de l'Union de l'Europe occidentale, il a établi avec de nombreux pays de l'Ouest européen des accords bilatéraux en matière d'armement, et il a manifesté, comme jamais la France ne l'avait fait, l'engagement de solidarité franco-allemande en faisant vivre les clauses militaires du traité de l'Elysée et en construisant une force d'intervention rapide et mobile, la FAR, capable de se porter immédiatement sur le front allemand.

Si on faisait une comparaison, on dirait que François Mitterrand est aujourd'hui à la construction de l'Europe ce que de Gaulle a été à l'indépendance de la France. Sans rien renier de cette dernière, le successeur prend en compte tout ce qui a été acquis de son prédécesseur et va plus loin.

Il faut admettre le caractère fondamental de la politique étrangère depuis 1981. Des fondements nouveaux ont été bâtis, qui ne pourront pas être remis en cause dans l'avenir, car ils confèrent à l'action et à la présence extérieure de la France des horizons élargis et des responsabilités accrues, conformes à l'ambition de la France en cette fin de vingtième siècle.

A TRAVERS LE MONDE

Namibie

LIBÉRATION DE LA CORRESPONDANTE DE LA BBC. - M^{me} Gwen Lister, correspondante du quotidien britannique *The Guardian* et de la BBC, qui avait été arrêtée vendredi 14 décembre (*le Monde* du 16-17 décembre), sous l'accusation de « violation de la loi sur les secrets d'Etat », a été libérée le 16 décembre, après avoir versé une caution de 306 dollars et remis son passeport à la police de Windhoek (Namibie). - (AFP.)

Turquie

QUINZE OFFICIERS EN JUSTICE. - Quinze officiers ont comparu, dans le procès intenté à quatre-vingt-cinq militants du Parti et front de libération populaire (extrême gauche), qui s'est ouvert mardi 25 décembre, devant un tribunal militaire d'Istanbul. Le groupe est accusé de plusieurs attentats à la bombe, de vols à main armée perpétrés avant le coup d'Etat de septembre 1980, et de propagande communiste au sein d'écoles d'officiers. Les accusés, dont dix-neuf sont incarcérés depuis près de

Du monde de demain au « Monde » d'aujourd'hui

(Suite de la première page.)

Les antimissiles, en tout état de cause, visent uniquement les engins balistiques, ceux qui transforment par l'espace, et il n'arriverait donc pas les missiles de croisière, qui volent au ras des pâquerettes pour échapper aux radars et dont la précision est extrême. En outre, la mise en service automatique, dans un délai de quelques minutes, contre toute source d'échauffement suspects, de rayons laser dirigés à partir d'une station orbitale crée le risque d'un déclenchement des hostilités par accident.

Enfin les philosophes font valoir qu'il n'est pas de boudier qu'on n'ait pas finalement trouvé le moyen de percer : voir, à quelques années de distance, la ligne Maginot et le mur de l'Atlantique. Ou, pour prendre un exemple plus récent et moins connu, tiré du livre passionnant et iconoclaste de Andrew Cockburn (1) sur la menace militaire soviétique, le cas du Falcon, missile air-air américain qui était censé, sur la base des essais préliminaires, avoir quatre-vingt dix-neuf chances sur cent d'atteindre sa cible. Employé au Vietnam, il se révéla n'être efficace qu'à 7 %, et les pilotes finirent par refuser d'en avoir sur leurs avions. Le même auteur cite à ce propos l'ancien secrétaire à la défense américain Harold Brown : « Si les ingénieurs soviétiques mentent autant que les nôtres, nous n'avons aucun secret à nous faire. »

Il n'empêche que Reagan a l'air de croire du monde fer à son mirifique projet spatial et que son secrétaire à la défense, Casper Weinberger, paraît déterminé, pour citer le *Guardian* de Londres, à « pousser suffisamment son programme pour que le gouvernement de l'avenir ne puisse plus l'arrêter ».

IL N'EST PAS QUESTION D'UN RETRAIT DE LA RFA DE L'UNESCO

déclare un porte-parole de Bonn

Bonn (AFP). - L'Allemagne fédérale n'a pas l'intention de quitter l'UNESCO, contrairement aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne, a déclaré, mardi 25 décembre à Bonn, un porte-parole du ministère ouest-allemand des affaires étrangères interrogé par l'AFP.

Selon ce porte-parole, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, a demandé dans une lettre au secrétaire général de l'UNESCO, M. Amadou Mahtar Mbow, de procéder « aux réformes nécessaires » au fonctionnement de l'organisation. « En murmurant, il n'est question, dans cette lettre envoyée vendredi dernier, d'un retrait de la RFA de l'UNESCO », a dit le porte-parole.

Dans son message, a ajouté le porte-parole, M. Genscher rappelle que la RFA a déjà souligné la nécessité pour l'UNESCO d'introduire des réformes, qui deviendraient d'autant plus indispensables que le retrait des Etats-Unis et celui de la Grande-Bretagne entraîneraient une diminution de ses revenus.

[Tout en insistant que son gouvernement ait manifesté explicitement de quitter l'UNESCO, le porte-parole de Bonn n'a pas l'intention d'annoncer que nous avions fait état (*le Monde* du 26 décembre) selon laquelle M. Genscher attire l'attention dans la lettre à M. Mbow sur « l'importance décisive » qu'il avait de réformer l'UNESCO sur « la future participation » de la RFA à l'organisation. La mise en garde, pour être voilée, n'en est pas moins réelle.]

C'est pour tenter de freiner cette poussée que Maggie, à peine rentrée de Pékin, est allée rendre visite à son ami « Ron » qu'elle voudrait persuader de se contenter d'étudier plus à fond le projet. Car ce qu'elle craint, et Mitterrand avec elle, c'est que la « ligne Maginot de l'espace » américaine ne laisse l'Europe à découvert et ne rende par conséquent obsolescentes les armes nucléaires amassées à grands frais par le Royaume-Uni et par la France.

L'œil de Moscou

Les dirigeants soviétiques sont peut-être aux trois quarts sûrs, mais il doit y en avoir parmi eux qui ont l'œil singulièrement aux aguets. Dès le mois de juin, en effet, ils ont prêté l'attention qu'elle méritait à une intervention de François de La Gorce, représentant de la France à la commission du désarmement des Nations unies à Genève, dans laquelle celui-ci prenait quelque champ par rapport à la position américaine à l'égard de la militarisation de l'espace. Et si, lors de sa visite à Moscou avant les vacances, ils ont fait quelques appels du pied à Mitterrand pour lequel ils éprouvent pourtant une aversion égale à celle de la droite française, c'est bien parce qu'ils voyaient là la possibilité de placer enfin un coin dans la bonne entente si souvent célébrée entre la France et les Etats Unis.

On n'est revenu sur cette affaire que pour en souligner l'un des paradoxes, qui est sans doute le principal. Personne ne peut dire si le programme de la « guerre des étoiles », qui soulève d'innombrables obstacles financiers, techniques, politiques, verra jamais le jour. Et si tel est le cas, ce sera dans vingt ans au moins, à une époque où Reagan, Margaret Thatcher, Tchernomsko et Mitterrand auront cessé, depuis belle lurette, de jouer un rôle politique. Seul Gorbachev sera une chance d'être encore aux affaires, et qu'il se soit pas écarté entre temps sur une peau de banane et que l'âge de la retraite politique n'ait pas été abaissé dans la patrie du socialisme.

Il n'empêche que cette perspective d'une très relative plausibilité, et qui concerne en tout état de cause un autre siècle, suffit à perturber quelque peu les relations internationales.

L'importance

des choix technologiques

A bien regarder d'ailleurs, on s'aperçoit que c'est la complexité grandissante des choix technologiques et la nécessité de prendre des paris sur un avenir très lointain, en matière d'armements, qui sont à l'origine de la plupart des frictions qui se sont produites au sein de l'OTAN. D'autant plus, bien entendu, que l'esprit de lucre des industries de défense et la concurrence acharnée que les divers membres de l'alliance se livrent en la matière ont vite fait de nourrir les soupçons et d'accroître les acrimonies.

Mais les armements ne sont pas seuls en cause, et l'on nous pardonnera d'en venir à un exemple d'une tout autre nature, celui de notre journal : du *Monde*. Les graves difficultés qu'il éprouve aujourd'hui découlent pour une bonne part d'un choix technologique erroné, que tout un chacun pourtant avait jugé à l'époque excellent.

Lorsque la prospérité de ses finances et la vétusté de son matériel

d'impression l'ont poussé, il y a bien longtemps, à renouveler celui-ci, nous avons tous cru que la particularité de son format jouait un grand rôle dans son succès. Les presses nouvelles que nous avons achetées en Suisse ont donc été construites spécialement pour nous permettre de le conserver. Qui pouvait alors se douter que cette particularité constituerait un handicap insurmontable lorsque se répandrait, comme c'est le cas aujourd'hui, le procédé dit du « fac-similé » qui permet l'impression simultanée d'un même journal en plusieurs endroits à la fois ?

Autre erreur : à l'époque le procédé de tirage dit « offset » était beaucoup trop lent pour un quotidien à grande diffusion. *Le Monde* a donc préféré acheter le dernier cri des rotatives classiques : les progrès accomplis depuis lors par l'offset le démontrent, avec cet inconvénient supplémentaire, du point de vue de la gestion, qu'elles utilisent un personnel beaucoup plus abondant.

Dans combien de cas le succès d'une entreprise réputée performante ne tient-il pas au fait qu'elle a opéré au bon moment le choix technologique opportun ? Ce n'est pas seulement une question de sagesse : c'est aussi une question de chance, d'intuition. Mais on aide à mettre la chance de son côté en s'efforçant méthodiquement, non seulement des possibilités qui s'offrent dans l'immédiat, mais aussi des directions de la recherche, même à long terme.

Jacqueline Grapin n'a pas tort par exemple de se demander dans *Forteresse America* (2) si l'avènement du laser et des moyens de destruction comparables ne permettra pas au Japon de sauter en quelques sortes par-dessus le nucléaire et de se retrouver un jour à l'état de puissance militaire avec les plus grands sans avoir investi un centime dans l'armement atomique.

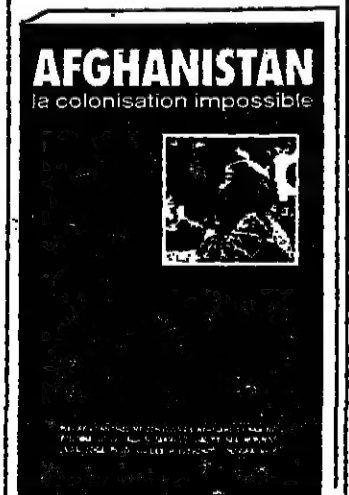
Michel Albert faisait récemment remarquer qu'après qu'il eût énoncé son idéal de plan, qui fut au moment au centre de la pensée socialiste, est en plein recul, les entreprises sont aujourd'hui amenées les unes après les autres à faire des plans pour leur survie et leur développement, tout en sachant parfaitement le caractère aléatoire de bien des éléments qu'elles sont amenées à prendre en compte, et dans lesquels l'innovation technologique joue un rôle fondamental.

L'essentiel c'est d'aller au-delà de la mode, des idées reçues, des engouements, et d'essayer de prévoir avec sang-froid les tendances qui finiront par prévaloir. Tâche impossible ? Pas forcément : après tout, on ne compte pas, de Napoléon à Thiers, en passant par Tocqueville, les grands esprits qui ont décrit, au début du siècle dernier, l'affrontement inéluctable de la Russie et de l'Amérique. La lucidité est moins absente qu'on ne le croit à notre époque décadente. Tout le problème, pour les nations comme pour les entreprises, est de mettre à son service, on ne dira pas un minimum, mais un maximum de courage et de résolution.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Andrew Cockburn. *La menace. La machine de guerre soviétique*. Plon.
(2) Jacqueline Grapin. *Forteresse America* (Le Monde du 3 novembre 1984).

27 décembre 79
Invasion soviétique
27 décembre 84
vient de paraître :



Un livre de référence pour tous ceux qui veulent mieux connaître la société afghane, son histoire récente et les valeurs qui fondent sa formidable force de résistance.

Photos - chronologie détaillée
bibliographie - index
250p. 70F.

cerf

LE GRAND CHINOIS
5, Avenue de la République
75011 Paris (11^e arr.)
Tél. 338.21.11 (tous les jours)
« LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS »
PARIS - FRANCE - ATLAS

1501 21 11

AFRIQUE

envain au « Monde » d'aujourd'hui

Le Soudan en effervescence

II. - Le défi de John Gareng

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

Tandis que la famine fait des ravages dans les provinces occidentales du Soudan, que la pénurie de produits alimentaires se généralise, que l'endettement de l'État est alarmant, l'insurrection aggrave la crise économique et suscite le mécontentement des milieux d'affaires autochtones et étrangers. (Le Monde du 26 décembre.)

Khartoum. - Après le nom du maréchal-président Némery, celui de John Gareng est sans doute l'un des mieux connus au Soudan. Incarnation du diable pour les uns, homme providentiel pour les autres, il est l'homme à l'avenir du régime. Ces appréciations sont sans doute exagérées. Mais le chef de l'insurrection sudiste est devenu un personnage quasiment légendaire, forgé tout autant par son action que par le mystère qu'il dégage. Il y a un peu plus d'un an, peu de gens le connaissaient et rares étaient ceux qui pouvaient l'imaginer dans le rôle qu'il allait brusquement assumer.

L'un de ses condisciples à l'école de Rumbek - l'unique établissement secondaire au sud du pays dans les années 60 - nous le décrit comme « un bourgeois de travail, discret, précis, répété sur lui-même ». Il ne s'entendait que de loin à la guérilla que menaient contre le gouvernement central, arabo-musulman, les autonomistes sudistes, négroïdes, chrétiens ou animistes. Plutôt que de rejoindre le maquis, comme beaucoup de jeunes sudistes, John Gareng choisit de poursuivre ses études au collège de Grenelle dans l'État d'Iowa. Il est de toute évidence fasciné par les États-Unis, où il séjournera au total pendant une dizaine d'années pour faire son éducation.

C'est à l'issue de son premier séjour, en 1970, qu'il s'engage sous la bannière du mouvement sudiste de l'Arya-Nya. L'année suivante, il repart en Israël, qui fournit une aide multiforme aux rebelles contre le gouvernement du maréchal Némery, à l'époque allié des communistes. Ces derniers éliminés, le régime de Khartoum se réconcilie avec l'Arya-Nya aux termes des accords conclus à Addis-Abeba en mars 1972.

Comme les autres maquisards, John Gareng est intégré dans l'armée régulière; nommé capitaine, puis promu colonel, il sert sous les ordres du général Joseph Lagu, l'ancien chef de l'Arya-Nya, actuellement vice-président de la République. « Je ne l'ai jamais soupçonné de velléités oppositionalistes », nous rapporte ce dernier, mais, en raison de son mauvais caractère, je me suis débarrassé de lui en lui accordant, à deux reprises, la permission d'entreprendre des études aux États-Unis.

Ainsi, John Gareng se donne une solide formation militaire à Fort Benning, en Géorgie, où il reste deux ans, et, plus tard, s'installe pendant quatre ans sur le campus de l'université d'Iowa pour préparer une thèse de doctorat en sciences économiques. Le maréchal Némery, qui le considère comme « un excellent militaire et un brillant intellectuel », le nomme à son retour au Soudan, en 1981, chef du centre des recherches de l'armée, et l'autorise à

donner des cours d'économie agricole, sa spécialité, à l'université de Khartoum.

Le 16 mai 1983, l'homme tranquille - qu'est John Gareng, aux yeux de ses camarades de régiment et de ses étudiants, disparaît dans la nuit. « En vacances », à Bor, sa ville natale, dans le Sud-Soudan, au moment même où l'armée régulière réprime dans le sang une mutinerie de soldats sudistes, le colonel Gareng, en compagnie de sa femme et de ses enfants, quitte la localité à bord d'une Land-Rover pour s'enfuir dans la brousse. Il ne donne de ses nouvelles que dix semaines plus tard, le 31 juillet, par la diffusion du manifeste-programme du Mouvement populaire pour la libération du Soudan (MPLS), dont il est le fondateur et le président.

Si l'on en juge par sa clarté et sa précision, par l'exactitude des détails de l'idéologie, de la tactique, et de la stratégie de ce mouvement, le document a été mûri de longue date. Tout autant que le déclenchement des hostilités, puisque les guérilleros de John Gareng, organisés sous le nom d'Armée populaire pour la libération du Soudan (APLS), entreprennent des opérations militaires d'envergure moins de quatre mois plus tard.

La conjoncture, il est vrai, se prêtait à l'insurrection. Depuis des années, les sudistes estimaient que les accords d'Addis-Abeba avaient été cyniquement violés par le gouvernement central. La situation économique empirait, la misère s'étendait, tandis que les détournements de fonds et la corruption sévissaient. Les projets de développement n'étaient pas mis en œuvre. La décision du maréchal Némery de ne pas raffiner sur place le pétrole découvert dans la localité sudiste de Bentiu, sa détermination de l'exporter à l'étranger au seul profit de la trésoorerie de Khartoum, privant ainsi les populations désertées du Sud d'emplois et de revenus auxquels elles estimaient avoir droit, ont provoqué de violentes protestations et des manifestations, demeurées vaines. Le décret présidentiel de juin 1983, divisant la région autonome du Sud en trois provinces distinctes, a été perçu comme une manœuvre pour « balkaniser » et affaiblir le Sud face au « pouvoir hégémonique » du Nord. L'introduction, en septembre de la même année, de la Choria, le code pénal islamique, avec son cortège de cruelles sanctions, a mis en colère les chrétiens, les musulmans, viscéralement attachés à leurs croyances (chrétiennes ou animistes), à leurs coutumes et surtout à leur droit à la pleine autonomie, prescrit par les accords d'Addis-Abeba.

« Libérer l'ensemble du pays »

Le génie de John Gareng, disent parfois ses adversaires, est de présenter un programme susceptible de lui rallier sympathies et soutiens dans l'ensemble du Soudan, parmi les Arabes, les nègres, les musulmans et les chrétiens confondus. Rompant avec l'idéologie de ses prédecesseurs et de ses congénères, militants régionalistes, favorables à l'autonomie ou à la sécession des provinces du Sud, Gareng revendique un rôle national en promettant de « libérer l'ensemble du Soudan de la dictature de Némery, de l'exploitation, du sous-développement », en s'engageant à briser la dictature, à l'unité et à l'intégrité du Soudan. Il comble d'aise les Arabes musulmans du Nord en proclamant sa détermination d'empêcher « la désintégration du pays », favorisée par une « mentalité séparatiste qui agit s'être développée dans le Sud depuis 1955, se répand dans les parties arrières de l'Ouest et de l'Est » parmi les ethnies noires.

Comment parvenir à faire coexister harmonieusement 597 tribus parlant langues ou dialectes de race arabe ou négroïde; musulmans, chrétiens ou animistes (1) ? Le programme du MPLS propose une potion à trois ingrédients : la démocratie, le socialisme, la laïcité. L'État sera séparé de la mosquée et de l'église; les « exploités » de tous bords seront libérés, la richesse nationale pourra être équitablement répartie, sans discrimination raciale ou religieuse; les diverses composantes de la population bénéficieront d'une pleine autonomie, fondée sur un système démocratique. « J'admets que l'appel à un Soudan unitaire et socialiste lancé par un mouvement sudiste pourrait paraître insolite », écrit John Gareng dans une lettre ouverte à ses concitoyens, mais il s'agit là objectivement de l'unique solution possible, la seule issue du Sud que du Nord.

Sincère ou seulement habile, c'est aussi la seule formule susceptible d'assurer au MPLS la neutralité bienveillante ou le soutien actif des pays africains unanimes pour défendre « les frontières de la colonisation ». C'est ainsi sans doute que John Gareng a pu d'emblée obtenir de multiples concours, entre autres des fonds libyens, pour acquérir du

matériel militaire, notamment soviétique, et l'hospitalité éthiopienne pour l'entraînement de ses combattants.

Il n'a pas eu de mal non plus à constituer rapidement - en l'espace de trois à quatre mois - des bataillons de guérilleros. Il les a recrutés parmi les mutins mai 1983, qui, dans plusieurs garnisons, avaient déserté en même temps que lui pour ne pas être transférés au Nord, comme l'avait décrété le maréchal Némery. Il a réussi à attirer sous sa bannière divers groupes de rebelles qui s'étaient constitués, dans la brousse, au fil des années, depuis la première mutinerie à Akobo en 1975. Il a provoqué à son profit une scission au sein de l'Arya-Nya II, une organisation qui prône la sécession. L'acquisition la plus importante a été le ralliement d'un ancien chef de la province de Bahar el Ghazal, qui jusqu'à ce jour opérait d'une manière autonome grâce aux armements qu'il recevait non pas d'Éthiopie ou de Libye, mais de la République centrafricaine, de sources non identifiées.

L'armée sur la défensive

Le programme « économique » du MPLS commence à donner des fruits. Des soldats nordistes musulmans, originaires du Darfour et du Kordofan, ont sévi la famine, ont rejoint les maquis du Sud; en même temps qu'une cinquantaine d'officiers, dont le colonel Yaacoub Ismail, qui a été nommé dans le haut commandement de l'APLS. Le colonel Ismail est membre de la puissante secte des Ataria, dont le chef, le général El Mahdi, a été libéré de prison le 18 décembre. Au total, John Gareng dispose d'une armée de quelque 7 000 à 10 000 hommes, bien armés et entraînés grâce à un « collège militaire révolutionnaire » qu'il a établi vraisemblablement sur la frontière soudano-éthiopienne.

Depuis le début des opérations, le 17 novembre 1983, les actions de l'APLS ne se comptent plus. Tout en s'abstenant d'occuper durablement une parcelle du territoire, elle multiplie les attentats, les embuscades, les bombardements, obligeant les forces régulières - une quinzaine de milliers d'hommes - à se cantonner dans leurs garnisons et à se limiter à des ripostes strictement défensives. Les guérilleros de John Gareng contrôlent pratiquement deux des trois régions du Sud (le Bahar el Ghazal et le Haut Nil), celle de l'Équatoria n'ayant pas rejoint « mais jusqu'à quand ? - la rébellion ».

L'APLS a remporté un succès lors de sa double offensive, en février dernier, contre les champs pétrolifères de Bentiu et les chantiers du canal de Jonglei, où quatre techniciens, dont deux français, ont été pris en otage. Ce succès a, en effet, privé le gouvernement central d'un revenu majeur en devises par l'exportation du pétrole (prévu initialement pour 1985) et de ressources hydrauliques vitales - quelque 5 à 7 milliards de mètres cubes - que le Soudan devait dès l'année prochaine partager, à égalité, avec l'Égypte, John Gareng, dans un manifeste publié cet été, a juré qu'il paralyserait ces deux gigantesques projets « aussi longtemps que le Soudan ne sera pas entièrement libéré ».

Le maréchal Némery est déterminé à relever le défi de John Gareng, mais sa marge de manœuvre est bien étroite. Il ne peut composer avec les rebelles, qui refusent d'embellir toute négociation ou compromis, en soutenant que le chef de l'État n'est plus « crédible », puisqu'il a violé, selon eux, tous les engagements pris lors des accords d'Addis-Abeba en 1972. Il ne peut non plus intensifier la guerre; pour plus du quart, les effectifs de son armée sont déjà engagés dans le Sud; l'état catastrophique de l'économie lui interdit des dépenses militaires accrues. Certes, des « forces spéciales » anti-guérilla sont à l'entraînement pour défendre le « Sud libre » - notamment les champs pétrolifères et le canal de Jonglei - mais seront-elles capables d'assurer la sécurité dans un territoire grand comme la moitié de la France ? Il aurait demandé l'envoi en renfort

d'unités américaines, mais il paraît improbable que Washington veuille s'engager dans un tel guépion. De même, il ne semble pas possible que le maréchal-président s'illustre jusqu'à déposer de ses concessions la compagnie pétrolière américaine Chevron, comme il a menacé implicitement de le faire, pour les confier au magnat saoudien Khashoggi (le Monde du 1^{er} novembre), de crainte que les États-Unis n'interrompent, en représailles, le versement de subsides au gouvernement de Khartoum.

Le projet de chef de l'État soudanais de se gagner les bonnes grâces de l'Éthiopie et de la Libye, pour priver la rébellion de son hinterland et de ses fournisseurs en fonds et en armements, s'est révélé chimérique. Addis-Abeba a refusé net de négocier le marché proposé; abandonner à son sort le MPLS, en échange de quoi Khartoum cesserait de soutenir les mouvements séparatistes d'Erythrée. Le colonel Kadhaifi, contacté discrètement, n'a même pas voulu envisager une réconciliation fondée sur la « solidarité arabo-musulmane »; au contraire, pour qu'il Khartoum cessât de soutenir les mouvements séparatistes d'Erythrée. Le colonel Kadhaifi, contacté discrètement, n'a même pas voulu envisager une réconciliation fondée sur la « solidarité arabo-musulmane »; au contraire, pour qu'il Khartoum cessât de soutenir les mouvements séparatistes d'Erythrée.

Devant l'impasse, la principale préoccupation du maréchal Némery est actuellement d'empêcher que la contagion sudiste ne gagne le Nord, où toutes les formations politiques et en supplantant des frères musulmans, ses alliés - sont dans l'opposition. Il n'a plus dès lors d'autre choix que de poursuivre sa politique d'islamisation, en espérant que le djihad (la guerre sainte) qu'il a proclamé lui permettra de faire front infléchies de tous bords.

LE GLAIVE DE L'ISLAM

(1) Environ 50 % des 22 millions de habitants du Soudan sont musulmans, 20 % animistes et 5 % chrétiens, également répartis entre protestants et catholiques.

CORRESPONDANCE

La tragédie éthiopienne

À la suite du bulletin de l'étranger intitulé « La tragédie éthiopienne », (le Monde du 1^{er} novembre), M. Engeda Medhin, chargé d'affaires ad interim de l'ambassade d'Éthiopie à Paris, nous a adressé une longue mise au point dont nous publions les extraits suivants :

Le Monde a été l'un des rares organes de presse à porter à la connaissance de l'opinion publique mondiale les dimensions du désastre humain de ce que l'on a appelé, en 1975-1976, « la famine cachée », au même moment où les autorités éthiopiennes de l'époque s'évertuaient, pour des raisons de prestige diplomatique, à nier l'existence de ce drame qui fit, comme vous le rappelez, plus de deux cent mille victimes.

À présent, contrairement à l'argumentation centrale de votre éditorial, s'il y a un reproche que l'on ne peut pas faire aux autorités actuelles de l'Éthiopie, c'est celui de ne pas avoir essayé, depuis plus d'un an, de faire connaître, avec insistance et avec tous les moyens dont elle dispose, à l'opinion publique nationale et internationale la gravité de la situation de sécheresse et de famine que traverse le pays.

Les premières dispositions pour combattre les effets de la sécheresse ont été prises, du côté éthiopien, dès octobre 1983, et, devant l'ampleur du danger et l'insuffisance des ressources nationales et la modeste des aides reçues, des appels ont été lancés à l'assistance internationale. Dans ces conditions, il est donc pour le moins hasardeux d'avancer que les responsables éthiopiens ont « pu faire preuve de tant d'imprévision pour que cette tragédie se dévoile si brutalement ». On peut cependant se demander, comme vous le faites vous-même, pourquoi l'alerte d'Addis-Abeba n'a pas été connue qu'un écho limité ? Il faut peut-être rappeler ici que les appels incessants de l'Éthiopie pour un accroissement de l'aide n'avaient déclenché à l'époque qu'une systématique campagne de dénigrement accusant le gouvernement éthiopien de détourner à d'autres fins l'aide destinée aux victimes de la sécheresse et de la famine.

Cette campagne de dénigrement, qui n'était pas dépourvue d'arrière-pensée politique, était orchestrée par les mêmes milieux qui, aujourd'hui encore, accusent les autorités éthiopiennes d'avoir sous-estimé l'ampleur de cette « tragédie éthiopienne ». Il a fallu plusieurs témoignages des plus sérieux pour que cesse cette campagne.

Une seconde raison qui explique l'écho limité qu'ont obtenu les appels répétés de tous ceux qui sont sérieusement préoccupés et impliqués à trouver une solution à ce drame humain est sans doute la fa-

Tanzanie

La politique d'ouverture pratiquée par le premier ministre ne fait pas l'unanimité au sein du parti

De notre envoyé spécial

Dar-Es-Salaam. - Les affairistes respirent : la campagne contre le « sabotage économique » a pris fin avec la mort, en avril dernier, d'Edward Sokoine, le premier ministre. Celui-ci avait en l'absence de nettoyeur, de fond en comble, les écuries d'Augustus et avait ainsi fait arrêter plusieurs milliers de « criminels ». Il ne lui aurait pas déçu, pour l'exemple, de faire quelques « gros poissons », mais il dut se contenter du commissaire régional de Moshi et d'un ancien ministre. Ce éditeur réussit, en revanche, à se mettre à dos une bonne partie de la classe politique, menacée dans ses privilèges et ses manigances, et favorisa l'émergence, dans le pays, d'un climat malsain de suspicion et, en fin de compte, l'aggravation de la pénurie. M. Salim Ahmed Salim, le nouveau premier ministre, n'a pas voulu reprendre à son compte une politique qui, conduite à son terme, aurait menacé la stabilité du régime. Au contraire, ce Zanzibarite, ministre des affaires étrangères dans l'équipe précédente, qui a longtemps fréquenté les couloirs des Nations unies et qui possède, dit-on, une solide fortune, fait profession de pragmatisme. Au demeurant, l'échec du socialisme tanzanien exigeait, à tout le moins, une correction de cap.

Ainsi, en juin dernier, la Tanzanie a-t-elle fini par céder, pour partie, aux exigences du Fonds monétaire international (FMI), en dévaluant le shilling de 25,9 % par rapport au dollar, en réduisant les dépenses publiques et en supprimant des subventions alimentaires, notamment pour la farine de maïs, nourriture de base de la population. En prélude à la reprise des négociations avec le FMI, qui traînent en longueur depuis 1980, le groupe consultatif de la Banque mondiale pourrait se réunir à Paris au début de l'an prochain.

Les dirigeants de Dar-Es-Salaam comptent que leur bonne volonté sera récompensée et que les concours financiers dont ils ont besoin pour réaliser le « programme d'ajustement structurel » ne leur seront plus refusés. Pour tenter de réédifier, sans retard et si peu soit-il, l'état de pénurie dans lequel vit le pays, le gouvernement tanzanien a autorisé tous ceux qui possèdent des devises à l'étranger à les utiliser pour importer des produits de première nécessité sans avoir à prouver l'origine de ces fonds. Ainsi les vitrines des magasins commencent-elles à se garnir de petits articles ménagers, d'accessoires automobiles et même de chemises « made in Hongkong ». En revanche, les boutiques réservées aux seuls détenteurs de devises fortes tardent à ouvrir leurs portes.

Dissiper le morose

Commerçants dans l'âme, les Indiens et les Chagans ont saisi, avec une certaine méfiance, la perche que leur a tendue le gouvernement, car cette nouvelle « politique » économique n'est consignée, pour le moment, que dans une déclaration d'intentions du premier ministre, faite devant le Parlement. Il est clair, en tout cas, que ces facilités profitent seulement à une minorité, puisque les marchandises ainsi importées se négocient au prix fort, ce qui nourrit à la fois l'inflation et le marché noir. Il y a des signes, selon certains observateurs, que « les choses évoluent, même lentement, dans la bonne direction » et de cette habitude du progrès du contrôle des prix des produits agricoles de première nécessité, le dégraissage en cours des effectifs des entreprises publiques (l'approvisionnement quasi régulier du pays en pétrole, grâce notamment à des contrats payables à six mois négociés avec l'Iraq), le redressement des exportations de café et de thé, la réouverture de quelques firmes, comme l'usine de pneus d'Arusha.

Il faudrait probablement bien davantage pour dissiper la morosité ambiante et enrayer la tendance au déclin. « Les Tanzanien n'ont pas encore touché les dividendes de la nomination de M. Salim à la tête du gouvernement », constate un expert étranger. En effet, la politique d'ouverture pratiquée par le premier ministre ne fait pas l'unanimité dans les cercles dirigeants du pays, notamment au sein du Parti de la révolution, le Chama Cha Mapinduzi (CCM). D'un côté, le gouvernement lance des appels à l'initiative privée, et la Banque de Tanzanie se déclare prête à aider ceux qui y répondent positivement. De l'autre, les responsables locaux du parti, formés à l'ancienne école, ne peuvent s'empêcher de donner aux paysans des directives souvent discutables. Même s'il y a la confiance de M. Julius Nyerere, le chef de l'État, M. Salim n'a pas encore l'autorité nécessaire pour imposer ses vues. Ce diplomate, qui a longtemps vécu à l'étranger, a besoin de faire ses armes de politicien. Pour l'heure, il n'a aucune base dans le pays - il ne s'est jamais présenté à une élection - ni même au sein du parti, en dépit de sa nomination, par le président de la République, au sein des instances dirigeantes. Aussi, pour lever ce handicap, s'emploie-t-il à multiplier les « voyages-découverte » de la Tanzanie...

Pour le moins, la nomination de M. Salim comme premier ministre a-t-elle mis un peu de baume dans le cœur des Zanzibarites qui soupçonnaient toujours les continuateurs de vouloir les « avaler » ? Le calme semble maintenant revenu dans l'île aux épices, après l'alerte de janvier dernier, au cours de laquelle certains autochtones avaient reproché à son pouvoir central de chercher, à la faveur d'une réforme constitutionnelle, à les « asservir » encore, davantage. Si M. Aboud Jumbe, président du conseil révolutionnaire de Zanzibar et « numéro deux » du régime, a fait les frais de ce malentendu, M. Wolf Dourado, ancien atorney général, qui avait alors brandi l'étendard de la révolte, a été libéré. Quelque peu rassurés, les insulaires s'adonnent de nouveau à leur passe-temps favori, le commerce. On vient chez eux, de Dar-Es-Salaam, faire ses courses, car, par là, les rayons des échoppes y sont mieux garnis. Une inconnue demeure : M. Nyerere donnera-t-il suite, à la fin de l'an prochain, à son projet de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat de chef de l'État, tout en conservant - au moins jusqu'en 1987 - le poste-clé de président du CCM, le « mwalinu » (le maître d'école) aurait confié, en privé, qu'il ne reviendrait pas sur sa décision. M. Salim serait-il, dans cette hypothèse-là, son dauphin désigné ? Succession délicate, en tout cas, qui risque, si elle est mal préparée, de modifier profondément l'échiquier tanzanien.

JACQUES DE BARRIN.

MOSCOU ACCORDE UNE AIDE DE 24 MILLIONS DE DOLLARS

L'Union soviétique va faire don à l'Éthiopie d'une somme de 24,2 millions de dollars, destinée à financer l'agrandissement d'une usine d'assemblage de tracteurs à Nazareth, localité située à 100 kilomètres au sud d'Addis-Abeba, a annoncé, mardi 25 décembre, le retour de Moscou, le ministre éthiopien du commerce, M. Wolle Khelelo. L'URSS, a-t-il indiqué, livrera également 500 tracteurs. Le journal Russie soviétique a, d'autre part, accusé les pays occidentaux de servir leurs propres intérêts en venant en aide à l'Éthiopie. En revanche, indique le journal, l'Union soviétique et les autres pays communistes fournissent une aide à long terme, afin d'assurer l'autosuffisance (alimentaire) de l'Éthiopie. Russie soviétique affirme que l'URSS fournit du matériel agricole à Addis-Abeba en vue de donner à ce pays une infrastructure pour lutter contre les conséquences de la sécheresse et de la famine.

Cet article fait suite à la récente visite du président éthiopien, M. Mengistu, à Moscou, au cours de laquelle Addis-Abeba aurait, selon des diplomates occidentaux, demandé une augmentation de l'aide soviétique. De source diplomatique, à Moscou, on indique que les dirigeants éthiopiens ne se sont pas déclarés entièrement satisfaits de celle-ci.

Mère Teresa est, d'autre part, arrivée mardi à Addis-Abeba. Au cours d'un séjour d'une dizaine de jours, Mère Teresa doit visiter plusieurs camps de secours aux réfugiés. - [Reuters.]

PIANOS DAUDE

LOCATION 280 f/mois
VENTE 252 f/mois

CREDIT CREG
jusqu'à 60 mois

LYON 3^e CATALYNE
GARANTIE 10 ANS

75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54
OUVERT LE DIMANCHE



Tension persistante

M. Lafleur a peut-être lâché sa petite phrase pour répondre à cette surenchère verbale du leader polynésien.

De même, le député s'est refusé à poser en préalable à toute discussion avec l'administration, l'arrestation d'un chef indépendantiste, M. Elói Machoro, meneur du siège de Thio : M. Laffleur avait pourtant déclaré au cours de sa conférence de presse : « *Je ne discuterai pas tant que Machoro ne sera pas mis en prison !* » Il apparaît cependant que ce souhait n'a pas été érogué, mercredi soir, lors de sa rencontre avec M. Edgard Pisani.

Celle-ci avait en fait pour but de soumettre au haut commissaire des propositions de la population de Bourail — que M. Laffeur a rencontré dans la journée — pour que soit organisé un filtrage des allées et venues en provenance et vers les tribus d'Azaren et de Pothé, filtrage qui serait effectué par la gendarmerie, mais avec l'assistance de Bouraillais, plus aptes à reconnaître les indésirables.

M. Edgard Pisani devrait donner sa réponse jeudi matin, tout comme il devrait indiquer les modalités de son intervention à l'Assemblée territoriale sur les problèmes de sécurité dans le territoire, prévu pour vendredi.

FRÉDÉRIC FLOUX

De notre envoyé spécial

De notre envoyé spécial

Bourail. — Image vivante de l'embaras, le député RPR, M. Jacques Laffeur, juché sur un promontoire, harangue la population rassemblée. Accouru en hâte de Nourmès, à la suite de l'opération de gendermerie menée à l'aube contre les barrages anti-indépendentistes, il vient de rencontrer le général Deiber, commandant la Gendermerie sur le territoire. Des Bourailais lui ont longuement expliqué pourquoi, depuis dix jours, le général Deiber nuit les accés de la capitale agricole de l'île. A présent, Bourail attend un conseil, une consigne, un ordre, bref la parole du chef.

Que dit le député ? Rien. « Impossible que je vous dise qui que ce soit, cela arriverait à Nourine avant moi. » Tout juste apprend-on qu'il vient d'élaborer de mystérieuses propositions qu'il va remettre à M. Pisani. L'auditeur reste muet, désemparé, apparemment peu disposé à croire son député sur parole. Un homme se risque : « Et dans l'immédiat, qu'est-ce que nous faisons pour les barbares ? »

— Je vous demande de ne pas vous tromper d'adversaire, c'est très important pour la suite. Les forces de l'ordre ne sont pas l'adversaire qu'il faut combattre.

Silence de plomb dans l'assistance où l'on sent poindre la colère. Ces éleveurs, ce petit peuple caladoche en short et sandales, ne portent pas tous dans leur cœur les « politiciens » en général, et M. Laffeur en particulier. Pour les plus extrémistes, le député est le symbole vivant de l'ignorance où les tient Nouméa la trentaine.

Face-à-face deux-ans

Depuis dix jours, les gendarmes grignotaient le terrain aux barragistes ; ils en étaient arrivés à pesser avec eux des conventions byzantines aboutissant de fait à un partage du travail, sous le contrôle des civils. Cette fois il fallait frapper un grand coup. Ce fut fait le mercredi 26 décembre vers 4 h 30 du matin. Cent-cinquante

ou tirées. Cent cinquante gardarmes mobiles attaquent simultanément les deux barrages aux deux entrées de la ville; une quarantaine de grenades lacrymogènes sont tirées. Les tracteurs

et les sacs de sable qui matérialisent le barrage sont rejetés sur le bas-côté de la route. En deux heures, les gendarmes ont réussi à faire passer le barrage à l'arrière de la ville. Mais la circulation sur la principale route de l'île n'est pas rétablie pour autant. Les caldoches restent assis par terre et barrent le passage à un autobus dont les occupants leur répètent d'être insensibles, refusant d'adresser la parole. Les gendarmes de l'escadron de Toulouse sont à la mesure de la déstabilisation. Un mois de veille dans la nuit et d'attente sous le soleil torride avait créé des fiascos : « On vous a même offert une bouteille de champagne pour le rétablissement et aujourd'hui vous nous faites attendre », reproche une jeune femme.

« Vous avez marqué le coup ce matin, réplique un sous-officier visiblement navré, attendez maintenant les réactions de Paris. Si vous aviez eu en face de vous des gendarmes qui ne vous connaissent pas, il y aurait eu des blessés ce matin. »

**L'arrivée de l'hélicoptère blanc
de M. Lafleur à la mi-journée**

Si le président du RPCR appelle à lever les barrages, il sait qu'elles tombent. Mais non. Pressé par quelques-uns de préciser ses consignes, visiblement accablé par l'exigence muette des autres, M. Lefèvre, le dos au mur, lâche les mots que tout le monde attend : « Je vous demande de maintenir les barrages. » Immédiatement éclatent les applaudissements, tandis que déjà le député court vers son hélicoptère.

Mais ce « je vous ai compris » qu'il a octroyé, en butant sur les mots, aux « stockmen » de Bourail, ne les a pas soulagés pour autant. Pendant que le député ferait, le contenu précis des fameuses propositions s'est

répondre de l'assistance. Les Caldoches accepteraient de lever leurs baraquements en échange d'une « opération coup de poing » des autorités sur un ou plusieurs des bastions indépendantistes. Le nom de Thio est notamment sur toutes les lèvres. Un délai de trois jours serait laissé à M. Pisani, au cours desquels un petit groupe de Caldoches resterait néanmoins aux côtés des gendarmes pour les assister dans leur mission de contrôle, et de renforcement des « indésirables ».

Le député n'en a pas moins réussi à calmer les Bourrelle et à dénouer une situation que l'on croyait inextricable depuis le matin. Et ce, quelques heures seulement après qu'il ait proclamé « la Nouvelle-Calédonie en état de légitime défense ». Un dénouement digne de ces psychodrames à la calédonienne où bravade rime parfois avec raz-de-marée, et où l'enfure des mots est inornée d'effluves.

doux-amer

interrompait ce face-à-face doux-amer. Applaudissements. Au comble de l'émotion, le député sort de sa poche son écharpe tricolore en s'adressant au colonel de gendarmerie : « Je n'ai encore jamais mis ça de ma vie. Mais on ne peut pas traiter comme des rebelles ou des criminels cette population qui ne demande qu'à vivre. »

« Assez discuté, Jacques, maintenant il faut te battre ! »
crie quelqu'un dans la foule, que le député fait mine de ne pas entendre.

Sur proposition du colonel, M. Lafleur rencontre ensuite à la permanence le général Lacombe. Le général, qui vient d'arriver, laisse entrer l'un après l'autre les ministres qui accompagnent M. Lafleur. Arrive le tour du conseiller territorial RPCR, M. Justin Guillemand, l'un des chefs des barragistes. Le général marque un temps d'hésitation : « D'accord, vous entrez, mais c'est pour discuter, hein ? » En revanche, le portail se referme, imphytable, sur la désagréation des barragistes, socialistes et pentacés. — Même pas un *déjeuné*, mon général ? » demande timidement un de ceux qui, tout à l'heure, vitupéraient le plus fort. Toujours accompagné d'une bonne moitié du gouvernement néo-calédonien, le député s'enferme ensuite dans le garage d'un pavillon pour une palabre avec les cacochies, palabre dont le longueur et l'âpreté n'avaient guère à envier à celle des Mélanésiens. On sortait tout de même le fameux accord. Bou-reil avait désarmé, la rage au ventre mais la tête haute, jusqu'à la prochaine fois.

D. SCHNEIDERMAN.

CANTONS	1984		1979		Variations en points de %
	Voix et suffr. expr.	%	Voix et suffr. expr.	%	
Rosemontain-Lanthuery (Lok-et-Cher)	2 130/7 992	26,65	3 555/8 787	40,45	- 13,90
Barjac (Gard)	105/1 655	6,34	256/1 797	14,24	- 7,90
Argent-sur-Saône (Cher)	469/2 639	17,77	315/3 090	10,19	+ 7,58
Conty (Somme)	521/3 824	13,62	898/4 179	21,48	- 7,86
Montcaux-les-Mines-Nord (Saône-et-Loire) ..	1 149/6 041	19,02	2 517/8 534	29,49	- 10,47
La Celle-Saint-Cloud (Yvelines)	914/6 482	14,10	1 918/9 813	19,54	- 5,44
TOTAL	5 228/28 633	18,46	9 459/36 280	26,12	- 7,66

CANTONS	1984		1979		Variations en points de %
	Voix et suffr. expr.	%	Voix et suffr. expr.	%	
Remorcenclin-Lanthuony	554/7992	6,93	1287/8787	14,64	- 7,71
Berjac	491/1655	29,66	483/1797	26,87	+ 2,79
Argent-sur-Saône	297/2639	7,84	482/3098	15,59	- 7,75
Comty	334/3824	8,47	775/4179	18,54	- 10,07
Montcaux-les-Mines-Nord	981/6041	16,23	2370/8534	27,77	- 11,54
La Celle-Saint-Cloud	262/6482	4,04	1226/9813	12,49	- 8,45
TOTAL	2819/28633	9,84	6623/36200	18,29	- 8,45

Cantons	1984		1982		Variations en points de %
	Voix suff. ex.	%	Voix et suff. ex.	%	
Ambervoisiers Ouest (Seine-St-Denis)	345/4 429	7,78	1 049/7 371	14,23	- 6,45
Pionnières-les-Bains (Vosges)	856/4 588	18,65	896/4 903	18,27	+ 0,38
Thiviers (Dordogne)	569/4 494	12,66	908/5 014	18,10	- 5,44
Troisles (Nord)	4 327/11 193	38,65	5 329/13 694	38,91	- 0,26
Liancourt (Oise)	1 032/8 254	12,50	2 902/12 310	23,57	- 11,07
Chavillon (Haute-Marne)	252/2 937	8,58	812/3 589	22,62	- 14,84
Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire)	1 565/7 459	20,98	3 986/12 197	32,68	- 11,70
			Election partielle juin 1983		
Bourges III (Cher)	322/5 687	5,66	432/5 920	7,29	- 1,63
TOTAL	9 268/4 9041	18,89	16 314/64 998	25,09	- 6,20

Cantons	1984		1982		Variations en points de %
	Voix et suff. ex.	%	Voix et suff. ex.	%	
Ambrevillers Ouest	2 852/4 429	64,39	4 302/7 371	58,36	+ 6,03
Floinghies-les-Bains	136/4 588	2,96	162/4 903	3,30	- 0,34
Thiviers	1 435/4 494	31,93	1 731/5 014	34,52	- 2,59
Treton	2 552/11 193	22,79	3 751/13 694	27,39	- 4,60
Liancourt	2 376/8 254	28,78	3 789/12 310	30,77	- 1,99
Chevillon	431/2 937	14,67	560/3 589	15,60	- 0,93
Saint-Cyr-sur-Loire	419/7 459	5,61	646/12 197	5,29	+ 0,32
<hr/>					
			Election partielle juin 1983		
Bourges III (Cher)	2 504/5 687	44,03	2 630/5 920	44,42	- 0,39
<hr/>					
TOTAL	12 785/49 041	25,90	17 571/64 998	27,03	- 1,13

LE FRONT NATIONAL INTERPELLE M. GAUDIN

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — M. Ronald Benoit, secrétaire de la fédération du Front national des Bouches-du-Rhône, vient d'adresser une lettre ouverte à M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF du conseil régional, dans laquelle il lui rappelle ses engagements déclarés lors de la stratégie de l'opposition pour les prochaines élections cantonales. Au cours de son dernier point de presse, un lendemain de l'élection cantonale partielle de Perpignan, M. Gaudin avait notamment déclaré : « Si nous voulons préserver les acquis de l'opposition, il faut retenir sur un certain nombre de principes : la RPR et l'UDF car, en cas de primaires, La Pen peut arriver au second tour ».

Comment cette prise de position aura-t-elle, avoir rappelé que l'extrême droite a obtenu 21,6 % des suffrages exprimés lors des dernières élections européennes à Marseille. M. Berdomo évoqua l'échec des élections cantonales de mars 1985, qui sera, selon lui, terminante. « Le Front national ajoute-t-il, y participera sous ses propres couleurs. Avec donc le courage de faire de même. Et nous verrons qui sera placé par les électeurs à l'opposition pour Sarcelle, la gauche et l'extrême droite. Mais contre le Front national (...), vous préconisez une coalition pour garder le monopole des élus de la bande des quatre ».

Le secrétaire départemental du Front national pose enfin une « question toute simple mais qui commande une réponse nette » : M. Gaudin : « Vous désisterez-vous pour faire élire un candidat du Front national arrivé en tête de l'opposition au premier tour ? »

« La meilleure réponse à apporter », dit M. Berdomo, « indique-t-elle dans l'ouvrage de M. Gaudin, est la suivante : « dans le Rhône, il y a que l'union RPR-UDF, dans la presque totalité des cantons renouvelés ».

G. P.

89 FM à Paris

du lundi au vendredi

38650

Colette Godard**Caroline de Baroncelli****Caroline de Baroncelli**

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Positif, les Cahiers, Cinéma 84, Cinématographe

Les romans de François Truffaut

DEUX mois après la mort de François Truffaut, on continue de lui consacrer des articles, des regrets, des commentaires. Comme si l'on ne pouvait croire à sa disparition, comme si c'était une façon de le maintenir en vie. Curieux phénomène : Truffaut aura été presque autant célébré que Charles Chaplin et Jean Renoir. Ceux-ci moururent vieillards. Lui était encore jeune. La lecture des revues mensuelles — que leurs délais de fabrication avaient décalées de l'actualité — peut-elle nous en apprendre davantage sur ce phénomène ?

Positif ne s'y attarde pas. Dix lignes en haut d'une page, un petit éditorial. « Nous parlons peu de Truffaut parce que tous en ont beaucoup parlé. Critique à l'Art, Truffaut combattait cette tendance à favoriser un cinéma français qu'il détestait (*Au revoir et bon, Autant-Lara*, etc.) et il est ironique, aujourd'hui, de lire, à sa mort, ces tonnes de louanges, quand on songe aux brefs billets qu'il signalait, il y a peu, la disparition de Joseph Losey. (1) »

Losey étant un des dieux de Positif, on sent pointer là la reconnaissance des grands préteurs — même si Truffaut n'est pas malade : on lui accorde que, dans l'avenir, sa vraie place ne sera sûrement pas négligeable. En revanche, un plus long hommage est rendu à Pierre Kast, mort le même jour que Truffaut, et qui a été pratiquement oublié par les médias.

Les Cahiers du cinéma publient un numéro spécial François Truffaut (2). Bien sûr, on l'attendait. Ce numéro a été intitulé « Le roman de François Truffaut », car, précise l'éditorial d'Alain Bergala et Serge Toubiana : « A travers ses vingt et un longs métrages, ce cinéaste fit œuvre de romancier : après avoir lu ces nombreux témoignages, on sait moins que jamais si ce sont ses films qui ressemblent à sa vie ou sa vie au roman de ses films. » Bergala et Toubiana lancent sur orbite un numéro qui « relève d'une écriture collective, d'une sorte de dédicace de groupe à celui qui fut pour beaucoup un ami, un compagnon de vie et de travail, un repère de pensée ».

Or, dans son intégralité, leur texte laisse perplexité. Il pose des jalons historiques, rappelle ce que la génération actuelle des Cahiers doit à Truffaut (dont le sauvetage de la revue après sa période maoïste), mais il sacrifie aux anecdotes et ne se prononce pas sur l'essentiel : quelle place Truffaut a-t-il occupée dans le cinéma français ? La rédaction a pourtant eu le temps d'y penser et le bilan n'aurait pas été défectueux. Il est vrai que Bergala et Toubiana ont moins de points communs avec le cinéaste que les « anciens » de la revue : couverture jaune, Eric Rohmer, Claude Chabrol, Jacques Doniol-Valcroze, égarant des souvenirs et, même, Jean-Luc Godard qui a donné un petit article, genre écriture automatique.

Jeanine Bazin et les amis de Truffaut restent, d'ailleurs, pudiques, à

cause des souvenirs d'un deuil encore tout proche. « L'école buissonnière », article de Robert Lachenay, camarade d'enfance, éclaire la genèse des *Quatre cents coups*. Avec Suzanne Schiffman, Nestor Almendros, Marcel Berbert et quelques autres, on se fait une idée de la manière dont François Truffaut, cinéaste, travaillait. Il y a aussi les témoignages d'acteurs et d'actrices.

Il faut bien dire que l'accumulation de textes finit par diminuer l'attention. On trouve toujours, ici et là, un détail à isoler, à retenir, mais

beaucoup de choses se répètent. C'est peut-être le danger des ouvrages à ce point commémoratif : ils deviennent monuments. Stanislas Truffaut, c'est l'éloigner de nous plutôt que le rapprocher. Le numéro spécial des Cahiers évite cela de justesse. L'entretien que Philippe Goldman, jeune interprète de *L'Argent de poche* se faisant journaliste en herbe, recueilli en 1976, et qui est publié ici pour la première fois, fait heureusement partie des textes où passe un courant vital, dans un ensemble qui aurait demandé plus de rigueur ou plus de passion.

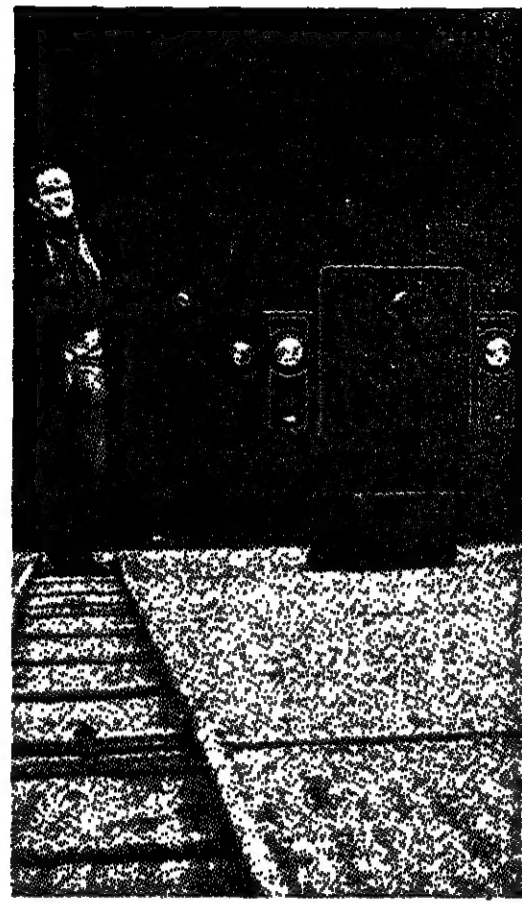
Regards sur le secret

Cinéma 84 a réuni un dossier sur Truffaut (3), où des articles de Francis Desbarats et Joël Magny examinent les grandes lignes de son univers cinématographique. Jean Collet signe un court essai, « Une dernière question », extrêmement pertinent dans sa façon d'analyser le « pourquoi » de la création chez Truffaut. Voilà justement ce qu'il faut aborder, développer aujourd'hui.

C'est, en définitive, dans Cinématographe que l'hommage à François Truffaut est le plus original (4). La photographie de couverture, celle d'un visage marqué de maturité, sous des cheveux en broussaille, laisse transparaître ce qu'il pouvait y avoir de secret chez l'homme et le cinéaste. Elle répond à la conception

de ce numéro, qui n'est pas une somme, un album de famille (au reste indispensable malgré les réserves formulées) comme celui des Cahiers, mais un portrait dont la complexité, à travers les témoignages et les entretiens, est faite de plusieurs vérités des points de vue. Truffaut parle (propos recueillis aux Films du Carrosse en 1974, par Dominique Maillet), Leslie Caron raconte Truffaut, etc. On peut tenir pour témoignages essentiels ceux d'Isabelle Adjani et de Bernard Revon.

L'actrice, interviewée par Dominique Maillet, revêt son expérience d'Adèle H, ses rapports avec son personnage et avec son maître en scène. Rapports de force dans les deux cas, particulièrement éclair-



ants sur le cinéma de Truffaut et ses façons de diriger les interprètes. « J'ai passé mon temps, dit Isabelle Adjani, à le repousser en tant que femme et en tant qu'actrice. C'est dommage. Je lui suis d'autant plus reconnaissante d'être parvenu, malgré cela, à me filmer aussi bien. »

soixante-six pages, dont une filmographie, la revue de Jacques Fieschi a autant, sinon plus, d'impact (on peut citer encore une étude d'Emmanuel Decaux « L'homme qui aimait les livres » sur la passion de Truffaut pour la littérature) que les cent quarante-quatre pages de l'au-

tr. Il ne faut pas juger cela en termes de concurrence. Pour répondre à la question posée au début de cet article, le phénomène Truffaut est défini et corré en grande partie grâce à ces numéros spéciaux. François Truffaut, du journalisme au cinéma, a toujours été un combattant. Ami de jeunesse pour toute une génération, cinéaste d'une tradition romanesque très française pour la génération suivante, il a pris d'autant plus d'importance, après sa mort prématurée, qu'il portait en lui un mystère dont ses films laissent entrevoir les profondeurs (ainsi *La Chambre verte*). Aimé du public, apprécié d'une bonne partie des critiques, il est apparu — n'en déplaise à ses détracteurs — plus grand cinéaste qu'on ne le croyait. Il est probable que cette redécouverte n'en restera pas là.

JACQUES SICIER.

- (1) Positif, N° 286 - décembre 1984, 80 p., ill., 32 F.
- (2) Cahiers du cinéma - François Truffaut Numéro spécial, décembre 1984, 144 p., ill., 42 F.
- (3) Cinéma 84, n° 312 - décembre 1984, 56 p., ill., 32 F.
- (4) Cinématographe - n° 105, 84 p., dont 66 sur Truffaut citées dans le texte, ill., 32 F.



Art Press, « Spécial Godard »

L'écran et la page blanche

Long, ingrat par moments, déchiffré selon les règles phonétiques chères à Daniel Jones, l'entretien laisse un peu perplexe. Et puis ce numéro très spécial se déploie, s'éclaire, s'illumine. En premier lieu, grâce à un long texte de Guy Scarpetta, qui semble vouloir s'expliquer sa propre gêne face à un artiste échappant à toute définition. L'essayiste tente une sorte de psychanalyse esthétique de Godard et de sa création : c'est une réussite, on devra désormais s'y référer pour mieux comprendre quel livre ne cesse de poursuivre maître Jean-Luc.

Ajoutons, pour faire bonne mesure, dans un ensemble riche, trois textes aussi différents que le jour et la nuit. D'abord le regard « féministe » de Julia Kristeva, qui démonte le rapport homme-femme chez Godard, sans apriorisme, et lui accorde, avec tout le poids de son autorité, un satisfecit unique en son genre : « Il est probablement un de ceux qui ont le mieux compris la femme moderne, y compris dans son refoulement ou dans son au-delà du refoulement. » En contrepoint, extraordinaire, le regard impitoyable de Myriam Roussel (interprète occasionnelle de *Prénom Carmen*, principale de *Je vous salue Marie*) sur son expérience d'actrice godardienne. Terre à terre, enfin, le regard bonne femme de Jackie Raynal, la réalisatrice de *Hôtel New York* (le Monde du 8 décembre), elle aussi marchande de pellicule et artiste, sur J.-L. G. essayant, un jour à New-York, de lui vendre ses films.

L'entretien Godard-Sollers redouble ce rapport du non-amateur de cinéma, d'un « littéraire » type

comme l'ancien directeur de *Tel Quel* (après le « critique d'art » Scarpetta), avec un cinéphilie par tel que l'auteur de *Vivre sa vie*. Premier spécialiste français de la vidéo, Jean-Paul Fargier crée un dispositif souple et en même temps assez contraignant autour de ses deux stars. Chacun intervient alternativement avec des chances égales : Sollers maîtrisant la phrase, le discours culturel, avec une onction toute jésuitique, Godard se rabattant constamment sur le détail, la faille, l'incertain, protestant à tout cri. Sollers gagne nettement aux points dans cette joute non pas tant sur le sexe des anges que sur le rapport du corps avec l'âme et la signification du mythe marital, non seulement dans la religion catholique, mais dans notre vie quotidienne.

Jean-Luc Godard garde pourtant le dernier mot avec le très court texte du numéro spécial des Cahiers du cinéma consacré à François Truffaut : « Tout seul ». Par une de ces intuitions dont il a le secret, Godard, soudain, revenant de certaines méchancetés proférées à l'égard de son ancien camarade des Cahiers, qui ne le lui pardonna jamais, n'en enfonce pas moins le clou plus avant et démolit cruellement le mythe du cinéma-cinéma, du cinéma innocent, qui a nourri toute une vie (celle de Truffaut). Le cinéma pur n'existe pas, l'écran ne sera jamais la page blanche de Malraux. Godard ne parle-t-il pas un peu, aussi, pour lui-même ?

LOUIS MARCORÈLES.
★ Art Press, « Spécial Godard » : 45 francs.

DE la (bonne) gestion de salles de cinéma — les Universal, le Studio 43, qu'aujourd'hui il abandonne à d'autres mains sans pouvoir effacer un lourd passé d'histoire — mais parfois une vocation d'artiste. C'est ainsi qu'on doit à Dominique Pajni le numéro spécial hors série d'Art Press sur Godard (en collaboration avec le critique d'art Guy Scarpetta) et un *Entretien Godard-Sollers* (en collaboration avec la Fédération nationale Léo Lagrange), filmé le 28 novembre en vidéo par Jean-Paul Fargier. Un producteur, un sens littéraire, gérant de salle obscure et distributeur occasionnel, peut aussi bien mettre le monde en mouvement, et la critique, et le cinéma.

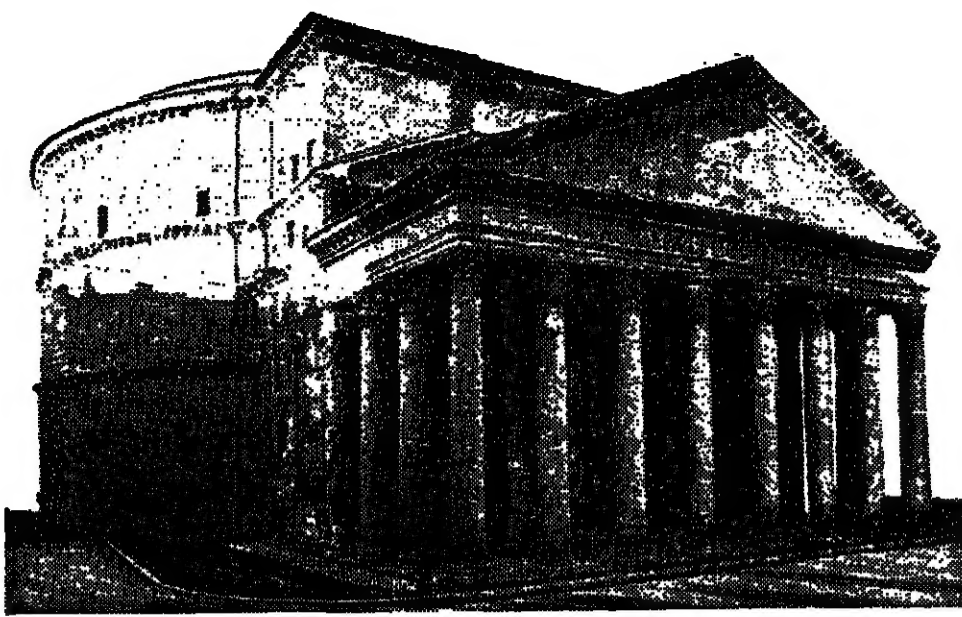
Ce « Spécial Godard », comme l'intitule Art Press, est un succès : on a déjà vendu 20 000 exemplaires. Il est centré sur une longue interview du cinéaste, le 12 juillet de cette année, à Rolle, naissant bourg sur les rives du lac Léman, entre Lausanne et Genève. On vous y montre presque avec émotion, au bistrot du coin, la table où l'artiste vient parfois

boire un verre. Admirablement monté, découpé en paragraphes avec titre approprié pour chacun, l'entretien nous permet de suivre les deux compères, les deux questionneurs, parlant à l'attaque avec les moyens du bord, Scarpetta gauche, trop théorique, établissant mal la communication, à l'opposé de Pajni, plus proche du cinéma, seconde nature, référence première.

L'objet de la rencontre : faire le point au moment où Godard achève *Je vous salue Marie* (montré mardi 18 décembre en avant-première à Beaubourg pour l'inauguration de la salle Garance), son film le plus court, soixante-dix minutes environ, la durée moyenne des films de la Monogram à qui il dédia, avec quelle pertinence, *A bout de souffle* et *Prénom Carmen*.

Mais dans *Je vous salue Marie* s'enchâsse, presque indistinct, le court métrage de la compagnie de Godard, Anne-Marie Miéville, *Le Livre de Marie*, l'ensemble formant un traité que l'on pourrait intituler : « De l'éducation des filles ».





Nouvel An éternelle Rome

Compagnies d'aviation, de chemin de fer, agences de tourisme et de voyage, vous diront que la ville de Rome, ces jours de Noël et du Nouvel An, est, une fois de plus, comble. Pour saluer cet ascendant que Rome exerce, de siècle en siècle, sur les esprits du monde entier, voici des repères d'actualité : un livre sur les exploits architecturaux de l'empereur Hadrien, une exposition « Degas et l'Italie », à la Villa Médicis, et, pour ranimer les souvenirs des piétons, la description d'une promenade dans Rome, située d'ailleurs l'été et non pas en fin décembre, mais Rome reste Rome toute l'année, seule la température change, et encore...

Les temples du dieu absent

CELLES et ceux qui se sont laissés mener à Rome, ne l'ont-ils qu'une fois, par l'un ou l'autre chemin, disposent de ce nouvel an d'un livre d'étranges tout indiqués et très beau : *Hadrien et l'architecture romaine*, d'Henri Stierlin.

Rome attire les promeneurs la nuit de Noël autant que le jour de Pâques. Ils ont raison. Il n'y a pas au monde de paysage plus spectaculaire et en même temps plus affectueux. C'est aussi la seule ville où, sur les avenues, dans les cours, dans les creux comme sur les épaules des collines et jusque sur la tête des maisons, partout, les arbres, cyprès, et surtout pins maritimes aux branches si indisciplinées, exécutent avec le bleu du ciel, les oreillers des nuages et l'ocre des architectures, des mariages troublants.

Lorsque nos promeneurs de Rome, un peu fatigués de couvrir les places et les ruelles, décident

de « visiter quelque chose », il y a deux monuments qui les bouleversent plus que tout : le Panthéon et la villa Hadriana de Tivoli. Ce sont justement ces deux merveilles, ces deux miracles, qui sont photographiés de fond en comble, et racontés, et même psychanalysés, dans le livre *Hadrien et l'architecture romaine*. Un livre d'images et d'écriture. Une vraie fête.

Hadrien, qui était né en Andalousie, devint empereur de Rome en 117 de notre ère chrétienne ; il avait quarante et un ans. Rome était alors au comble de son expansionnisme, de l'Angleterre à l'Égypte et du Maroc à l'Arménie.

Peintre, sculpteur, musicien, astronome, astrologue, juriste, théologien, géomètre, médecin et naturellement stratège militaire et politique de premier ordre, Hadrien était avant tout un architecte génial.

Des sorbets pour l'été

Entendons bien qu'il ne s'en tenait pas à « faire construire », comme les autres empereurs, choisissant ceux qu'il préférait, finançant et pressant les travaux — un peu comme François Mitterrand aujourd'hui, toutes proportions gardées. Non, Hadrien créait lui-même les plans, les dessins, les techniques, inventait chaque détail, décidait de tout. Et comme il a été très longtemps absent de Rome, pendant les vingt et un ans de son pouvoir, il n'a pu construire dans sa ville que quatre architectures : un « Temple de Vénus et Rome », dont il reste très peu de chose, son tombeau, que malheureusement les papes ont tout à fait démantelé, défiguré, et qui est devenu le château Saint-Ange, et enfin le Panthéon et la villa Hadriana, qui n'est pas dans Rome, mais près de Rome : Hadrien avait besoin de campagne, de nature, pour créer un chef-d'œuvre mariant les coupes, les arbres, les dômes, les eaux courantes, les arcs, les eaux plates...

Le Panthéon et les architectures les plus sacrées, les plus inspirées, de la villa Hadriana sont en fait des temples métaphysico-astrologiques qu'Hadrien s'est voués à lui-même. Ils se distinguent des temples que les autres empereurs avaient fait élever à leur gloire, d'une part, par leur architecture (jusqu'à Hadrien, c'était une reprise des temples grecs), d'autre part, en ce qu'aucune statue, aucune représentation d'Hadrien, ne figure dans ses temples. Par exemple Nérone, devant sa « Maison dorée », avait fait placer une statue de bronze colossale (36 mètres de haut) représentant le dieu Hélios, mais c'était lui, Nérone. Hadrien, pour faire déplacer un peu cette statue, dut employer vingt-quatre éléments.

Ses propres temples, Hadrien les modula par des coupes, des arcs, immenses, très savants,

alternant les surfaces convexes et concaves. Les prodiges de contre-butement, vrais exploits technologiques, furent permis, entre autres choses, par l'emploi du « béton » romain, mélange de chaux et d'une poudre de roche volcanique des environs de Naples, qui, immerçant pierres ou briques dans des coffrages, autorisait des structures monolithiques vertigineuses, comme celle du Panthéon ou de plusieurs thermes et bâtiments de la villa Hadriana.

Souvent grandes ouvertes sur le ciel, respectant des axes et des distributions théurgiques, tout imprégnées de poésies et de mystères auxquels Hadrien s'était initié en Asie, en Afrique, les splendeurs architecturales du Panthéon et de la villa Hadriana imposent une émotion violente, qui fait que le « dieu » Hadrien est là, invisible et omniprésent, intimement fondu à la lumière, à l'infinité. C'est évidemment plus fort que des statues.

Le livre d'Henri Stierlin fait voir par quelles inventions cachées le dôme du Panthéon a pu résister aux siècles, de même qu'il fait parcourir les kilomètres de voies souterraines par lesquelles les véhicules tractés par deux chevaux allaient et venaient, assurant le ravitaillement, les services, de la villa Hadriana, sans troubler les chants des sources et des oiseaux ou le calme du décor. Il y avait aussi, sous terre, des galeries où l'on stockait, l'hiver, la neige pressée qui permettait de fabriquer, l'été, des sorbets.

Hadrien et l'architecture romaine est illustré par cent trente-cinq photographies en couleurs, merveilleuses, et de nombreux plans, cartes, dessins, qui expliquent le dedans et l'envers des sournoiseries architecturales de l'empereur. C'est imprimé en Suisse, clair et net, entièrement garanti. L'ouvrage est réalisé à Fribourg et édité à Paris, chez Fayot.

MICHEL COURNOT.

Sept collines à pied

LE Tibre est trouble, rageur, on sent que la mer n'est plus loin. Sur la berge large comme une prairie, où des tiges d'un vert tendre ressemblent à des guillemots, une dizaine de garçons s'achète l'école, de l'eau jusqu'au ventre, cherchent des écrevisses.

En face, sur les murs un peu penchés d'un hôpital, des sœurs à coiffe blanche ferment les volets. A la pointe de l'île, sous des citrons, deux charpentiers qui se sont pliés des kèpis dans du journal finissent un bateau, et s'arrêtent de temps en temps pour venir voir le carrelot qu'un monsieur en complet-veston, du haut d'un pilier, remonte vide.

Vous longez les platanes du quai. Autobus, torpédos, scooters vont un train fou, on a du mal à traverser. Sur le trottoir, des pensionnaires mangent des pastèques et crachent les longues graines dans le ruisseau. Vous passez une porte ronde, et voici une place, des fontaines, un obélisque, quatre églises, des lions de pierre, deux parcs suspendus qui vont jusqu'au ciel, des dieux qui ont de grandes barbes et le regard droit.

Les maisons sortent de la couleur des mandarines et portent sur la tête des jardins à climatiseurs avec une maison plus petite, genre garde-barrière, où la servante range peut-être le sécateur et l'arrosage. Tout cela a l'air d'un roman, mais les Romains sont habitués ; en voici deux qui traversent la place au pas de course, poussant un ange de bois noir dans une charrette. Un agent de police, en blanc des pieds à la tête, arrive sur une bicyclette, fait quatre ou cinq haits, et s'en va.

Vous passez à l'ombre. C'est une suite de magasins, étroits, tout en vitres, d'un luxe blême et sans souplesse couleur de cigare, diamants en gerbes, fantaisies fins comme des ci-

gales, broches d'Angleterre. Des hommes rudes, à talons hauts, et des femmes au regard sombre entrent dans des palais dont on aperçoit, là-bas, au-delà du corridor, très loin de la rue, les cours claquantes de soleil, où des gladiateurs s'adossent au tronc des palmiers. La bousculade vous fatigue, vous prenez une rue de traverse, sans trottoirs, où des enfants sages, assis sur d'anciens chevaux de bois, se font couper les cheveux, et vous tombez sur un marché de fenouils, d'oignons, de loupes de mer, sous des parapluies blancs rec-

tangulaires auxquels on accroche, pour avoir plus d'ombre, des couvre-lits usés pleins d'arabesques. Sur les pas d'un pauvre qui vient de ramasser des raisins, vous arrivez devant une fontaine peuplée d'arbres et de chevaux, dont l'eau verte occupe toute une place. A la fontaine, le mendiant lave ses raisins, un jeune homme se rafraîchit la raie dans un petit miroir rond, une fillette en robe de fête, assise sur la margelle, gobe un café. Deux mécaniciens, couchés tout du long sur la pierre, dorment au soleil.

La nurse s'est endormie

Tourne quelque part un orgue de Barbarie, vite et gai. Vous allez à la recherche, vous trouvez un mur jaune immense, qui monte. Plus personne. Il fait incroyablement chaud, l'odeur des pins pousse à la gorge, les antennes (est-ce un de ces insectes ?) A gauche, d'anciens palais où d'anciens montins, on ne sait pas, portes vides, croisées vides, désertes, mais voici de la fraîcheur, une femme qui chante, des fous rires qui cognent à des volets : un lavoir. Les longues chemises blanches des femmes, les chemises roses des maris s'échappent par terre, sur l'herbe et les pierres, piétinées par les poules.

Le mur tourne, il monte encore, et vous avez, à main droite, un escalier. En haut, une place carrée, entourée d'affiches géantes où l'on voit des ordinateurs, des avions, des films, des machines électroniques. Encombrement général : un court-circuit paralyse les trébuchets, qui barrent les rues. Dans sa Cadillac un évêque d'outre-mer ouvre sa montre en or et repose sa tête sur les coussins, l'air rêveur. C'est le moment de traverser. Une flèche, du latin : allons voir.

Le gardien s'endort. Il vous propose dans une timbale un peu d'eau fraîche, puis pousse une grille qui joue de l'harmonium. Nous voici sous terre. Ce sont des galeries, hautes comme des églises, des chapelles, des salles rondes. Quelques femmes en trompe-l'œil. Parfois, au-dessus de la tête, des baies ovales, grillagées, encombrées de miroirs et d'aiguilles de pins, donnent sans doute sur le sol d'un jardin abandonné. On entend à peine les cloches qui annoncent midi.

Dehors il n'y a plus grand monde. Le soleil fait place nocturne. Un inva-

mettre l'œil à la grosse serrure d'un portail de bronze. Qu'a-t-elle vu ? Il y a des chocs clairs de marbre sur des barres de fer. Entre les ruines, vous distinguez, sous une fontaine à grille rouillée couronnée d'un fous-sou point, un homme qui garde un mouton.

Des corridors qui sentent la mousse, des statues d'animaux géants, des escaliers encore : une hauteur. C'est un jardin de dahlias, d'orangers, et toute une basse-cour, silencieuse, affairée, qui s'arrête sur un pied, sur l'autre, devant le porron d'une maison basse inhabité. Un réseau de bois, comme ceux dont on se sert dans les granges, barre une allée. Des buissons de laurier-rose, des pins, et près d'un long cirque de brique une échoppe carrée, à pigeon de zinc, où l'on boit du Coca-Cola. On s'assied.

L'air, les arbres, le ciel, sont d'un calme qui saisi le cœur. Une abeille en vol vient faire des vrilles tout près de vous, vous vous levez, vous traversez des murs tombés, un parc en pente où la mousse s'est endormie près du landau aux hautes roues, vous longez une ferme qui est aussi un convent, un minuscule pont, une haie derrière qui sont alignées de vieilles guimbarde, vous semez, une femme qui serre contre sa poitrine le moulin à café ouvre la porte d'un bois de cyprès, vous passez devant une pyramide grise, grimpez sur un tertre qui domine les tombes, vous avez devant vous des champs de salades, d'anciennes fabriques, toute une campagne dure, et, brisant l'horizon de gauche à droite, mais un peu au-dessus de la terre, une raie blanche qui fait mal aux yeux. La voisine à qui l'on ne pensait plus. La mer.

M. C.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MINAM
Visites animées régulières, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

KANDINSKY, jusqu'au 28 janvier.
MIRO, Les 3 bis, jusqu'au 7 janvier.
DONATION LOUISE ET MICHEL LEIRIS, Collection Kahnweiler-Leiris, 28 rue de Valenciennes, jusqu'au 28 janvier.

HOMMAGE A DANIEL-HENRY KAHNWEILER, surréalisme, édition, dessin, jusqu'au 28 janvier.

ENRICHEMENT DU CABINET D'ART GRAPHIQUE, De Matisse à nos jours, jusqu'au 7 janvier.

PHOTOGRAPHIES CONTEMPORAINES EN FRANCE, jusqu'au 27 janvier.

FATRICK FAIGENBAUM, Salon Photo, jusqu'au 20 janvier.

CCI
DÉCHETS : 1^{er} d'accueillir les visiteurs, jusqu'au 21 janvier.

SIX PHOTOGRAPHES CHEZ LE CORBUSIER, jusqu'au 7 janvier.

BFI
IMAGES A LA PAGE, L'illustration de l'album de France 1954-1984, jusqu'au 7 janvier.

FELIX LOROUX, Entre Grandville et Wells, jusqu'au 7 janvier.

NOUS N'AURONS PAS TOUJOURS CENT ANS, Hommage à Jean Paulhan, jusqu'au 7 février.

QUELS LIVRES POUR NOËL ? Bibliothèque des enfants, piazza, jusqu'au 4 février.

LE CINÉMA CHINOIS, jusqu'au 28 janvier.

AIX-EN-PROVENCE : L'ANNÉE

DES PERCUSSIONS, Photographies, jusqu'au 6 janvier.

OBJETS EN DÉRIVE, Atelier des enfants, jusqu'au 14 h à 18 h. Entrée libre, jusqu'au 31 janvier.

Musées

LE DOUANIER ROUSSEAU, Grand Palais, avenue Winston-Churchill (261-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, de 10 h à 18 h ; samedi, de 12 h à 18 h. Entrée libre.

WATTEAU, 1684-1721, Grand Palais, entrée place Clemenceau (voir ci-dessus). Entrée : 20 F ; samedi : 15 F. Jusqu'au 28 janvier.

L'AGE D'OR DE LA PEINTURE DANOISE, 1800-1850, Grand Palais, place Clemenceau (voir ci-dessus). Jusqu'au 4 mars.

ZHONGSHAN, Tombes des rois oubliés, Grand Palais, entrée place Clemenceau (voir ci-dessus). Jusqu'au 4 février.

PEINTURE, L'autre nouvelle génération, Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower, voir ci-dessus. Entrée : 12 F ; samedi : 8 F. Jusqu'au 7 janvier.

SYMBOLES ET RÉALITÉS, La peinture allemande 1848-1905, Petit Palais, avenue Winston-Churchill (265-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 13 janvier.

DESSINS FRANÇAIS DU XVIII^e siècle, Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Janvier (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 15 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 28 janvier.

AMÉNAGEMENT DU GRAND LOUVRE, Etat actuel du projet. Orangerie des Tuileries, entrée côté Seine (265-99-48). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.

DIDEROT ET L'ART DE BOUCHER, A. David, les Salons 1789-1791, Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti (329-12-48). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier.

TAROT, Jeu et magie, Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (32-83). T.l., de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 13 janvier.

JEAN HÉLION, Rétrospective, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-37). Sauf

lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F. Jusqu'au 13 janvier.

LUCIEN CLERGUE, Rétrospective, jusqu'au 7 janvier. — **HELMUT NEWTON**, jusqu'au 27 janvier. **PARIS-MATCH**, 60 photos qui racontent aussi l'histoire, jusqu'au 6 janvier. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

NEW YORK, Albums et estampes : 5/5 **FIGURATION LIBRE** FRANCE/USA, Arc au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 février.

DONATION REDON-TOULOUSE-LAUTREC, la herminette de la Geste et l'art du vannier - ASPECTS DE L'ART EN TERRE D'ISLAM, Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.

LE CIRQUE ET LE JOUET, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 28 janvier.

PERMANENCE DE L'ORFÈVRE FRANÇAIS, Collections du musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli - La médaille d'or et l'histoire des médailles, Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 janvier.

30 ANS DE PHOTOGRAPHIE PUBLICAIRE AU JAPON - MAGGI KUB PUE, Centre des arts de la publicité, Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 21 janvier.

RIPOLYTE, AUGUSTE ET PAUL FLANDRIN, Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (234-23-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; mardi jusqu'à 22 h. Entrée : 12 F ; sam. : 8 F (gratuite le 25 janvier). Jusqu'au 10 février.

EUGÈNE DELACROIX, Dessins inédits de musée du Louvre, Musée Delacroix, 6, rue de Valenciennes (334-04-37). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 6 F ; samedi : 3 F. Jusqu'au 25 février.

LA PHOTOGRAPHIE CRÉATIVE, Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau

(233-42-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 20 janvier.

L'AFFICHE D'OPÉRA, Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier.

HENRI CARTIER-BRESSON, Paris à vue d'œil, Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 6 janvier.

GENIAUX-ATGET-VERT, Petite médaille et types parisiens vers 1900, Musée Carnavalet (voir ci-dessus). Jusqu'au 13 janvier.

LUTÈCE-PARIS DE CÉSAR A CLOVIS, Musée Carnavalet (voir ci-dessus). Jusqu'à fin mars.

VOYAGE IMAGINAIRE, Itinéraire photographique de M. Delaborde, Musée Beau-Séjour, 16, rue Chaptal (874-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 13 janvier.

JEAN HUGO, costumes pour Phœnix qui rit, Musée de Victor-Hugo, 6, place des Vosges (272-65-55). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

DE LA MODE ET DES LETTRES, Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie (720-82-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F. Jusqu'au 14 avril.

APRÈS LA PLUIE, LE BEAU TEMPS, La météo, Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Maréchal Goya (105-15-10). Du mercredi au samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 23 février.

LOUIS THOMAS-DHOUST, Sculptures, Musée Bricard, 1, rue de la Porte (277-79-62). Jusqu'au 3 janvier.

CINÉASTES, Photographies de Carlo Pirola, Musée du cinéma, palais de Chaillot, place du Trocadéro (533-21-86). Sauf lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h (277-79-62). Jusqu'au 13 janvier.

L'ARCHITECTURE ET L'EAU, Musée des monuments français, palais de

Le Monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

150 000 000

Le Monde

société

Le noir et le blanc

(Suite de la première page.)

Les deux auteurs insistent, à juste titre, sur le facteur religieux qui distingue l'immigration actuelle de toutes les vagues qui l'ont précédée, mais pour en tirer des conclusions diamétralement opposées. Pour la première fois, en effet, le système d'intégration de cette France profondément assimilationniste ne fonctionne plus. Le prix à payer pour s'insérer dans la communauté nationale a toujours été celui de l'adoption du modèle culturel dominant. Or, la plupart des étrangers actuels viennent d'une autre culture et veulent « garder leur identité ».

Alain Griotteray n'y va pas par quatre chemins. Pour lui, les immigrés doivent choisir entre l'assimilation, avec tout ce qu'elle implique - c'est-à-dire « la perte de la langue et de la culture » d'origine - ou le retour au pays. Des mesures draconniennes (notamment sur l'aide sociale) sont proposées par l'ancien député pour faire appliquer ce principe, car « ce n'est pas en apportant notre nationalité sur un plateau à tout un chacun, y compris à des incriminés, des délinquants ou des chômeurs professionnels, que nous réglerons les problèmes ». En somme, la nationalité française est la seule

porte d'admission dans la communauté nationale ; elle se mérite et il faut montrer cette blanche pour l'obtenir.

Bernard Stasi abonde dans l'autre sens. L'islam, remarque-t-il, est devenu la deuxième religion de France. L'Etat ne peut plus réduire au domaine privé les croyances religieuses qui déterminent tout un mode de vie. Le vice-président du CDS adhère totalement à la remarque judicieuse de l'historien Pierre Chénou : « Si l'on veut effectivement intégrer les jeunes musulmans dans la société française, il faut leur permettre de s'ancrer tout d'abord dans leurs traditions d'origine. Il faut construire en France, pour eux, des mosquées et des écoles coraniques ». De quoi faire bondir Alain Griotteray, pour qui l'islam est « une religion conquérante », capable de réduire l'Hexagone à « une mosaïque », « un puzzle », après mille ans d'histoire, les quarante rois qui ont fait la France et les deux siècles de jacobinisme républicain.

Bernard Stasi se prive d'un argument de poids en n'insistant pas sur le caractère tout-à-fait prédominant de la culture française. Face à elle, en effet, il n'existe pas une culture immigrée : chaque groupe de population étrangère a ses coutumes, distinctes de celles du voisin. En outre, ces groupes sont eux-mêmes divisés : un fils de Maghrébin qui fréquente l'école française depuis sa plus tendre enfance est souvent plus proche de ses camarades que de ses propres parents. Enfin, ces cultures immigrées ne se « chocquent » pas à armes égales avec la culture française puisque leurs membres appartiennent à des catégories défavorisées.

A l'opposé des Etats-Unis, où les immigrants venaient d'horizons sociaux très divers, la plupart des Maghrébins de France ne sont même pas issus de la classe ouvrière. C'est une élite de jeunes diplômés, au bout de vingt ou de vingt-cinq ans, très peu d'entre eux ont réussi à se hisser dans l'échelle sociale. Ils n'ont

pas d'écarts, pas de modèles, pas de visibilité reconnue. Ils vivent dans des ghettos culturels, et leur culture est refoulée, donc menacée... ce qui devrait rassurer Alain Griotteray, qui a au moins le mérite de soulever la question sans hypocrisie.

Chacun des deux auteurs propose une initiative politique nationale pour s'attaquer au problème. Faut-il s'étonner que ce ne soit pas la même ? Alain Griotteray réclame un référendum, alors que Bernard Stasi plaide pour un programme plurinouvel d'insertion des immigrés qui associerait majorité et opposition. « Un assez large consensus existe, écrit-il, en dehors des irresponsables et des excités de tous bords. » Aucun nom n'est cité...

ROBERT SOLÉ.

* L'Immigration : une chance pour la France, de Bernard Stasi, éditions Robert Laffont, 184 pages, 65 F.

* Les Immigrés : le choc, d'Alain Griotteray, éditions Plon, 176 pages, 85 F.

LES PRUD'HOMMES DE NICE APPROUVENT LA RÉVOCA- TION DU SOUS-DIRECTEUR DE LA CAISSE D'ASSU- RANCE-MALADIE

(De notre correspondant.)

Nice. - Le conseil des prud'hommes de Nice a estimé « fondée et légitime » la révocation du sous-directeur de la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) des Alpes-Maritimes, M. Jean-Baptiste Pisano, inculpé dans l'affaire de faux devis et révoqué par le conseil d'administration de l'établissement pour « fautes lourdes » le 26 juin 1984 (le Monde des 10, 19-20 août et 3 septembre 1984). Ce dernier a été condamné à verser le franc symbolique de dommages et intérêts à la CPAM et à restituer l'intégralité des salaires perçus depuis le 27 juin 1984, quelque 100 000 francs.

Le conseil des prud'hommes souligne que la décision du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, qui avait annulé la révocation du sous-directeur en raison de son « caractère illégal », était intervenue hors délai et qu'il y avait donc lieu de considérer comme seule valable la décision du conseil d'administration du 26 juin 1984. - M. V.

Les réactions après la libération de Toumi Djaldja

Après la grâce accordée à Toumi Djaldja par le président de la République, la Ligue nationale contre le crime et pour l'application de la peine de mort a déclaré : « Cette grâce étonnante est un camouflet pour la magistrature, la police, des emprisonnés bien moins coupables, qui n'ont sans doute que la tare d'être de souche française ».

Pour sa part, le Front national, après avoir qualifié de « scandaleuse » cette mesure, s'interroge : « Comment accroître la sécurité, écrit-il dans un communiqué, quand le président de la République lui-même donne le mauvais exemple ? » Selon le mouvement de M. Jean-Marie Le Pen, « celui qui se conduit en fait comme chef de parti socialiste manifeste une préférence pour ce genre de délinquance (...) mais le Front national préfère les policiers et les victimes aux truands et aux délinquants ».

De son côté le pasteur Jean Costil, qui, avec le Père Christian Delorme, a apporté son soutien à Toumi Djaldja, a déclaré, nous signale notre correspondant : « C'est une nouvelle excellente qui va dans le sens de la main tendue lors de la marche contre le racisme en 1983. C'est une réponse de plus en contrepoint à cette France frileuse et un peu raciste qui fait de l'immigration

le bon émissaire de la crise. Il est nécessaire d'inscrire dans l'histoire des contre-pouvoirs de cette sorte ».

Pour sa part, M. Marcel Houel, maire (PC) de Vénissieux, tout en relativisant l'influence de SOS-Mingettes sur les jeunes du quartier, a estimé que la grâce de Toumi était « une bonne chose, de nature à calmer les esprits, car ce garçon était un temporisateur dans le quartier ».

Enfin, M. Bernard Stasi, député UDF-CDS, maire d'Épernay (Marne), estime que la mesure prise par M. Mitterrand en faveur de Toumi Djaldja est une « grâce politique » et ajoute que « cette libération peut contribuer à apaiser les esprits ». Évoquant la montée du racisme, il met en cause M. Le Pen et ses amis, qui « contribuent à passionner le débat », et se déclare « partisan d'une solution d'intégration des immigrés dans la communauté française ».

De son côté, l'Association professionnelle des magistrats fait part de sa « stupeur » et considère la mesure présidentielle comme « un désaveu insupportable à l'encontre des juges et à l'encontre d'une décision de justice qui vient à peine d'être rendue ».

La deuxième grâce

Grâce par le président de la République en même temps que Toumi Djaldja (nos dernières éditions). M^{me} Arbia Gharbi, une Tunisienne âgée de trente-quatre ans, mère de cinq enfants, dont l'aîné a aujourd'hui quinze ans, a été libérée après la prise de Chambéry (Savoie) le lundi 24 décembre.

Elle y avait été incriminée le 13 mai 1981, presque un mois après avoir tué son mari, Hamoud, à leur domicile de Chambéry, lors d'une dispute conjugale plus violente que les précédentes. Après le meurtre, effrayé par son geste, M^{me} Gharbi avait tenté, avec son frère Jellidine, un jeune homme d'une vingtaine d'années, de faire disparaître le corps en le brûlant dans la baignoire. Les deux complices avaient ensuite placé les restes à demi carbonisés d'Hamoud dans une malle, et classé

celle-ci dans un placard. Puis le frère s'était enfui à l'étranger et le meurtre avait pu se poursuivre sans être découvert. Ce n'est que la presse a bientôt appelé « la malle sanglante de Chambéry ».

En décembre 1982, le cour d'assises de Grenoble (Isère) condamne M^{me} Gharbi à dix ans de réclusion criminelle pour « homicide volontaire et meurtre de cadavre ». Une polémique avait éclaté lors du procès, qui avait opposé M^{me} Gharbi, choisie par l'accusé, à deux avocats grenoblois, M^{rs} Bernard Ripart et Marie Mandroux, ces deux derniers reprochant à leur concurrent parisien de s'être approprié, en usant de sa qualité de député de l'Isère, un dossier qui leur avait été confié (le Monde des 14 et 18 décembre 1982).

Tuer des baleines est vital pour les Japonais...

De notre correspondant

Tokyo. - Merlans et saumons d'Alaska contre baleines et cachalots nippons, coups de filets contre harpons et droit de pêche contre cause perdue. La lutte fut chaude, mais inégale. Les premiers l'ont emporté, ou presque. Contre des espèces dites « en voie de disparition », le Japon ne renoncera pas immédiatement ses harpons, mais, cédant aux pressions, son gouvernement a accepté de taire pour le moment ses objections au verdict de la Commission baleinière internationale interdisant la chasse aux cétacés à partir de 1985. Les baleiniers japonais crient à l'ingérence étrangère, à l'assassinat de leur industrie et de leurs mœurs. On parle même ici de « culture en danger ». Pour leur part, Greenpeace et d'autres associations de protection de la nature dénoncent la poursuite du massacre.

En effet, si les Japonais, jusqu'ici insensibles aux arguments de type moral ou statistiques sur la détermination des espèces, ont finalement cédé, ils gagnent du temps grâce à l'administration Reagan. Celle-ci, pour contraindre Tokyo à prendre des engagements, a brandi un gros bâton d'un côté, mais de l'autre, elle a offert une carotte de consolation.

Le bâton, c'était la menace d'une réduction de 50 %, voire de l'annulation des quotas de

pêche japonais dans la zone maritime américaine. Or, dans ce cas, comme dans celui de l'accès aux eaux souveraines, il s'agit pour la flotte de pêche japonaise, la première du monde, d'une question vitale (elle ne risque pas les mêmes pressions de Moscou, l'URSS restant, avec le Brésil et le Japon, l'un des trois grands pays baleiniers). La carotte, finalement préférée, est venue sous forme d'un accord nippon-américain autorisant le Japon à tuer encore mille deux cents baleines et cachalots entre 1984 et 1985, sans risque de sanctions. Pragmatique, ce compromis n'en contrevient pas moins à la décision de moratoire de la Commission internationale, et aussi à la législation américaine.

Première du monde, la flotte japonaise a pêché en 1983 quelque 12 millions de tonnes de poisson, soit environ 15 % du total mondial. Le chiffre d'affaires de l'industrie était l'an dernier de 12 milliards de dollars. Elle emploie plus de 220 000 personnes.

Par comparaison, l'industrie baleinière est une goutte d'eau (sanglante) dans une mer d'émotions et d'intérêts contradictoires. Pour en satisfaire certains, plutôt que d'autres, elle est aujourd'hui mise en surré.

R.-P. PARINGAUX.

Le Paris-Dakar mobilisé pour rechercher deux lycéens d'Amiens

Amiens. - Les concurrents et accompagnateurs du rallye Paris-Dakar, dont le départ sera donné le 1^{er} janvier à Versailles, vont recevoir le portrait de deux lycéens amiénois, François-Xavier Vignand, dix-neuf ans, et Olivier Bourges, dix-huit ans, partis en vacances en Afrique l'été dernier et dont on a perdu la trace, le 4 août à Gao (Mali). Toutes les

recherches entreprises jusqu'à présent sont restées vaines. Les compétiteurs du Paris-Dakar auront à charge, avec l'accord des organisateurs, de distribuer des tracts, rédigés en plusieurs langues et comportant les photos des deux jeunes gens, entre Tannanarive (Algérie), où les deux lycéens devaient se rendre ensuite, et Gao. - (Corresp.)

Pour le PCF à Paris

LA SURVEILLANCE
ÉLECTRONIQUE
NE REMPLACE
PAS LE CONCIERGE

Plusieurs milliers de Parisiens habitant dans les HLM de la ville n'ont plus de gardiens d'immeubles. Une soixantaine de loges ont été fermées au cours de ces dernières années et, dans les constructions neuves, on installe des appareils de surveillance électronique. Dans les grands ensembles qui disposaient, jusqu'à présent, de plusieurs concierges, la tendance est à la suppression des loges dites secondaires pour n'en conserver qu'une seule. Cette restructuration devrait entraîner la disparition de deux cents gardiens dans les années à venir. Motif invoqué : les économies ainsi réalisées permettent de maintenir les loyers à un niveau supportable.

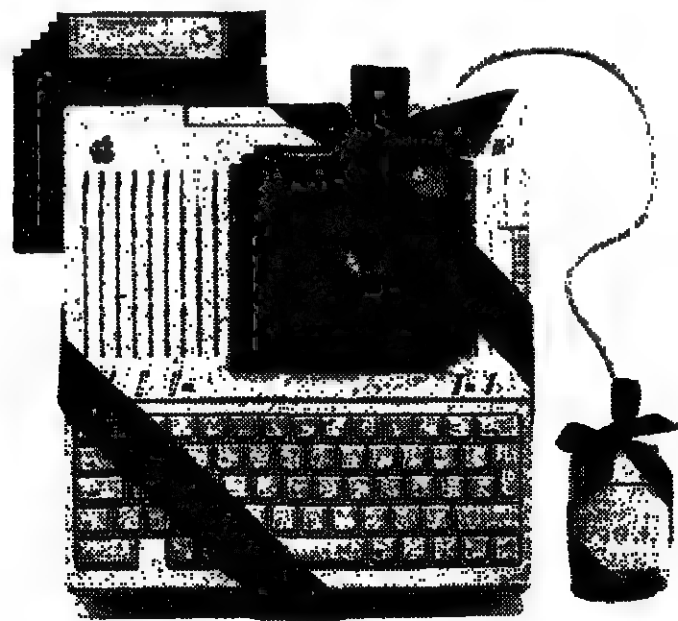
Un certain nombre d'élus de la capitale se sont émus de cette situation. M. Henri Malberg, président du groupe communiste au Conseil de Paris, a qualifié cette orientation de « complètement régressive ». « L'absence de gardien, fait-il observer, entraîne des dégradations dans les parties communes des immeubles. Cela coûte cher. Les concierges sont un élément de sécurité. Ils empêchent souvent que de petites délitesses deviennent de grosses affaires. Enfin, ils contribuent à la vie collective des immeubles et facilitent les relations humaines dans cette ville de solitaires qu'est devenue Paris ».

Selon M. Malberg, il ne faut pas se laisser abuser par l'« illusion électronique ». Une machine ne remplace pas un homme. Et de citer l'exemple du métro, où l'on avait cru opportun de remplacer le personnel des stations par des caméras et des téléphones d'alerte. L'expérience s'est révélée désastreuse. Dans des dizaines de stations, la RATP réinstalle des employés.

M.A.R.

EDEN 30, avenue George V - 75008 Paris Tél : 723.50.10.
LE PARADIS DE LA MICRO-INFORMATIQUE

Cette année, le Père Noël n'est pas une ordure.



Un Apple® IIc, une souris et 3 logiciels
pour 12 985 F (prix conseillé), ou 600 F par mois*

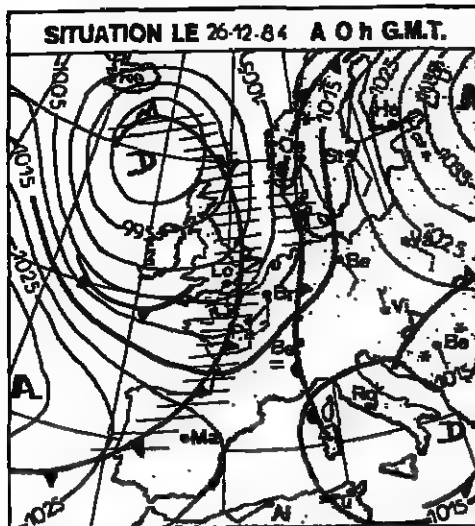
Jusqu'à épuisement du stock. *Après un versement comptant de 245 F correspondant à la mensualité de 600 F au T.V.A. de 24,70% après acceptation du crédit par CITELM. Remise en vigueur octobre 84 - Assurance V.I.M. facultative en sus. Les mensualités sont calculées en tenant compte d'un financement initial 30 jours avant la première échéance. Taux : 12,67% 28 mensualités de 600 F. Coût total du crédit 3.285 F. Coût total de l'achat à crédit : 15.801 F.



150

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps prévu en France entre le mercredi 26 décembre à 0 heure et le jeudi 27 décembre à 24 heures.

Confirmation d'une situation hivernale qui s'installe sur la France. De l'air froid instable gagnera notre pays tandis qu'une situation dépressionnaire marquée va se développer en Méditerranée occidentale dirigeant un temps exécrable sur l'extrême sud-est.

Jeudi : Le temps sera couvert et nuageux en Lorraine, Alsace, Franche-Comté, Alpes et près des Pyrénées. Au cours de l'après-midi, des chutes de neige des Vosges au nord des Alpes mais le ciel restera gris.

De la Provence et de la Côte-d'Azur à la Corse, nuages et pluie sévère toute la journée. L'après-midi se lévera un vent d'est pénétrant.

En Languedoc-Roussillon le ciel sera changeant avec un vent de nord-ouest modéré.

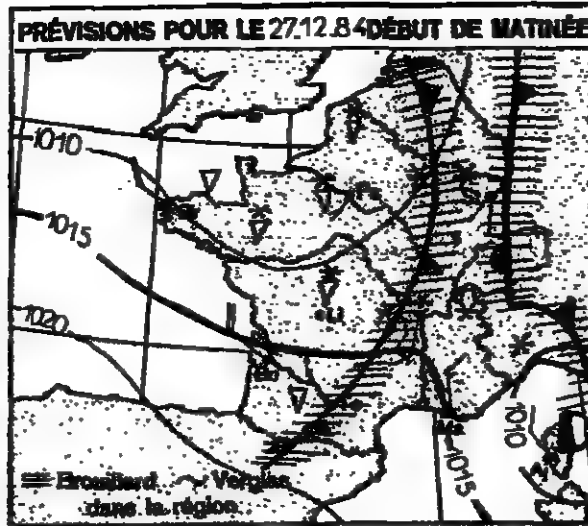
Partout ailleurs c'est un temps capricieux : courtes éclaircies alternant avec des averse de pluie froide mêlée de grésil ou de neige même en plaine. Arrêt des averse l'après-midi en Bretagne et Vendée mais le ciel se couvrira.

Les températures ne seront pas très élevées : 0 à -3 degrés centigrades dans l'intérieur (-3 à -6 degrés sur les sols enneigés) ; 3 à 5 degrés près des côtes.

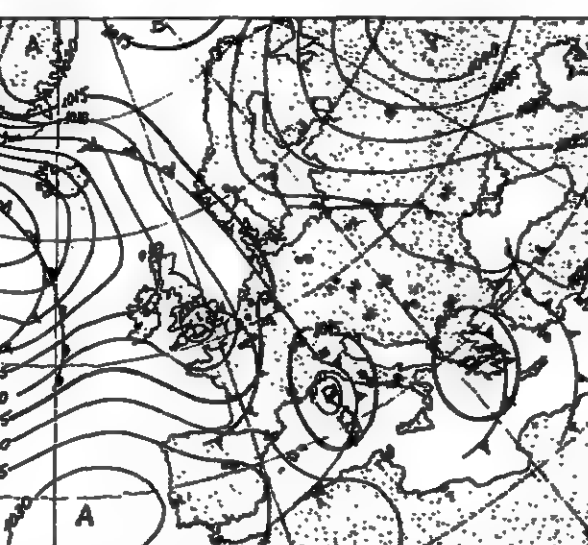
Au meilleur moment de la journée il ne fera guère plus de 3 à 5 degrés sur la moitié nord, 7 à 10 degrés sur les régions méridionales.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 26 décembre, à 7 heures, de 1 008,8 millibars, soit 756,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 décembre ; le



PRÉVISIONS POUR LE 27 DÉCEMBRE À 0 HEURE (GMT)



second, le minimum de la nuit du 25 au 26 décembre) : Ajaccio, 8 et 1 ; Biarritz, 10 et 7 ; Bordeaux, 8 et 5 ; Bourges, 5 et 3 ; Brest, 11 et 3 ; Caen, 7 et 3 ; Chambourg, 8 et 1 ; Clermont-Ferrand, 5 et -1 ; Dijon, 4 et -2 ; Grenoble-St-M.-H., 6 et -2 ; Grenoble-St-Geoirs, 2 et -4 ; Lille, 7 et 4 ; Lyon, 4 et -2 ; Marseille-Mariannes, 9 et -2 ; Nancy, 3 et -2 ; Nantes, 9 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 8 et 3 ; Paris-Montsouris, 8 et 4 ; Paris-Orly, 6 et 3 ; Pau, 10 et 2 ; Perpignan, 9 et 4 ; Rennes, 8 et 4 ; Strasbourg, 3 et -2 ; Tours, 7 et 4 ; Toulouse, 8 et 1 ; Pointe-à-Pitre, 26 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 8 ; Amsterdam, -3 et -2 ; Athènes, 15 et 7 ; Berlin, -1 et -3 ; Bonn, 6 et -2 ; Bruxelles, 6 et 3 ; Le Caire, 20 et 12 ; Les Canaries, 22 et 16 ; Coppenhague, 2 et 0 ; Dakar, 22 et 18 ; Djakarta, 16 et 9 ; Genève, 4 et -3 ; Istanbul, 11 et 9 ; Jérusalem, n.c. ; Lisbonne, 13 et 9 ; Londres, 8 et 1 ; Luxembourg, 3 et -1 ; Madrid, 8 et 1 ; Montréal, -3 et -13 ; Moscou, -15 et -20 ; Nairobi, 25 et 16 ; New-York, minimum -3 ; Palma-de-Majorque, 10 et 1 ; Rio-de-Janeiro, 26 et 22 ; Rome, 9 et -1 ; Stockholm, 3 et -1 ; Téhéran, 14 et 0 ; Tunis, 13 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel daté lundi 24, mardi 25 mercredi 26 décembre :

UNE LOI

• Autorisant la ratification d'un protocole additionnel à la convention de coopération monétaire entre les Etats membres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) et la République française du 23 novembre 1972.

DES DÉCRETS

• Relatif aux sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions du code des assurances concernant la présentation d'opérations d'assurance ou de capitalisation.

• Relatif à la participation des porteurs de titres de capitalisation aux bénéfices des entreprises pratiquant des opérations de capitalisation.

DES ARRÊTÉS

• Portant majoration du taux des intérêts des dotations en capital consenties à l'électricité de France.

• Relatif aux conditions d'utilisation sur le territoire douanier, de certains moyens de transport acquis au profit de l'exportation par des non-résidents.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 28 DÉCEMBRE

- Saint-Germain-des-Prés, 11 heures, façade de l'église, M^{me} Allaz.
- Le musée postal, 15 heures, 34, boulevard de Vaugirard M^{me} Allaz, (Caisse des monuments historiques).
- Plopus, 14 h 30, métro Nation, sortie rue Dorian (M. Banaassat).
- Le "De la Cité", 14 h 30, métro Cité (Les Filanciers).
- L'Opéra, 14 h 30, entrée (P. Y. Jassat).
- Le quartier de l'Horloge, 15 heures, 1, rue d'Arcole (Paris astro-fé).
- La cathédrale russe de Paris, 15 heures, 12, rue Dura (Paris et son histoire).
- Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
- Watusu, 16 heures, Grand Palais (Visages de Paris).

DOCUMENTATION

« L'ANNUAIRE DU POUVOIR »

• L'Annuaire du pouvoir, édition 1985, vient de paraître. Cette quatrième édition, mise à jour en août dernier, présente les 9 500 responsables de la France d'aujourd'hui dans la politique, l'économie, les affaires et la communication.

Nouveauté cette année : l'annuaire donne l'âge, la formation et les coordonnées personnelles des dirigeants de la France de 1985 et apporte des informations plus complètes sur les rédactions des grands journaux, les ambassades ou les tribunaux de commerce.

• 1 890 p., 1 350 F. Groupe Expansion, 67, avenue de Wagram, 75017 Paris.

JEUNES

« Le Journal des enfants »

Depuis le mois de novembre, les enfants d'Alsace ont leur propre journal, le Journal des enfants, un supplément hebdomadaire au quotidien l'Alsace, vendu séparément en kiosque au prix de 2 F, ou bien par abonnement. Avant Noël, ceux de Franche-Comté auront également le leur et - qui sait ? - si les études demandées par le directeur de la publication, M. Gilbert Klein, et le directeur de la rédaction, M. Jean-Marie Haefliger, de l'Alsace s'avèrent positives les plus de huit ans, dans d'autres régions, pourront à leur tour acheter « leur » journal. Leur qu'il en soit les demandes arrivent déjà des quatre coins de la France.

A l'origine de cette initiative une jeune femme qui, étant encore pour quelques semaines attachée de presse dans une administration, préférait utiliser le pseudonyme de Béatrice d'Irube. Intéressée par les enfants et constatant que ces derniers regardent de plus en plus les journaux télévisés, elle a eu envie de créer un journal qui leur permettrait de mieux comprendre ce qu'ils voient et entendent ou peut-être.

Béatrice d'Irube reconnaît que c'est grâce à un journaliste de « FR 3 Alsace », M. Ronald Sainsauveur, que l'idée a pu se concrétiser dans un vrai projet avec une maquette convaincante pour la direction du quotidien l'Alsace.

Cette dernière, ouvrant régulièrement ses colonnes aux jeunes, n'a pas longtemps hésité. Six mois après la visite de Béatrice d'Irube, le premier numéro zéro est sorti. Et, fin octobre, le lancement commençait, progressivement, méthodiquement, édition par édition. Pendant deux semaines le Journal des enfants a été distribué gratuitement en en-

Langage simple

Il y a beaucoup de demandes d'enfants de coopératives scolaires, d'instituteurs, mais aussi d'adultes qui expliquent que, « n'ayant pu faire de longues études », ils trouvent enfin un journal qui leur est accessible !

Le journal est composé de quatre pages, temps de concentration maximum pour des enfants à partir de huit ans, explique Béatrice d'Irube. Le langage simple irrite parfois « à l'approche du langage parlé il peut étonner, mais lorsque l'on demande à ceux qui critiquent ce « simplisme » de prendre la plume, il se rendent compte très vite que ce n'est pas facile. Pour nous faire comprendre nous devons redécomposer tous les raisonnements comme lorsque l'on programme un ordinateur. Il faut partir de la base, car l'enfant n'a pratiquement pas d'acquis. Nous devons donc tout lui expliquer ».

Le Journal des enfants est présenté comme un vrai journal avec cependant de gros caractères pour rendre la lecture plus facile, et une large place à la couleur. Trois informations rouges, bleues, vertes, encadrées multicolores, cartes simples. La première page compte toujours un petit éditorial sur l'actualité, un titre de politique internationale, de politique in-

« Le Journal des enfants »

ternationale, rarement une affaire régionale (ce qui concerne la région occupe toute la page 3), et, de temps en temps, un fait divers. Les faits divers ont provoqué de grosses discussions, explique Béatrice. Faut-il en parler ou non ? J'ai tenu à faire un petit article sur l'assassinat de Grégory car les enfants en ont, de toutes façons, entendu parler à la radio ou à la télévision. Il fallait donc leur donner un minimum d'information et je crois que les enfants ne doivent pas ignorer ce qu'on peut s'attendre à voir.

La dernière page étant consacrée à la détente avec des jeux, des programmes de télévision, des blagues, des dessins, le courrier... il ne reste en fait que trois pages pour donner l'information. « Pour ma sélection l'essai de ne retenir que ce que l'on ne peut pas ignorer dans l'actualité de la semaine ».

Une fois l'événement raconté, Béatrice essaie de répondre aux questions que peuvent se poser les enfants. Par exemple, pour la Nouvelle-Calédonie il y a eu une carte, un bref historique en encadré pour rappeler le rôle de la France, et, bien sûr, dire ce qu'il se passe : qui se bat, contre qui, pourquoi, etc.

« Nous ne pensons pas qu'il faille prendre parti. Nous aidons à faire comprendre l'information. Mais, surtout, nous prenons les enfants au sérieux et nous les voyons. Apparemment, les petits Alsaciens suivent cette façon de faire, à lire le courrier enthousiaste qu'ils envoient à Béatrice ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

★ Le Journal des enfants, L'Alsace, 25, avenue Kennedy, 68053 Mulhouse Cedex, actuellement en vente le samedi (le mercredi à la mi-janvier). Prix : 2 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3869

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Monture de gendarme. - II. Si le bâtiment va, il y est grandement pour quelque chose. - III. Tel un homme satisfait après s'être montré patient. Subdivision du krona à Landskrona. - IV. Négation. Ennemi des demi-mesures. - V. Au Pays-Bas ou en pays noir. Moyen de communication entre clans. - VI. On le tape quand il est fauché. Note. - VII. Truisme d'une couronne éphémère. - VIII. Ni vu ni connu. Va souvent au tapis mais n'est pas battu pour autant. - IX. Distribue des fleurs ou récolte de l'oeille. Furent plus d'une fois battus dans la campagne des Flandres. - X. Abrévié des originaux. - XI. Menaces en l'air. Rebattu.

VERTICALEMENT

1. Pleine époque des fleurs de lis. Article de presse. - 2. D'une classe dans laquelle figure communément les cracks et les aces. Veto britannique. - 3. Dans un vieux refrain où l'aventure est présente. On la corrige ou la subit. - 4. Se mettre à la page. Senteur marine. - 5. Pousse agressive de certaines plantes ou se tire avec soulagement d'une satire. Note. Un à Coubertin ou à Longchamp. - 6. Possessif. Certains patients s'imaginent qu'ils sont plus souvent la mouche. - 7. Un ami à moi. Signe musical. - 8. Directeur d'un important cercle familial. Frères jumeaux. - 9. Il est facile de les trouver en cherchant. Coupe de main prenant la victime à revers.

Solution du problème n° 3868

Horizontalement

I. Curieux. - II. Urinal. Ou. - III. Lis. Utile. - IV. Ou. UDR. Et. - V. Tonnée. - VI. Le. Rho. - VII. Armoiries. - VIII. Brea. - IX. Tard. Pies. - X. Emir. Bl. - XI. Silex. Rex.

Verticalement

1. Culot. Antes. - 2. Urinoir. Ami. - 3. Ris. Nombri. - 4. In. Un. Ordre. - 5. Eau. Derr. - 6. Ultra. Rap. - 7. Uri. - 8. Olé. Hécathe. - 9. Dactes. Six.

GUY BROUTY.

CARNET DU Monde

Décès

• M. et M^{me} Charles Zolwer, Laurent, Olivier et Marine, ont le regret de faire part du décès de leur père et grand-père.

M. Jean BEAUSSIER, président d'honneur de l'Association internationale d'orientation scolaire et professionnelle.

survécu à Londres, le 15 décembre 1984.

L'inhumation a eu lieu le 19 décembre, dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt.

• Thomas Cantégrit, M^{me} Pierre Cantégrit, M. et M^{me} Jean-Pierre Cantégrit, Anne et Carole, M. et M^{me} Aline Cantégrit, et Yann.

M^{me} Brigitte Massot, Stéphane, Isabelle et Eléonore, M. et M^{me} Martin Cantégrit, et leur fille Catherine.

M^{me} Claude Montil, ses fils, mère, frères, sœurs, belles-sœurs, neveux et nièces.

Les familles Cantégrit, Dupond, Lamare, Giraud du Poyet, ont la grande douleur de faire part du décès.

M. Bertrand CANTÉGRIT,

survécu accidentellement dans sa trente-septième année, le 21 décembre 1984.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Port-d'Envaux (Charente-Maritime), le vendredi 28 décembre, à 15 h 30.

Priez pour lui.

Cet avis tient lieu de faire part.

• M^{me} Pierre-Saint Carnot, son épouse,

M^{me} Sylvie Carnot, sa fille et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre-Saint CARNOT,

survécu à Paris le 21 décembre 1984.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Martin-de-Nolay (Côte-d'Or), le jeudi 27 décembre 1984, à 14 h 30.

• M. et M^{me} Spiré et leurs enfants, M. et M^{me} Drillech, ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{me} Eugénie DRILLECH, née Pannecou,

leur mère, grand-mère et belle-mère. Les obsèques auront lieu jeudi 27 décembre 1984, à 14 h 30, au cimetière de Bagneux, sans fleur, ni couronne.

Cet avis tient lieu de faire part.

• Nous apprenons le décès, survenu le 22 décembre à Hyères (Var), de

M. Marcel GUILLOT, compagnon de la Libération,

dont les obsèques auront lieu le 27 décembre, à 10 h 15, en l'église Saint-Louis d'Hyères.

[Né le 14 mars 1914 dans le Rhône, Marcel Guillot s'engage en 1936 à la Légion étrangère au sein de laquelle il participera à tous les combats de la France libre. C'est ainsi qu'il participera aux opérations de Narvik, en Norvège, de 1940, et de Dakar avant de prendre part aux campagnes du Gabon, de l'Erythrée, de la Syrie et de la Libye. Avec le troisième demi-brigade de Légion étrangère, il continuera ses victoires de Bir-Hakeim et El Alamein en 1942 contre les divisions blindées du maréchal Rommel. Il participera aux campagnes de Tunisie, d'Italie et du débarquement en France. Sous-lieutenant à la troisième demi-brigade, il sera fait compagnon de la Libération en 1944. Après la guerre qu'il conclut avec le grade de capitaine, Marcel Guillot dirige, à la Réunion, une compagnie d'import-export jusqu'à sa retraite, qu'il a eue prise en 1967.]

On nous prie d'annoncer le décès

le 17 décembre 1984 à Mauthagen de

M. Louis LEROY, ingénieur ENSAM ESSE, ancien directeur technique à la Société Jeumont-Schneider. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité au temple protestant de Mauthagen, le 21 décembre.

De la part de sa famille, de ses proches et de ses amis.

56, Le Vauban (A), La Croix-de-Mons, 59600 Mauthagen.

• Leon.

M^{me} Guy Malines, son épouse, M. et M^{me} Didier Quenon, ses enfants, Hervé et Arnaud, ses petits-enfants, toute la famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy MALINES, chef de la Légion d'honneur, ancien préfet, trésorier-payeur général honoraire,

survécu à Laon, le 23 décembre 1984, dans sa soixante-seizième année, un des sacrifices de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale de Laon, le vendredi 28 décembre 1984, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire part.

• M^{me} Jan Polak,

ses enfants, ses petits-enfants, et son arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jan POLAK,

ancien conseiller à l'ambassade de Pologne, ancien professeur au lycée polonais de Paris, croix de combattant 1939-1945, médaille de combattant volontaire de la Résistance, médaille de déporté de la Résistance, grand officier de la Médaille commémorative française de la guerre 1939-1945, croix en or du Mérite polonais, croix de la Résistance polonaise en France, croix du Mérite pour services rendus aux résistants combattants polonais, survécu le 21 décembre 1984 à Paris.

Une messe sera célébrée à sa mémoire à l'église polonaise de la rue Saint-Honoré à Paris, le 3 janvier 1985, à 18 h 10.

L'inhumation aura lieu en Pologne.

LA SEMAINE DE LA BONTÉ

(Reconnue d'utilité publique) CAS n° 16

Cette jeune fille de seize ans montre une aptitude particulière pour le dessin chimique, est élève au lycée polonais de Paris, et peut payer la scolarité. On lui a conseillé de faire de la même son métier à l'issue de sa scolarité. Une école spécialisée lui a ouvert ses portes, mais les frais de scolarité sont élevés : plus de 10 000 F, et l'Alsace a financé la moitié de ces 2 000 F. Il faudrait pour le moment au moins : 3 000 F.

★ Prière d'adresser les dons à la Semaine de la bonté, 175, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris. CCP Paris 4-52 X ou chèques bancaires.

Aucune quote n'est faite à domicile.

LATREILLE

SOLDES ANNUELS à tous nos rayons

62 rue St André-des-Arts 6^e Tel: 329.44.10

PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

A partir du 27 décembre

Aux Trois Quartiers

SOLDES

Dans tous les rayons et jusqu'à épuisement des stocks

Aux Trois Quartiers

17 Bd de la Madeleine, Paris - Tel. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

willi hairline COIFFURE MIXTE

10, rue des Pyramides 75001 Paris. Tel.: 260.63.68.

de lundi au samedi de 10 h à 19 h (dimanche fermé)

30, rue Feydeau 75002 Paris. Tel.: 236.33.57.

Monde

BRETAGNE

Les Bretons ont été très touchés par la mort de leur grand-père, le 21 décembre. De la part de sa famille, de ses proches et de ses amis.

LA SEMAINE DE LA BONTÉ

(Reconnue d'utilité publique) CAS n° 16

Cette jeune fille de seize ans montre une aptitude particulière pour le dessin chimique, est élève au lycée polonais de Paris, et peut payer la scolarité. On lui a conseillé de faire de la même son métier à l'issue de sa scolarité. Une école spécialisée lui a ouvert ses portes, mais les frais de scolarité sont élevés : plus de 10 000 F, et l'Alsace a financé la moitié de ces 2 000 F. Il faudrait pour le moment au moins : 3 000 F.

LATREILLE

SOLDES ANNUELS à tous nos rayons

62 rue St André-des-Arts 6^e Tel: 329.44.10

PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

A partir du 27 décembre

Aux Trois Quartiers

SOLDES

Dans tous les rayons et jusqu'à épuisement des stocks

Aux Trois Quartiers

17 Bd de la Madeleine, Paris - Tel. 260.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

willi hairline COIFFURE MIXTE

10, rue des Pyramides 75001 Paris. Tel.: 260.63.68.

de lundi au samedi de 10 h à 19 h (dimanche fermé)

30, rue Feydeau 75002 Paris. Tel.: 236.33.57.

150

80 % des licenciés viennent des PME

(Suite de la première page.)

Quant aux grosses entreprises, si elles licencient beaucoup, elles le font moins, proportionnellement, même dans les secteurs dont on parle le plus comme la sidérurgie, l'automobile ou la construction navale, que dans le bâtiment, le textile ou l'ameublement. Mais, parce que ces sociétés sont implantées dans les bassins d'emploi spécialisés dans la mono-industrie, ou parce qu'elles servent de locomotive à toute une région comme la Lor-

raine, leurs difficultés prennent une autre dimension.

Tout l'équilibre économique peut être rompu et entraîner la disparition du tissu industriel local, voire la mort de la sous-traitance, de l'artisanat, sans parler du commerce.

Du même coup, les élus, les syndicats, les industriels et les pouvoirs publics tentent des opérations, inconcevables ailleurs, et s'efforcent de mettre sur pied des plans sociaux d'accompagnement qui doivent sauvegarder l'essen-

tiel. Ainsi naissent les congés de conversion de deux ans, les stages de formation et les opérations telles que les pôles de conversion, quand on ne promet pas, à terme, de fournir un emploi aux victimes des restructurations.

Au bout du compte, cependant, cette différence de traitement entre ceux des salariés, privilégiés, pourrait-on dire, qui bénéficient de toutes les attentions et ceux à qui on applique le « licenciement sec », simple prolongement de la législation sociale en vigueur, aboutit à une

inégalité préjudiciable et, même, lourde de conséquences. Le monde du travail s'en trouve divisé, profondément meurtri, et la société partagée.

Le plus grave, dans cette affaire, vient de ce que l'on accumule parfois tous les handicaps. Les secteurs sinistrés qui ne font pas l'objet d'un traitement social approprié sont également ceux où l'on compte le plus d'entreprises petites et moyennes qui assurent l'activité économique des régions les moins bien armées.

Ainsi, 77 % des licenciements du textile sont le fait des établissements de moins de 200 salariés, 79 % dans le bois ou l'ameublement. Dans le bâtiment, 67 % des licenciés travaillaient dans des établissements de moins de 50 salariés, 90 % dans des entreprises de moins de 200 salariés.

En Bretagne, royaume des PME, 84 % des licenciements proviennent des établissements de moins de 200 salariés. En Lorraine, ils n'en représentent que 67 %, et l'on constate que dans la sidérurgie, où règnent les grandes

entreprises, 34 % des licenciements sont le fait des établissements de moins de 50 salariés, ainsi que le rappelle Marie-Christine Robert dans l'enquête qu'elle a effectuée dans ces régions.

Globalement, s'il est établi que la moyenne des licenciements ne dépasse pas trois, il convient de prendre conscience d'une disparité dont fait état une autre statistique : le taux de licenciement était, en 1983, de 3,6 % pour les établissements de 1 à 9 salariés et de 1,5 % pour les établissements de plus de 200 salariés.

BRETAGNE : la région des contrastes

« C'est peu dire que la Bretagne est une région de PME, puisque, sur 50 000 établissements, seulement 5 500 comptent de 10 à 50 salariés et 253 plus de 200 salariés. » Cette constatation de M. Dominique Gastard, chargé de mission à la direction régionale du travail de Rennes, souligne la prédominance des petites entreprises pour ne pas dire de l'artisanat dans la région.

Si la Bretagne est le royaume des PME, elle est également celle des « petits » licenciements : deux ou trois par entreprise même celles qui emploient plus de 50 salariés. Cela n'a pas empêché la région « de perdre 12 000 emplois en 1982, 13 500 en 1983, 15 000 pour les dix premiers mois de l'année 1984 ». Bon nombre de PME ont été créées après la guerre, et le départ à la retraite de leur dirigeant est parfois fatal à l'entreprise.

Premières touchées, les industries traditionnelles bretonnes. En tête, le bâtiment, qui « représente à lui seul 35 à 40 % des licenciements dans la région et perd 5 000 emplois par an depuis cinq ans ». Une main-d'œuvre relativement âgée et souvent peu encadrée à l'adaptation à la polyvalence qu'impliquent les mutations techniques explique le phénomène. Les autres secteurs varient avec la géogra-

phie régionale : la construction navale (Finistère), la mécanique (Côtes-du-Nord), le bois, l'ameublement, le textile (Ille-et-Vilaine).

Les entreprises les plus récemment implantées au bénéfice de la décentralisation (ce sont souvent les plus grosses) sont plus ou moins touchées par la crise. Si 1 500 emplois sont menacés dans la téléphonie et l'électronique (à Lannion), l'usine Citroën de Rennes résiste bien. Les modèles qui y sont fabriqués (CX, Visa) se vendent convenablement et l'usine moderne n'a pas d'efforts de productivité à faire. Enfin, le personnel qui y travaille est hautement qualifié. L'agro-alimentaire (48 000 salariés en 1983), d'implantation récente, continue de progres-

ser. Reste que la situation de la Bretagne est difficile. Tout en étant, comme on va le voir, créatrice d'emplois (1), la région compte 145 000 chômeurs, soit 11,7 % de la population active (contre 10,7 % de moyenne nationale). « La région reste une région dynamique, remarque M. Gastard, mais les pressions sur le marché de l'emploi sont multiples. Les familles sont plus nombreuses, donc les jeunes arrivent en

masse sur le marché du travail, l'exode rural, bien que ralenti, demeure. Enfin, les flux de salariés aujourd'hui à quitter leur région pour aller chercher ailleurs un travail qu'ils ne sont pas sûrs de trouver. »

« Statistiquement, ce sont les PME qui sont créatrices d'emplois, la région a donc des atouts », affirme M. Gastard, les bulletins de naissance d'entreprises s'accumulent donc dans l'informatique, le tertiaire, les secteurs innovants. En 1984, 1 500 demandeurs d'emploi ont sollicité l'aide à la création d'entreprise. Il faut y ajouter tous les autres créateurs de PME. Mais l'industrie bretonne fait preuve de lucidité, la recherche garantie de l'avenir des entreprises en est encore dans la région à ses balbutiements. L'avenir est aux produits de forte valeur ajoutée, et les PME n'ont souvent pas les moyens de financer une véritable recherche industrielle.

(1) La Bretagne est la région qui, à la fin, a créé le plus d'emplois depuis 1976 (+ 12,1 %) et conserve un taux de chômage au-dessous de la moyenne nationale. S'il se crée beaucoup de petites entreprises, comme il est dit dans l'article, Breton « s'exporte » moins qu'autrefois.

LORRAINE : les inégalités de l'accompagnement social

« C'est le secteur... du bâtiment qui vient en tête des secteurs touchés par la crise en Lorraine avec 25 % des salariés licenciés en 1983. La métallurgie et les biens d'équipement viennent ensuite avec 17 % des licenciements, puis la sidérurgie (13 %). » Cette constatation de M^{me} Marie-Violette Beaunier, responsable de la cellule statistique à la direction régionale du travail et de l'emploi de Nancy, ne cache néanmoins pas le déclin des grandes industries traditionnelles de la région. La métallurgie par exemple représente 13 % des salariés mais 17 % des licenciements.

Alors que, conformément aux moyennes nationales, les PME sont légions dans le bâtiment, ce sont les grosses entreprises, donc les licenciements massifs, qui dominent dans la sidérurgie et la métallurgie. 13 % des licenciements sont enregistrés dans des entreprises de moins de 50 salariés, 31 % dans les entreprises de plus de 100 salariés. Même constatation dans certains secteurs d'activité traditionnels : dans le textile et l'habillement également tou-

chés par la crise, 40 % des entreprises comptent plus de 50 salariés. C'est l'hyperconcentration géographique qui donne à ce phénomène son caractère dramatique.

La sidérurgie est essentiellement localisée à Thionville et à Longwy, la chimie au nord-est de la Moselle. Le textile et l'habillement dans les Vosges, etc.

C'est l'accompagnement social des licenciements qui crée des inégalités dans la région. « Dans certains secteurs (la sidérurgie), une convention prévoit le départ en préretraite d'une partie des surajustés, des congés de conversion. Dans d'autres, comme la chimie, les conséquences des licenciements sont amorties. La priorité est donnée aux départs en préretraite. Mais dans d'autres types d'activité, comme le bâtiment par exemple, où 96 % des entreprises comptent moins de 50 salariés rien n'est prévu et l'activité est véritablement sinistrée. »

Au chapitre « créations d'emplois », on constate que quelques grands secteurs ont un solde

positif. Dans la construction automobile, les entreprises récemment implantées sont modernes et non touchées par les efforts de productivité (+ 3 000 emplois entre 1979 et 1984), les grandes surfaces dans le commerce de détail (+ 2 200 emplois), la santé du secteur privé (+ 2 000 emplois). On constate néanmoins en Lorraine comme partout ailleurs que « ce sont les PME qui créent le plus d'emplois, puisque 8 200 nouveaux postes de travail ont été répertoriés entre 1979 et 1984 dans des entreprises de moins de 20 salariés. En tête le secteur agro-alimentaire, l'informatique, les transports ». La direction régionale du travail a en outre constaté que certaines entreprises traditionnelles (bois, textile, bâtiment) profitaient de la conjoncture pour se moderniser.

Malgré ses secteurs sinistrés, le nombre de licenciements reste en Lorraine légèrement inférieur aux moyennes nationales. 10,5 % de la population active est au chômage contre 10,7 % en France.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	80,00	71,16
AUTOMOBILES	80,00	71,16
AGENDA	80,00	71,16
PROP. COMM. CARTAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux

ENTREPRISE NATIONALISÉE

RECRUTE POUR SON CENTRE DE RECHERCHES

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT

- Formation grandes écoles.
- Spécialisé dans la mécanique des fluides et la modélisation numérique.

LIEU DE TRAVAIL : NANTES.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., diplôme, photo et présent. à RÉGIE PRESSE sous n° 298.327 M 7, rue de Montesson, 75007 PARIS.

Rech. d'ordinateur urgent
pour la région d'Abbeville.
Expériences dans le poste
souhaité 10 ans.
Rémunération motivante.
Env. C.V. + lettre manuscrite
+ photo, à M^{me} B. B. BLEU,
17, rue Labat,
93407 VINCENNES CEDEX,
qui transmettra.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS
pour adultes étrangers recherche
PROFESSEUR
expérience pratique VIF et DUV
obligés, parlant
français, anglais, espagnol.
Env. C.V. + lettre manuscrite
à M^{me} B. B. BLEU,
17, rue Labat,
93407 VINCENNES CEDEX,
qui transmettra.

Dans le cadre de la
Prévention Spécialisée
Personnes ayant
des compétences
TECHNIQUES
et de GESTION
(5 ans de pratique minimum).
Elle possède un diplôme à ce
niveau (D.E.F.A., etc.) pour
avoir la responsabilité de l'orga-
nisation et l'encadrement d'une
équipe d'agents.
Poste à pourvoir rapidement.
C.C.N. 1006.

NIVEAU CHEF
DE SERVICE.
Env. C.V. et lettre motivation
à M^{me} B. B. BLEU,
22, avenue Emile-Loubet,
42000 SAINT-ETIENNE.
R.F. 231 - 09 PARIS.

propositions
diverses
L'Etat offre des emplois sta-
bles, bien rémunérés à toutes
et à tous avec ou sans diplôme.
Demandez une documentation
sur notre revue spécialisée
FRANCE CARRIÈRES (C 10).
R.F. 402
09 PARIS.

Les possibilités d'emploi
à l'étranger sont nom-
breuses et variées. Demandez
une documentation sur la revue
spécialisée MOBILITÉS (M).
R.F. 231 - 09 PARIS.

DEMANDES
D'EMPLOIS
INGÉNIEUR ESM RÉSIDANT
AFRIQUE cherche emploi (sui-
vant conditions, formation, etc.).
Tél. : (90) 89-65-52.

OFFRES D'EMPLOIS

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

dans le cadre de ses activités radars militaires

INGENIEUR ELECTRONICIEN grandes écoles

(ESE, ENST, ENSEEIHT, ECP, ENSERG...)

ayant une formation complémentaire en analyse et programmation pour développement de systèmes avancés temps réel.

Expérience d'un ou deux ans nécessaire.

Anglais lu - Nationalité française exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à

LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-CLAYEUX Cedex

Importante Sté recherche
INGÉNIEURS biomédicaux
et électromécaniciens
CHIEFS DE PROJETS
BOITIER
ATP SAV ELECTRONIQUE
bilingue anglais.
Env. C.V. + lettre manuscrite
à M^{me} B. B. BLEU,
17, rue Labat,
93407 VINCENNES CEDEX,
qui transmettra.

Société américaine
DE CONSULTANTS A.G.
spécialisée dans le recrutement
et la détermination des dé-
placements multiples recherche
INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE
EXPÉRIENCÉ
en vue de la mise en place et du
maintien de programmes d'A.O.
Le candidat devra passer par
un entretien préalable.
Tél. 912-03-50 de 9h à 18h.

Société Conseil d'Entreprises
recherche, pour ses actions de
formation auprès de ses clients
DES FORMATEURS
ET DES INTERVENANTS
Dans les domaines :
- Informatique, micro-infor-
matique et bureautique ;
- Relations humaines, commu-
nication, technique de
vente ;
- Comptabilité, économie, fi-
nances, gestion, etc.
Pour ces fonctions, différents
types de contrats peuvent être
proposés.
Env. C.V. + lettre manuscrite
à M^{me} B. B. BLEU,
17, rue Labat,
93407 VINCENNES CEDEX,
qui transmettra.

L'immobilier

appartements ventes

5^e arrdt

GENSIER BEAU 2 P.

réf. nat. 4^e ét. rue et cour.
clair, dégagé, 329-08-07.
PANTHEON beau studio
25 m², gd ch. asc., 340.000.
P. 178 PUBLIALE G.R., 27, bd
Montmartre, 75008 PARIS.

15^e arrdt

SUR JARDIN

Liv. + 2 chbres parfait état.
T. 633-23-17, 577-35-38.

18^e arrdtMAIRIE DU 18^e ARRODT

53, rue du Singulier
dans un imm. neuf standing
(habitable de suite)
RESTE quelques
STUDIOS, 2 et 3 P.
avec parking.
Peu de frais pour certains de
PRÊTS CONVENTIONNÉS.
SUR PLACE du mardi au
samedi de 14 h à 19 h
ou téléphone : 258-44-88.
CEDEX S.A. (1) 575-82-78.

92

PARC DE SCEAUX

App. exceptionnel 150 m²
e/pers, 3 chbres, 2 bns + ter-
rains 95 m² + jardin privé
350 m². Prix 2.500.000 F. En
com. Libre 1-8-86. Env. C.V.
à M^{me} B. B. BLEU, 17, bd
Montmartre, 75008 PARIS.

appartements achats

Recherche 1 à 2 PIÈCES

PARIS, préf. 8^e, 7^e, 12^e,
14^e, 15^e, 16^e, avec ou sans tra-
v. PAIE CPT ches notiers.
873-20-57 même le soir.

locations non meublées offres

Région parisienne

LA VARENNE 5^e RER (Val-
de-Marne), beau pavillon et jar-
din 400 m², 5 p., belle cham-
brée, 2 wc, bain, chf. gas-
cuis. intégrée, gar. 5 000 F
mois, 883-82-97/240-24-40.

Paris

Pour cadre supérieur et ensei-
gnant recherche appartements toutes
catégories studios et villas.
Logers bienvenus.
Tél. : 504-01-34.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES
villes très banlieues. Loyer gar-
rari 888-88-88, 283-57-82.

locations meublées offres

Paris

2 pièces, salle de bain, w.c.,
cuisine, 3^e et dernier étage,
double exposition est-ouest.
REPAIT NEUF. 3.200 F/mois
charges comprises sauf EDF.
Meubles anciens.
Tél. 481-31-83 ou 582-71-87.

viagers

Prix av. de 500.000 F. Dure stu-
dio et chf. 5^e ét., ascenseur,
105.000 cpt + 2.700, coupé
fine 74 e. Cruz 266-16-00.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Constitution de Société,
Déclaration et tous services.
Fournitures électroniques
355-17-50.

boutiques

Ventes

MARIE XIV^e
Murs livres, petite bout. près
bus (métro, excellent rapport).
rare. 190.000 F. 328-06-07.

l'agenda du Monde

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTISQUES
en saphire, rubis, émeraudes,
18, r. d'Arcole, 4^e, 354-00-83.
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT.
Maison : 6310 PARIS-BOUL.

Laines

Nous fabriquons par tradition
couvertures, couettes, etc.,
cousues en propre.
Achat Pailles, 6310 PARIS-BOUL.

Moquettes

A SAISIR

MOQUETTE SUPER VELOURS

12 coloris

Prix posé : 55 F/m².

MOQUETTE 100 %

pure laine Woolmark.

Prix posé : 89 F/m².

Tél. : 658-81-12.

Papyrus

PAPYRUS D'ÉGYPTÉ
prix à la mètre, gros, 1/2 gros,
détail. Exposit. perman. 85, r.
Michel-Ange, 18^e, 851-61-67.

Psychanalyse

UN PSYCHANALYSTE
reçoit sur rendez-vous au :
735-28-85.

Troisième âge

RÉSIDENCE LES CÈDRES
10^e P^{te} Italie, Paris, Touraine,
repos, retraite, reçoit toutes
personnes, tous âges, valides,
semi-valides, handicapés. Sont
soutenus. Petits animaux per-
mis. 33, av. de Vercy.

84800 VILLEJUIF

Tél. : (1) 735-68-63
(1) 638-34-14.

Aux Trois Quartes
SOLDES
Aux Trois Quartes

SOCIAL

ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Succès «réformiste» au comité d'établissement de Peugeot-Sochaux

De notre correspondant

Belfort. — Les élections au comité d'établissement de l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs), qui ont eu lieu la semaine dernière, ont été marquées par un succès des syndicats «réformistes», bien que la CGT conserve la majorité relative dans le collège ouvrier. Pour l'ensemble des collèges, la CGT et la CFDT disposent d'un nombre équivalent de

LE RESPONSABLE DES ELUS COMMUNISTES RAPPELE QUE LE PARTI EST HOSTILE AUX TUC

L'embranchement de jeunes par des communes pour des travaux d'utilité collective (TUC) pose un problème au Parti communiste. Le PCF est, en effet, hostile à cette méthode («les TUC, c'est du tiers», résume M. Georges Marchais, le 6 décembre), mais il est parfois difficile aux élus communistes, lorsqu'ils sont minoritaires dans une municipalité de gauche ou de droite, de voter contre un projet de TUC.

D'un article de M. Marcel Rosette, sénateur du Val-de-Marne, président de l'Association nationale des élus communistes et républicains — article publié par l'Humanité le mercredi 26 décembre, — il ressort que, là où ils sont en minorité, les élus communistes doivent faire connaître à la population «leur opinion sur des mesures qui sont destinées à faire baisser le nombre des chômeurs dans les statistiques du début de l'année 1985». Ils doivent «expliquer, proposer, agir avec les jeunes». L'article de M. Rosette est accompagné d'un reportage sur Chalette-sur-Loing, commune du Loiret dirigée par le PCF et où, selon l'Humanité, «avec les communistes, les jeunes rejettent les TUC et exigent un emploi dans l'usine de leur ville».

sièges. Mais la CFDT, qui avait enlevé il y a deux ans le secrétariat du CE, mettant fin à dix-sept années de gestion cégétiste, devra probablement céder les rênes à la coalition CGC-FO-CFTC. Ces trois syndicats ont enlevé sept des quinze sièges à pourvoir. Quant au syndicat «maison», le SIAL-CSL (Syndicat indépendant des Automobiles Peugeot — Confédération des syndicats libres), il retrouve dans le premier collège le siège qu'il y avait perdu en 1982 et risque d'occuper une position d'arbitre. Dans le collège ouvrier, l'entente CGC-FO-CFTC progresse de 4,5 points au détriment de la CFDT, qui perd plus de 5 points, et elle enlève ainsi deux des quatre nouveaux sièges à pourvoir. Les cégétistes perdent également des points dans le second collège : 2,5 au profit de la CGC-FO-CFTC et 5,7 au profit de la CGT, qui n'avait pas présenté de candidat dans ce collège il y a deux ans.

Premier collège (ouvriers). Inscrits : 21 486 ; exprimés : 15 999. Ont obtenu (moyenne de liste) : CGT : 6 978 (43,62 %) contre 43,72 % en 1983 ; CFDT : 3 373 (21,03 %) contre 26,19 % ; FO-CFTC : 3 979 (24,87 %) contre 20,30 % ; SIAP-CSL : 1 667 (10,42 %) contre 9,75 %.

Deuxième collège (employés et techniciens). Inscrits : 5 119 ; exprimés : 4 472. Ont obtenu (moyenne de liste) : CGC-FO-CFTC : 3 504 (78,35 %) contre 75,84 % ; CFDT : 712 (15,92 %) contre 24,16 % ; CGT : 255 (5,70 %).

Troisième collège (cadres). Inscrits : 1 118 ; exprimés : 1 025. Ont obtenu (moyenne de liste) : CGC : 896 (87,41 %) contre 90,08 % ; SIAP-CSL : 72 (7,02 %) contre 2,43 % ; CFDT : 57 (5,56 %) contre 3,39 %.

AFFAIRES

Dans le secteur des fibres acryliques

ENKA S'EN VA, COURTAULDS ARRIVE

La firme néerlandaise Enka Glanzstoff, filiale du groupe chimique Akzo, se retire définitivement de la fabrication de fibres acryliques. Le contrôle de sa filiale espagnole Cynaneka, la dernière du groupe à fabriquer encore ce type de fibres, vient de passer à la firme britannique Courtaulds, qui en plus de sa participation majoritaire, a racheté aussi celle détenue par son partenaire américain Cynamid.

Ce «désinvestissement» était prévu de longue date. Il entre dans le cadre de la restructuration stratégique opérée depuis plusieurs années par les chimistes européens en vue

de se renforcer chacun dans les secteurs industriels où ils sont en bonne position.

Groni de Cynaneka (727 millions de francs environ de chiffres d'affaires, capacité : 62000 tonnes par an), dont le nom deviendra Courtaulds Fibres SA, le groupe Courtaulds renforcera ainsi sa suprématie sur le marché européen des fibres acryliques. Après la décision prise récemment par Rhône-Poulenc d'arrêter sa production de Colmar, Courtaulds, il ne restera plus en Europe que deux fabricants de fibres acryliques : Bayer (RFA) et Montedison (Italie).

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Accord entre Delmas-Vieljeux et le Lloyd Triestino. — La société navale Chargeurs Delmas-Vieljeux, de Paris, et le Lloyd Triestino de Trieste, viennent d'annoncer la conclusion d'un accord de coopération concernant leurs services maritimes de cargos entre la Méditerranée et la côte occidentale d'Afrique, et vice-versa, sous le nom d'«Andromeda». Selon Delmas-Vieljeux, cet accord a pour but d'«améliorer les dessertes portuaires et les fréquences, et d'offrir à la clientèle une qualité de service accrue».

Commerce extérieur

● Excédent des exportations de vêtements. — Le commerce extérieur français du secteur de l'habillement se solde pour les dix premiers mois de 1984 par un excédent de 145 millions de francs, au lieu d'un déficit de 525 millions de janvier à octobre 1983, a annoncé, le 21 décembre, l'Union des industries de l'habillement. Durant la période concernée, les exportations de vêtements français ont progressé en valeur de 18,4 % par rapport à janvier-octobre 1983 (+ 68 % vers les Etats-Unis), et les importations totales de vêtements ont augmenté de 8,6 %.

Etranger

● Des motos Suzuki en Chine. — Le groupe Suzuki, important fabricant japonais de voitures automobiles mais aussi numéro trois mondial de la moto, vient d'engager des négociations avec les autorités de Pékin en vue d'implanter une fabri-

que de deux roues (50 centimètres cubes - 125 centimètres cubes) en Chine. Un accord pourrait être conclu dès le mois de janvier prochain. En obtenant l'autorisation sollicitée, Suzuki deviendrait le troisième constructeur japonais à fabriquer des motos en Chine, après Honda et Yamaha, dont les productions caméléons atteignent maintenant trois cent cinquante mille machines par an.

ESPAGNE

● Prix : + 0,5 % en novembre. — Les prix espagnols à la consommation ont augmenté de 0,5 % en novembre, ce qui porte à 8,3 % la hausse enregistrée en onze mois. Les augmentations les plus fortes se sont produites dans le secteur des services médicaux (+ 1,6 %) et dans celui des vêtements et chaussures (+ 1,2 %). — (AFP.)

● Faible augmentation du chômage. — Le taux de chômage espagnol a augmenté de 0,56 % en novembre, soit 14 143 nouveaux chômeurs enregistrés, indique le ministère du travail. Ce chiffre, inférieur à celui enregistré en novembre 1983 (1,45 %), porte à 2 591 233 le nombre total de chômeurs enregistrés. — (AFP.)

SUISSE

● Les prix à la consommation ont augmenté de 0,5 % en novembre. — Cette hausse a pour origine l'augmentation des loyers (+ 1,4 %) et des produits alimentaires (+ 1,1 %). En un an, le coût de la vie s'est accru de 3 % contre 3,1 % le mois précédent. — (AFP, Reuters.)

ÉTRANGER

EN ALGÉRIE

Le deuxième plan quinquennal vise à préparer l'«après-pétrole»

De notre correspondant

Alger. — Le deuxième plan quinquennal (1985-1989), qui vient d'être soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale populaire après un an de délibération au niveau des instances dirigeantes du FLN et de la haute administration, prévoit 550 milliards de dinars (1) d'autorisations de dépenses d'investissement, contre 400 milliards de dinars dans le plan 1980-1984. Plus que jamais, ces chiffres n'ont qu'une valeur indicative. En 1980, près de la moitié des dépenses programmées concernaient des «restes à réaliser» des deux plans quadriennaux 1970-1973 et 1974-1977. Cette fois, c'est 300 milliards de dinars qui seront consacrés à la réalisation effective des «programmes non achevés du premier plan quinquennal».

Les responsables de la planification sont les premiers à reconnaître que les incertitudes liées à l'évolution du marché des hydrocarbures rendent hasardeuses les anticipations dans un pays dont 98 % des recettes en devises dépendent de ce marché. L'objectif est de préparer l'«après-pétrole». La part des hydrocarbures dans la production intérieure brute était de 36 % en 1980 ; elle ne devrait être que de 24 % en 1989. Le ministère de la planification et de l'aménagement du territoire a fait valoir que «les recettes d'exportation peuvent être sujettes à de fortes fluctuations en raison de la volatilité des prix et de la demande mondiale de pétrole et de gaz que sur celle du cours du dollar». Aussi le nouveau plan vise-t-il essentiellement à assurer un meilleur rendement de l'appareil de production et à diversifier cette production.

La part des investissements dans les secteurs productifs est de 174,20 milliards de dinars

(31,6 %) pour les industries et de 79 milliards (14,4 %) pour l'agriculture et l'hydraulique. Malgré la répétition des discours sur la nécessité de réduire les activités agricoles, de plus en plus délaissées par la jeunesse, l'effort consenti en faveur de la terre reste relativement modeste, même si on peut arguer d'un progrès par rapport au plan précédent (47,1 milliards de dinars).

Dans les secteurs sociaux, l'habitat se taille la part du lion avec 86 milliards (15,7 %), suivi de l'éducation (45 milliards), les équipements collectifs (44 milliards), la santé (8 milliards). Les responsables affirment avoir concilié la nécessité de maintenir la satisfaction des besoins sociaux et celle de parvenir à une augmentation annuelle de 7,5 % de la production intérieure brute hors hydrocarbures. Le plan est axé sur la limitation des importations, les trois quarts de l'enveloppe consentie vont à l'achat de biens d'équipement et seulement un quart à la satisfaction de la consommation des ménages.

D'ici à 1989, il est prévu de créer un million d'emplois, dont deux cent cinquante mille réservés aux femmes. Dans le même temps, selon les prévisions, la population aura augmenté de quatre millions d'habitants. Le rapprochement de ces deux chiffres laisse rêver, même si la pyramide des âges s'accroît encore un répit de quelques années aux responsables chargés de réfléchir sur les possibilités de travail pour les jeunes générations. L'effort pour intégrer davantage les femmes à l'activité économique s'accompagnera, selon les déclarations d'intention, de la

création de centres d'information pour l'espace des naissances, expression que les autorités préfèrent à «contrôle des naissances», pour des motifs religieux.

Un métro pour la capitale

Pour la première fois dans son histoire, l'Algérie a maintenant une population citadine plus importante que la population rurale. Citadins ou paysans, 95 % des Algériens vivent dans le nord du pays sur un sixième du territoire. Conçu pour 800 000 habitants, Alger en compte près de 3 millions. C'est une ville surpeuplée où les problèmes d'habitat et de circulation demeurent aigus malgré les réalisations du premier plan quinquennal. La grande affaire dans les prochaines années sera la construction d'un métro comportant trois lignes principales totalisant 64 kilomètres. Le programme, dont le lancement a pris du retard sur les projets initiaux, est divisé en plusieurs lots pour lesquels il a été fait appel à la concurrence internationale. Malgré ses espoirs passés (le Monde du 14 octobre 1982), la France ne sera pas seule à construire la première tranche. Au contraire, la plus grande partie des travaux de génie civil, qui commenceront en principe en 1985, a été confiée à des entreprises japonaises.

Pour la réalisation des objectifs du second plan quinquennal, les Algériens comptent toujours sur la création de sociétés d'économie mixte, avec la participation minoritaire du partenaire étranger, non seulement pour des raisons financières mais surtout parce qu'ils y voient un moyen d'assurer le transfert de technologie, nouveau mot d'ordre dans les relations commer-

ciales avec les pays industrialisés. Le partenaire étranger doit apporter ses brevets à la société d'économie mixte et affecter un personnel qualifié à l'entreprise. Des sociétés françaises bien installées en Algérie — par exemple Michelin et Rhône-Poulenc — ont entamé des discussions préliminaires, mais, dans l'ensemble, personne n'est vraiment sûr et les Algériens ont montré quelque humeur à se proposer lors de la réunion de la commission mixte de coopération économique qui s'est tenue à Paris du 10 au 12 décembre. L'avant-veille de cette réunion, Alger avait annoncé la signature d'un protocole d'accord portant création d'une société mixte de fabrication et de montage d'équipements de signalisation ferroviaire avec la firme allemande Siemens, première étrangère à répondre à des vœux exprimés depuis 1982.

Le rôle du secteur privé

Il semble que le nouveau plan quinquennal — reflétant en ce domaine les hésitations officielles — soit relativement imprécis sur le rôle effectif assigné au secteur privé, toujours encouragé dans les sphères économiques situées dans tous les rangs du FLN. Répondant récemment à une question d'un député sur la participation du secteur privé dans l'économie nationale après les mesures annoncées auprès des administrations compétentes pour donner un agrément préalable à des projets. Seulement 666 ont été retenus, qui prévoient la création de 22 000 emplois, principalement dans la petite industrie alimentaire et la construction. Le montant total de ces investissements est de 262 millions de dinars.

Le ministre a aussi précisé que 2 780 algériens avaient bénéficié de la possibilité d'accéder à la propriété dans le cadre de la mise en valeur de certaines terres agricoles non exploitées collectivement. Ces chiffres montrent les limites de la politique de privatisation par rapport à la masse globale des investissements, quel que soit l'intérêt du débat en cours.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

(1) Le dinar vaut 1,82 franc.

PROTECTIONNISME «LARVÉ» SUR LE MARCHÉ FINANCIER JAPONAIS

La firme américaine Merrill Lynch ne peut obtenir de siège à la Bourse de Tokyo

La firme Merrill Lynch, première maison de courtage du monde, vient d'échouer dans sa tentative de prendre pied sur le marché boursier de Tokyo à l'occasion d'un appel d'offres lancé par la société japonaise Yamachi Securities, pour occuper la place laissée vacante par le jeu d'une fusion entre deux maisons de courtage japonaises qui lui sont affiliées. Yamachi Securities qui a examiné neuf candidatures — dont celle de Merrill Lynch — aurait été la première firme de courtage étrangère à obtenir une charge à la Bourse de Tokyo — a finalement offert le siège à la société Utsunomiya Securities dont le siège est à Hiroshima.

A quelques jours du sommet entre M. Nakasone et Reagan qui, doit se tenir à Los Angeles, cette décision est de nature à irriter les Etats-Unis qui n'avaient pas ménagé leurs pressions pour que le marché financier japonais s'ouvre aux investisseurs étrangers. Une première étape importante a été franchie depuis le début du mois de décembre avec l'application de quatre dispositions nouvelles : la libéralisation des émissions d'euro-obligations effectuées par des non résidents, la suppression des directives applicables aux chefs

de file des syndicats d'émission des emprunts obligataires en euro-yens ; la plus grande latitude laissée aux banques étrangères pour émettre au Japon des certificats de dépôt libellés en yens, enfin, la possibilité offerte aux banques étrangères d'émettre (en dehors du Japon) des certificats de dépôt en euro-yens à six mois (1).

Parmi les autres mesures envisagées pour les trois prochains mois, figure notamment, la possibilité pour les banques étrangères de pratiquer dans ce pays les activités traditionnelles des banques de gestion de patrimoine. En ce qui concerne plus précisément la Bourse de Tokyo, celle-ci avait accepté officiellement depuis deux ans l'entrée d'opérateurs étrangers, sous réserve qu'un siège soit vacant. Mais les places sont rares (il existe quatre-vingt-trois sièges seulement au «Kabuto Cho») et chères (le coût d'inscription est de l'ordre de 1 à 2 milliards de yens, soit 4 à 8 millions de dollars), d'où l'intérêt porté par la communauté financière internationale à l'offre formalisée par Merrill Lynch.

Il y a encore quelques jours, les milieux spécialisés à Tokyo indiquaient que le ministère des finances japonais ferait pression pour que Yamachi accepte la candidature de Merrill Lynch, pour démontrer la bonne volonté du Japon face aux revendications américaines. Les mêmes milieux faisaient valoir qu'une coopération avec le géant américain — Merrill Lynch a cinq cents filiales dans trente pays — pourrait favoriser la propre stratégie d'internationalisation de Yamachi.

Merrill Lynch, selon des sources spécialisées, avait jugé que le coût très élevé d'une entrée à Tokyo serait amorti au bout de quelques années. Par ailleurs, une entrée à la Bourse de Tokyo lui aurait permis un accès direct à un marché financier en pleine expansion et aurait également pu constituer un tremplin pour de futures opérations en Chine. Dans la situation actuelle, Merrill Lynch, qui possède une filiale à Tokyo depuis dix ans, doit acquiescer 27 % de commission aux firmes japonaises par l'intermédiaire desquelles elle opère.

La charge que souhaitait acquiescer Merrill Lynch, dont les transactions annuelles se chiffrent à 5,68 milliards de dollars et qui emploie 43 000 personnes, sans vacante le 1er avril 1985. Selon des sources proches du marché de Tokyo, Yamachi soutiendrait de son côté pour sa candidature à la Bourse de New York. Yamachi serait la dernière

des quatre principales maisons de courtage japonaises à faire son entrée à Wall Street, après Nomura Securities, Daiwa Securities et Nikko Securities.

(1) Voir à ce propos le rapport de l'OCDE Etudes économiques - Japon - de juillet 1984.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

POCHET S.A.

L'assemblée générale ordinaire de Pochet S.A., qui s'est réunie le 17 décembre 1984 sous la présidence de M. Henri Colonna de Girolini, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1984.

L'exercice se solde par un bénéfice net de 16 282 459 F contre 7 334 036 F pour l'exercice précédent.

CESSION DE GARANTIE

La Société bancaire de Paris, société anonyme au capital de 20 000 000 F, dont le siège social est à Paris (9), 24, rue Marillat, immatriculée au registre du commerce sous le numéro B542.022.983, porte à la connaissance de tous les intéressés que la garantie qu'elle avait accordée à M. Claude Ignace, agent immobilier, exerçant son activité à Paris (9), 54, rue d'Assommoir, dans le cadre des dispositions de la loi du 2 janvier 1970 et du décret du 20 juillet 1972, cessera trois jours francs après la publication du présent avis.

Il est ici précisé que M. Ignace a cessé d'exercer son activité d'agent immobilier le 1er décembre 1984.

Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de la Société bancaire de Paris dans les trois mois à compter de cette insertion.

L'assemblée générale a décidé la mise en paiement d'un dividende de 21 F par action auquel est attaché un avoir fiscal (impôt payé d'avance) de 10,50 F. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 15 janvier 1985.

Les comptes consolidés établis en 31 décembre 1984 seront publiés avant la fin du premier semestre 1985.

UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE

U.F.

Le conseil d'administration s'est réuni le 14 décembre 1984. Après avoir procédé à l'examen de la situation au 30 juin 1984, il a pris connaissance du compte rendu d'activité et des perspectives de résultat de l'exercice en cours. Le taux d'occupation des immeubles d'habitation, proche de 100 %, ainsi que la mobilité réduite des locataires révèlent l'écart existant entre les loyers autorisés et la véritable valeur locative des appartements. Les locaux commerciaux et à usage de bureaux sont politiquement loués au plein de leur capacité.

Malgré un taux de progression des recettes locatives très voisin de celui de l'indice de la construction, le bénéfice sera cette année en moindre progression, en raison de l'incidence très lourde de la taxe foncière sur les propriétés bâties, qui frappe désormais la quasi-totalité du domaine.

LA SOCIÉTÉ NAVALE CHARGEURS DELMAS VIELJEUX - PARIS ET LE LLOYD TRIESTINO DI NAVIGAZIONE SPA - TRIESTE

Annoncent la conclusion d'un accord de coopération concernant leurs services maritimes continents et rouliers entre la Méditerranée et la côte occidentale d'Afrique (et vice versa) sous le nom d'Andromeda.

Cet accord a pour but d'assurer aussi bien une amélioration des dessertes portuaires que des fréquences de touchées

et d'offrir ainsi à la clientèle une qualité de service accrue.

Les deux armements conservent leur identité armatoriale respective et continuent d'opérer au sein de la conférence Mewac dont ils sont membres.

Le service commencera avec le voyage du Nakhle-Delmas dont le départ est prévu début janvier 1985 des ports de la Méditerranée.

MARCHÉS

LONDRES

LES ACTIONS

INDICES

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

SECURITÉS

UN JOUR
DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « Dieu merci, les libéraux n'ont pas de chef ! », par Guy Sorman ; « Oui, la liberté », par Bertrand Delanoë.

ÉTRANGER

3. EUROPE
- ITALIE : l'enquête sur l'attentat contre le train Naples-Milan.
3. PROCHE-ORIENT
4. DIPLOMATIE
- POINT DE VUE : « La politique extérieure de M. Mitterrand », par Jacques Hertzberg.
5. AFRIQUE
- « Le Soudan en effervescence » (II), par Eric Rouleau.

89 FM

à Paris

Aldo « le Monde »

232-14-14

mercredi 26, 19 h 25

Le terrorisme international

EDWY PLENEL et

PAUL-JEAN FRANCESCHINI

répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs (Débat animé par Fr. Koch.)

POLITIQUE

6. Un bilan de six mois d'élections cantonales partielles.

LE MONDE DES
ARTS ET DES
SPECTACLES

7. CINÉMA : les romans de François Truffaut ; Art Press « Spécial Godard ».

- 8-9. NOUVEL AN, ÉTERNELLE ROME : Sept collines à pied ; Les années italiennes de Degas à la Villa Médice ; Hadrien et l'architecture romaine, un livre d'Henri Stierlin.

10. POINTS DE VUE de Gérard Ducaurp et Anatole Dauman : « Les producteurs répondent aux auteurs ».

11. UNE SÉLECTION
12. PROGRAMME DES EXPOSITIONS.
13. COMMUNICATION.

SOCIÉTÉ

15. MÉDECINE : l'hôpital français en danger d'effondrement, point de vue de François-Xavier Michéle.

16. La santé scolaire sous l'autorité du ministère de l'éducation nationale.

ÉCONOMIE

17. Les licenciements dans les PME.
18. SOCIAL
- ÉTRANGER : le plan quinquennal en Algérie.

RADIO-TÉLÉVISION (13)

INFORMATIONS

« SERVICES » (16) :

Jeunes : Méthodologie ; Mots croisés ; Journal officiel.

Annonces classées (17) :

Carnet (16) ; Programmes des spectacles (11 à 13) ; Marchés financiers (19).

JOYEUSES FÊTES

REMISE 25 %

PARDESSUS et IMPERS

MANTEAUX, ROBES,

PULLS, CHEMISES

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie

d'un grand maître tailleur

PANTALONS 590 F

COSTUMES et PARDESSUS

MESURE 1 750 F

NOUVELLE COLLECTION

3 000 pièces

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

SUR MESURE

UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-51.

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Au Cambodge

Violente attaque vietnamienne
contre un camp des forces nationalistes

Correspondance

Bangkok. — Un bombardement d'artillerie, particulièrement intense, a eu lieu, vers quatre heures du matin, le 25 décembre, sur le camp de Rhythien situé en face du village thaïlandais de Nong Samet. Suivant un plan préparé de longue date, ses quelque 60 000 habitants se sont réfugiés en Thaïlande. Bien que ce soit la première fois que ce camp, installé en 1979 et contrôlé par le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), subisse l'assaut des troupes de Hanoi, les habitants n'ont pas été totalement pris par surprise. Les services de renseignements thaïlandais ayant ces jours-ci constaté de fortes concentrations de troupes et d'artillerie vietnamiennes dans la région.

Moins important que les bases de Nam Yun et de Sokh Sann attaquées récemment par l'armée populaire du Vietnam (APVN), sur le plan militaire, Rhythien était le plus grand des camps nationalistes. C'était un centre de marché particulièrement actif. C'est par Rhythien que transitaient une partie des produits occidentaux qu'on peut trouver dans les boutiques de Phnom-Penh.

Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) une cinquantaine de personnes ont été admises le jour de l'attaque à l'hôpital de Khao I Dang. La plupart de ces blessés graves avaient été atteints par des éclats d'obus.

Selon une source diplomatique à Hanoi, l'armée vietnamienne n'aurait pas caché, au cours de *briefings* réservés aux attachés militaires des pays de l'Est, son intention de frapper un grand coup contre la résistance anti-vietnamienne regroupée pour le moment au sein du gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique.

L'offensive de la saison sèche avait commencé beaucoup plus tôt que d'habitude, avec l'attaque, à la mi-novembre, du camp FNLPK de Nong Chaa. Le camp, en bonne partie détruit par les troupes vietnamiennes, a été entièrement repris par les soldats nationalistes cambodgiens.

Au Chili

L'EXTRÊME GAUCHE LIBÈRE
LE DIRECTEUR ADJOINT
DE LA NATION

Santiago (AFP, UPI). — Le directeur adjoint du quotidien gouvernemental chilien *la Nación*, enlevé le 18 décembre par un commando du Front patriotique Manuel Rodríguez (FPMR, extrême gauche), a été remis en liberté le jour de Noël dans la capitale chilienne. M. Sebastian Bertoloni, trente-huit ans, s'est manifesté, pour la première fois après sa libération, à l'archevêché de Santiago, où ses ravisseurs l'avaient peut-être conduit. Le journaliste a mis l'accent sur les efforts faits par l'Eglise en vue d'obtenir qu'il soit relâché.

Le FPMR n'avait pourtant pas obtenu satisfaction sur sa principale revendication, qui était la publication dans toute la presse d'un manifeste antigouvernemental de trois pages.

Il a néanmoins estimé cette condition remplie par la sortie dans plusieurs journaux d'une photographie montrant M. Bertoloni aux mains de ses ravisseurs, une mitrailleuse pointée contre sa tête. Ainsi, estime le FPMR, a-t-il été possible de « valider la censure » en obligeant de publier une information sur l'existence du mouvement, né à la fin de 1983 pour combattre le régime du général Pinochet par des moyens violents. Le FPMR est considéré comme le principal responsable des quelque quatre cent cinquante attentats terroristes perpétrés ces quatorze derniers mois dans le pays et qui ont, en particulier, provoqué la mort de sept policiers et d'un civil. Rappelons que la censure a été à nouveau instaurée au Chili le 7 novembre dernier, lorsque le gouvernement a instauré l'état de siège en réponse à une activité croissante de l'opposition démocratique.

● Offensive des forces soviéto-afghanes au Pakistan et au Koweït. — Les forces soviéto-afghanes ont déclenché deux offensives de grande envergure dans les provinces de Pakhtia et de Kunar (est de l'Afghanistan), apparemment dans le but d'interdire le franchissement de la frontière pakistano-afghane à la guérilla, a annoncé, mardi 25 décembre, la résistance. Des milliers d'hommes des troupes soviéto-afghanes, soutenus par de l'artillerie et équipés de missiles, participent à cette offensive d'hiver dans les deux provinces, selon des sources citant des commandants de région de la résistance. — (AFP.)

Quant à Nam Yun (dans la région des « trois frontières » et Sokh Sann, dans le Sud), ils ont été évacués par les soldats du FNLPK sans grandes pertes.

L'encerclement de Rhythien porte à plus de cent mille le nombre de civils khmers qui ont depuis novembre trouvé refuge en Thaïlande. Malgré certaines informations de source militaire il n'est pas certain que des chars aient participé à l'attaque sur Rhythien, mais des véhicules blindés ont été aperçus dans la région. Un autre camp du FNLPK, O'Boh, situé plus au nord, a lui aussi été bombardé et évacué de ses deux mille habitants. Il n'y a eu qu'une demi-douzaine de blessés.

En revanche, le quartier général du FNLPK à Ampul — que les Vietnamiens n'avaient pas réussi à occuper en avril dernier, et qui est défendu par près de 6 000 soldats — n'a pour l'instant subi que des bombardements sporadiques sur ses avancées lignes de défense. Il semble que l'un des premiers buts de l'actuelle offensive vietnamienne soit d'immobiliser le long de la frontière thaïlando-cambodgienne l'ensemble des forces du FNLPK, estimées, depuis la récente livraison d'armes chinoises, à près de 17 000 hommes.

Les bases sihanoukistes n'ont jusqu'à présent pas été inquiétées. Mais des troupes de l'armée nationale sihanoukiste avaient participé à la défense de Nong Chaa. Quant à l'armée nationale du Kampuchéa démocratique (Khmers rouges), elle n'est sans doute que marginalement affectée par les opérations qui se déroulent le long de la frontière. De l'avis quasi général, ses forces opèrent de plus en plus loin à l'intérieur du territoire cambodgien.

L'attaque sur Rhythien, à l'aube du jour de Noël, a eu lieu exactement six ans après l'entrée massive des troupes vietnamiennes au Cambodge, le 25 décembre 1978.

JACQUES BEKAERT.

En Tunisie

M. MASMOUDI RENONCE
A SON POSTE
DE REPRÉSENTANT
DE LA LIBYE A L'ONU

(De notre correspondant)

Tunis. — L'ancien ministre tunisien des Affaires étrangères, M. Mohamed Masmoudi, a finalement préféré conserver sa nationalité tunisienne, le poste de représentant permanent de la Libye. Aux termes du code de la nationalité récemment amendé (*le Monde* du 1^{er} décembre), il avait un délai d'un mois pour se prononcer.

Lorsqu'il avait accepté, le 29 octobre, l'offre libyenne, jugée « inamicale », par le gouvernement tunisien, M. Masmoudi avait expliqué qu'« au moment où Kadhafi s'engage résolument dans une œuvre de progrès, d'union et de paix chez lui, au Maghreb, en Afrique, au Tchad notamment », il était « heureux d'apporter à cette œuvre sa modeste contribution ».

L'ancien chef de la diplomatie tunisienne avait été mis en demeure par le gouvernement de choisir entre sa nationalité tunisienne, le poste de représentant permanent de la Libye. Aux termes du code de la nationalité récemment amendé (*le Monde* du 1^{er} décembre), il avait un délai d'un mois pour se prononcer.

Lorsqu'il avait accepté, le 29 octobre, l'offre libyenne, jugée « inamicale », par le gouvernement tunisien, M. Masmoudi avait expliqué qu'« au moment où Kadhafi s'engage résolument dans une œuvre de progrès, d'union et de paix chez lui, au Maghreb, en Afrique, au Tchad notamment », il était « heureux d'apporter à cette œuvre sa modeste contribution ».

M. D.

DUCAU
EXPOSITION ET INFORMATION CHEZ
CAPELOU
SPECIALISTE DU CONVERTIBLE
Réponds pour leurs robes et leurs...
1 ou 2 places (interior) : 6.50, 6.80, 7.20 et 140.00. Manège, volant, cuir ou polyester.
Grand choix en exposition.
37, av. de la République - PARIS XI - Métro Pershing - Parking assuré
Tél. 387.46.35

LA HAUSSE DES PRIX
EN NOVEMBRE
A ÉTÉ DE 0,3 %
CONFIRME L'INSEE

L'INSEE a confirmé, mercredi 26 décembre, que la hausse des prix en France a été de 0,3 % en novembre. C'est le meilleur résultat obtenu depuis le début de l'année.

En novembre, l'indice des prix à la consommation s'est élevé à 152,8 (base 100 en 1980) contre 152,3 en octobre. La hausse sur un an (de novembre 1983 à novembre 1984) est de 6,9 %. Au cours du dernier mois, les prix de l'alimentation (+0,1 %) et ceux des services (+0,2 %) ont très peu progressé. En revanche, ceux des produits manufacturés ont augmenté de 0,6 %, soit une hausse de 7,2 % en un an. C'est le poste textile-habillage qui est le plus marqué : +1,3 % en novembre, +9,3 % en un an.

DOLLAR FERME : 9,57 F

Bien que la plupart du marché des changes soient fermés le mercredi 26 décembre, le dollar est apparemment resté à la hausse, s'élevant à plus de 9,57 F sur la place de Paris, seule ouverte en Europe avec celle de Lisbonne, et à 249 yens à Tokyo contre 248 yens la veille. Les spécialistes prévoient une nouvelle hausse sur le « billet vert » au début de 1985.

En Iran

Attentat à la voiture piégée à Téhéran
Quatre morts, une cinquantaine de blessés

Téhéran (AFP). — Au moins quatre personnes ont été tuées et une cinquantaine blessées dans un attentat à la voiture piégée, survenu mardi 25 décembre en début de soirée dans un quartier populaire du sud de Téhéran, a indiqué l'agence iranienne Irna.

L'agence a immédiatement accusé « des agents des États-Unis » d'être les auteurs de cet attentat, affirmant que « les États-Unis avaient avéré qu'ils se vengeraient de la République islamique en raison de son soutien au terrorisme international à la suite du détournement début décembre d'un Airbus koweïtien sur Téhéran ».

Selon les enquêteurs cités par l'agence, une douzaine de kilos d'explosifs étaient cachés dans un taxi, qui a explosé à 19 h 15 locales devant un petit hôtel, près d'une place très animée.

Ce mercredi matin, un nouvel attentat à la bombe a été signalé à Téhéran dans un quartier populaire du sud de la capitale. Selon l'agence Irna, environ 5 kilos

d'explosifs cachés dans une poêle ont endommagé plusieurs voitures et magasins sans toutefois faire de victimes.

Un correspondant anonyme se réclamant de l'Organisation des moudjahidines du peuple a revendiqué, dans la nuit de mardi, auprès du bureau de Téhéran de l'AFP, l'attentat à la voiture piégée de mardi.

Alors qu'aucune information n'avait été diffusée par la presse de Téhéran au sujet de cet attentat, il a affirmé que son organisation l'avait commis pour manifester son opposition au régime.

[Les Moudjahidines du peuple ont toujours démenti dans le passé les attentats terroristes avoués.]

● La guerre du Golfe. — L'attaque contre le superpétrolier indien, le *Kanchenjunga*, endommagé mardi matin dans le centre du Golfe par un avion non identifié, a été attribuée à l'Iran par les milieux maritimes de Manama (Bahreïn). Le superpétrolier, le plus gros de la flotte indienne, avait embarqué une cargaison de « brut » destinée à Ras-Tanoura et se dirigeait vers le détroit d'Ormuz, lorsqu'il a été touché.

Selon ces milieux, l'incendie qui a été provoqué dans la salle de contrôle du bâtiment a pu être circonscrit à la tombée de la nuit.

L'attaque iranienne serait « une riposte » aux raids effectués au cours des deux dernières semaines dans des ports iraniens. — (Reuters.)

Les armées de l'air des pays du pacte de Varsovie n'ont pas été équipées jusqu'à présent de Mig-27, et à plus forte raison de Mig-25. En revanche, des Mig-25 ont depuis longtemps été livrés à la Syrie, qui est liée à l'URSS par un traité d'alliance.

[Le Mig-27 est la version d'attaque au sol du Mig-25, appelé Flogger par les services de l'OTAN, qui est spécialisé dans l'interception en altitude. C'est un avion de la taille du F-4 Phantom américain, mais, en fin de compte, moins bien armé que lui : il transporte 4 500 kilogrammes d'armement divers (répartis en sept points d'attache différents sous les ailes et la fuselage), et il est équipé d'un canon de 23 millimètres. Pour ses missions d'attaque au sol, le Mig-27 a un radar d'interception des obstacles, qui le fait naviguer à très basse altitude en épousant le relief du terrain.]

Le numéro du « Monde » daté 26 décembre 1984 a été tiré à 319 915 exemplaires

Sur le vif

Dépêches en solde

Je ne peux pas résister au plaisir de vous communiquer la liste des nouvelles les plus marquantes demandées par l'AFP au cours de l'année écoulée.

A Munich (RFA). Douze touristes ont été tués en septembre dernier de 4 800 000 marks. Leur maîtresse dédicée leur a légué par testament toute sa fortune.

A Nice (France). Un restaurant pour chiens a été inauguré dans un palace de la promenade des Anglais. On y sert des apéritifs (bloody dog, carotte paradis), des crudités, des viandes garnies et un éventail de desserts. Dans de la vaisselle en porcelaine.

A Piacenza (Italie). Une poule a changé de sexe. Elle est devenue mâle et a été élevée dans un élevage de poules. Elle a été élevée dans un élevage de poules. Elle a été élevée dans un élevage de poules.

A New-York (Etats-Unis). Mille cinq cent quatre-vingt cas de morsures humaines ont été enregistrés en 1983. La loi requiert en effet que les médecins signalent ces signes d'amour ou de haine carnivale.

Trois hommes y ont perdu leurs organes sexuels et deux femmes un bon bout de sein.

A Trèves (RFA). Un coiffeur a trouvé un moyen de lutter contre la calvitie. Ses clients chevelus se font lécher le crâne par une vache dont les vigoureux coups de langue sont censés activer la repousse des cheveux.

A Rio-Grande (Brésil). Un artiste, pour témoigner sa flamme à sa belle, a tiré un coup de canon de 37 mm. Bilan de ce coup de fusée : six blessés.

A Athènes (Grèce). Une femme a obtenu l'annulation de son mariage après avoir surpris son époux « en haut fonctionnaire de quarante-quatre ans » engagé comme un bébé en train de s'écrouler avec sa fille de six ans.

A Buenos-Aires (Argentine). Un couple a été vu avec glousse et bougies le trente-dixième anniversaire de la demande — non satisfait — d'installation du téléphone. « La demande a trente-six ans aujourd'hui et je la considère comme ma fille », a expliqué la dame.

CLAUDE SARRAUTE.

MORT DE M. VICTOR ROBIN
SÉNATEUR
DES ALPES-MARITIMES

M. Victor Robin, sénateur (Gauche démocratique) et conseiller général (UDF, rad.) des Alpes-Maritimes, est décédé d'une crise cardiaque à l'âge de soixante-dix-neuf ans, le mardi 24 décembre, alors qu'il s'apprêtait à assister à la messe de Noël à Villars-en-Var, dans l'arrière-pays alpin. Il sera remplacé au Sénat par son suppléant, M. José Ballestrero, avocat au barreau de Nice, conseiller général (PR) et maire de Tende.

[Né le 30 mai 1905 au May (Var), Victor Robin était diplômé de l'École de santé navale de Bordeaux, Médaille de la marine, notamment en Afrique noire et à Djibouti. Il avait quitté sa fonction en 1941 avec le grade d'inspecteur commandant pour entrer dans la Résistance et devenir médecin chef des FFI dans la région du Centre. Après la Libération, il avait occupé plusieurs fonctions au ministère de la santé publique avant de prendre la direction des services et du laboratoire d'hygiène de la ville de Nice en 1946, poste qu'il conserva jusqu'en 1972.]

Il avait été élu conseiller général de Villars-en-Var en 1948 et constamment réélu depuis cette date. Il fut également maire de cette commune de 1953 à 1971. Entré au Sénat en 1971, il avait adhéré au groupe de la Gauche démocratique. Il avait conservé son mandat aux élections de septembre 1980 et était devenu vice-président de la commission des affaires sociales.]

[M. José Ballestrero, né à Nice le 25 décembre 1926, est conseiller général de Tende depuis 1970, et maire de cette ville depuis 1971. D'abord gauchiste de gauche puis UDR, il a adhéré en 1979 au Parti républicain dont il est le président départemental dans les Alpes-Maritimes. M. Ballestrero est également, depuis de nombreuses années, président de l'Office départemental HLM des Alpes-Maritimes et de la ville de Nice.]

(Publié)

POUR VOTRE CHAÎNE HIFI
LE CHOIX ESSENTIEL
C'EST L'ENCEINTE!

Depuis plus de trente-cinq ans les enceintes acoustiques ELIPSON ont une technologie d'avance

1948 : l'enceinte à résonateur
1960 : la mise en phase acoustique des haut-parleurs
1976 : la charge symétrique
1982 : la mise en phase électronique pour disque laser

LE CHOIX ELIPSON C'EST LE CHOIX DU PROFESSIONNEL ET DU MÉLOMANE

elipson LA PERFECTION DU SON

Demandez notre documentation gratuite : « Un choix essentiel d'enceintes acoustiques » ; « L'enceinte acoustique et le disque laser » ; « La mise en phase électronique ».

ELIPSON, 1, rue Froide, 92220 BAGNEUX

A B C D F G H

Chap de 150